

Déni de responsabilité

*Les articles publiés dans le Forum du désarmement n'engagent que leurs auteurs.
Ils ne reflètent pas nécessairement les vues ou les opinions de l'Organisation des Nations Unies,
de l'UNIDIR, de son personnel ou des États ou institutions qui apportent leur concours à l'Institut.*

TABLE DES MATIÈRES

Note de la rédactrice en chef

<i>Kerstin VIGNARD</i>	1
------------------------------	---

Commentaire spécial

<i>Maleeha LODHI</i>	3
----------------------------	---

Inde et Pakistan : la paix, pas à pas

Une course aux armements languissante mais meurtrière <i>Waheguru Pal Singh SIDHU</i>	7
--	---

Saisir l'occasion de restaurer la confiance et la sécurité en Asie du Sud <i>David LOGAN et Stuart CROFT</i>	23
---	----

Le rôle et l'influence des États-Unis d'Amérique dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan <i>Rahul ROY-CHAUDHURY</i>	35
--	----

La stabilité stratégique en Asie du Sud : le besoin de retenue technologique <i>Gaurav RAJEN</i>	45
---	----

Repenser le désarmement et la sécurité dans une Asie du Sud nucléarisée <i>Iftekhar ZAMAN</i>	55
--	----

Tribune Libre

Le programme d'aide à la réduction des armes légères et de petit calibre au Cambodge : les résultats après quatre années d'action sur le terrain <i>Robin-Edward POULTON, Seng SON et Neil WILFORD</i>	65
--	----

Actualité de l'UNIDIR	73
------------------------------------	----

NOTE DE LA RÉDACTRICE EN CHEF

Les événements survenus depuis le début de l'année suscitent un certain espoir au sujet des relations entre l'Inde et le Pakistan, les deux voisins sud-asiatiques détenteurs d'armes nucléaires. Avec la rencontre, en janvier 2004, entre le Premier Ministre indien et le Président pakistanais en marge du Sommet de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale et, quelques semaines plus tard, la déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères sur la reprise d'un dialogue composite officiel, l'Inde et le Pakistan tendent à normaliser leurs relations par une série d'entretiens de haut niveau. Les discussions portent sur différents sujets : le Jammu-et-Cachemire ; la paix et la sécurité, et notamment les mesures de confiance ; le terrorisme et le trafic de drogue ; et la coopération économique et commerciale. Les deux nations viennent d'achever un tournoi de cricket qui a vu l'équipe indienne se déplacer au Pakistan pour la première fois depuis 15 ans – une série de rencontres marquées par la bonhomie et un esprit fair-play donnés en exemple pour tisser des liens entre les peuples des deux pays.

De nombreux éléments pourraient toutefois compromettre ce processus délicat. L'optimisme sur les mesures permettant de résoudre les différends est modéré par la possibilité que des événements externes ou internes puissent perturber le processus, comme le prouve le report de pourparlers sur l'ouverture d'un service d'autobus entre les deux parties du Cachemire. En outre, il est toujours à craindre que des actions violentes de la part d'acteurs non étatiques transnationaux armés puissent compromettre les initiatives prises dans le sens d'une normalisation. L'un des changements majeurs pour l'Inde et le Pakistan est clairement celui qui consiste à protéger le processus de normalisation et les contacts entre les gens des crises récurrentes qui ont marqué leurs rapports bilatéraux troublés. Ce numéro du *Forum du désarmement* fait le point sur les récents événements et examine les questions majeures qui se posent à la région, à savoir la course aux armements, les résultats des mesures de confiance et les possibilités en la matière, ainsi que le rôle des États-Unis d'Amérique qui connaissent aujourd'hui des rapports sans précédent avec l'Inde, comme avec le Pakistan.

Il est communément admis que les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent être respectés et protégés pour garantir la sécurité des personnes – les droits de l'homme sont toutefois souvent ignorés au nom de la « sécurité ». Les droits de l'homme pourraient constituer un cadre conceptuel et normatif pour l'application du principe de sécurité humaine. Les liens fondamentaux qui existent entre ces deux domaines pourraient renforcer ce rapport synergique. Le prochain numéro du *Forum du désarmement* examinera différentes questions : les liens entre les droits de l'homme et la sécurité humaine, et notamment celui entre droits de l'homme et armes de destruction massive ; des tentatives d'évaluation de la sécurité humaine ; les rapports entre armes légères et droits de l'homme ; et les mécanismes actuels des droits de l'homme vus sous l'angle de la sécurité humaine.

L'UNIDIR a été choisi comme consultant auprès du deuxième groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles sous tous ses aspects. Christophe Carle, directeur adjoint de l'UNIDIR, et Waheguru Pal Singh Sidhu, Senior Associate auprès de l'International Peace Academy, se chargent de ce travail au nom de l'Institut. L'UNIDIR intervient aussi comme consultant auprès du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les rapports entre le désarmement et le développement.

A Guide to the Destruction of Small Arms and Light Weapons: The Approach of the South African National Defence Force, de Sarah Meek et Noel Stott vient de paraître. Cet ouvrage va de pair avec celui intitulé *Destroying Surplus Weapons: An Assessment of Experience in South Africa and Lesotho* (2003). La publication de ces deux ouvrages marque la fin du projet de recherche conduit avec le Small Arms Survey sur le thème de la destruction des armes et la gestion des stocks en Afrique du Sud. Ce projet, financé par le Gouvernement de Norvège, visait à analyser les procédures mises en place par l'Afrique du Sud pour gérer les stocks et la destruction des armes légères et de petit calibre collectées, et pour recenser les meilleures pratiques.

Les 25 et 26 mars 2004, l'UNIDIR, le Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international, le Simons Centre for Peace and Disarmament Research, Project Ploughshares Canada, le Henry L. Stimson Center et l'Union of Concerned Scientists ont organisé un séminaire intitulé *Safeguarding Space for All: Security and Peaceful Uses*. Cette rencontre, tenue à Genève, a abordé les questions suivantes : les utilisations pacifiques actuelles de l'espace extra-atmosphérique et les menaces potentielles contre un environnement spatial pacifique ; les moyens de garantir la sécurité spatiale ; les positions juridiques internationales et le rôle de la Conférence du désarmement ; les mesures de transparence et de confiance s'agissant de l'espace extra-atmosphérique. Un rapport de séminaire sera publié. Le séminaire a été financé par la Simons Foundation et le Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international. Pour plus de précision, veuillez voir l'Actualité de l'UNIDIR, en page 73.

La paix, pas à pas

Cette nouvelle année a débuté sur une note prometteuse pour l'une des zones de tension les plus dangereuses au monde. L'accord du 6 janvier 2004 entre le Pakistan et l'Inde marque un tournant puisque les deux pays sont convenus de reprendre un dialogue composite pour régler pacifiquement tous les différends qui subsistent, y compris la question du Cachemire.

Cet accord, qui ouvre de nouvelles perspectives, a été conclu par le Président pakistanais Musharraf et le Premier Ministre indien Vajpayee en marge du 12^e sommet des sept membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), à Islamabad. Ce sommet a débouché sur la conclusion d'un accord-cadre sur une zone de libre-échange sud-asiatique (SAFTA), une réalisation importante en matière de coopération régionale de la part d'une organisation dont l'évolution avait, jusqu'à présent, été entravée par le vieil affrontement entre l'Inde et le Pakistan.

L'affrontement militaire et diplomatique entre les deux voisins du sous-continent dure depuis plus d'un demi-siècle. L'histoire de cet affrontement est bien connue : trois guerres ouvertes, une guerre limitée (Kargil) et plusieurs conflits qui auraient pu déboucher sur des guerres (entre 1987 et 1990 et, plus récemment, en 2002). Jusqu'à l'annonce du cessez-le-feu par les deux pays, en novembre 2003, les échanges de tirs d'artillerie et d'armes légères étaient quasiment quotidiens le long de la ligne de contrôle de 750 km au Cachemire, y compris au Siachen – le plus haut champ de bataille au monde.

Même après les essais nucléaires réalisés par l'Inde puis par le Pakistan en 1998, les deux pays ne surent comment régler leurs relations tendues ni définir de nouvelles règles d'engagement pour ce contexte nucléarisé considéré, avec justesse, par un ancien président américain comme « la région la plus dangereuse au monde ».

L'avancée de janvier 2004 s'explique par des mois de diplomatie en coulisse, l'engagement de la communauté internationale sous la conduite des États-Unis d'Amérique et une série de mesures de confiance prises par les deux pays. Tout cela a favorisé la restauration des accords en matière de voyage et celle des relations diplomatiques.

Il faut poursuivre sur cette lancée et ne pas se contenter de l'amélioration actuelle, mais chercher à passer d'un processus fragmentaire à un véritable processus de paix.

Ce processus de paix, qui en est à ses débuts, intervient dans le cadre des problèmes majeurs de sécurité de la région : le conflit sur le Cachemire, l'asymétrie croissante entre les forces classiques du Pakistan et celles de l'Inde, l'incertitude nucléaire, le fondamentalisme et le terrorisme. Les nouvelles

menaces viennent s'ajouter aux anciennes pour faire peser sur le sous-continent une lourde hypothèque, mais toutes peuvent être surmontées si les deux pays s'engagent dans un dialogue soutenu et pragmatique, et font preuve de diplomatie patiente et de sagesse politique.

La première question à l'ordre du jour en Asie du Sud est d'éviter tout risque de conflit et de favoriser la normalisation. Il faut, avant toute chose, reconnaître que la question du Cachemire ne peut trouver de solution militaire. La poursuite du dialogue sur le Cachemire ne sera pas facile, les positions officielles des deux pays étant mutuellement inconciliables. Le Président Musharraf a toutefois proposé une formule qui pourrait permettre aux deux pays de trouver une solution pacifique. Il a suggéré une formule en quatre points. Les deux pays devraient :

- Admettre que le Cachemire est le problème majeur entre eux ;
- Identifier les positions et les propositions qui sont inadmissibles pour l'autre pays ;
- Étudier d'autres propositions ;
- Convenir d'une solution acceptable pour le Pakistan, l'Inde et les Cachemiriens.

Dans le même temps, les questions militaires devront être sérieusement examinées. Les dangers évidents du déséquilibre croissant entre les forces classiques des deux pays sont accentués par l'incertitude concernant la dimension nucléaire de l'équation militaire indo-pakistanaise. L'Inde et le Pakistan sont aujourd'hui des puissances nucléaires établies, même si cette réalité n'est pas reconnue sur le plan juridique.

Comme il est très peu probable que ces deux pays décident de renoncer à leurs programmes nucléaires et stratégiques, il est urgent qu'ils entament des discussions sur leurs doctrines nucléaires respectives, le statut du déploiement de leurs forces, le commandement et le contrôle, et la sécurité de leurs engins et installations. Le dialogue entre les deux pays doit permettre la compréhension de ces points essentiels. C'est d'autant plus urgent que l'Inde envisage dans son projet de doctrine nucléaire la création d'une triade de forces nucléaires, et notamment de capacités de riposte, et que le Pakistan préconise une dissuasion au plus bas niveau possible ainsi qu'un accord bilatéral de non-recours à la force.

Au vu des récents événements, les craintes en matière de stabilité nucléaire sont plus fortes encore. Il s'agit notamment de l'autorisation de la vente à l'Inde par Israël du système Phalcon d'alerte rapide et la vente éventuelle du système Arrow de missiles antimissiles balistiques. Du point de vue du Pakistan, ces « multiplicateurs de puissance » viendront compromettre la stabilité de la dissuasion réciproque telle qu'elle existe aujourd'hui.

Plus précisément, la mise au point et le déploiement d'un système de défense antimissile balistique par l'Inde déstabiliseraient la dissuasion stratégique en Asie du Sud (pour les mêmes raisons qu'une défense antimissile balistique viendrait compromettre la dissuasion entre les grandes puissances). Une telle situation risquerait d'engager la région dans une nouvelle phase extrêmement dangereuse de la course aux armements.

Le dialogue entre le Pakistan et l'Inde devrait traiter ces questions importantes. Le Pakistan a déjà proposé la création d'une nouvelle architecture de sécurité aussi bien aux niveaux classique que non conventionnel. Ce régime de retenue stratégique comprend trois éléments indissociables :

- Premièrement, des mesures réciproques concertées de retenue sur le plan nucléaire et en matière de missiles pour éviter un recours délibéré ou accidentel à l'arme nucléaire ;
- Deuxièmement, l'adoption de mesure de maîtrise des armements classiques pour instaurer un climat de confiance entre les deux pays ;
- Troisièmement, la création d'un mécanisme politique pour régler les différends, et notamment la question du Cachemire.

Les propositions pakistanaises de retenue sur le plan nucléaire et en matière de missiles prévoient notamment un moratoire bilatéral sur de nouveaux essais nucléaires, le maintien des forces nucléaires hors d'état d'alerte, le non-déploiement de missiles balistiques à capacité nucléaire, un moratoire sur l'acquisition et le déploiement de systèmes de missiles antimissiles balistiques et d'autres mesures de confiance pour réduire le risque nucléaire.

Pour ce qui est des armes classiques, des discussions pourraient intervenir sur les propositions pakistanaises de réductions équilibrées des forces, de restrictions sur l'introduction d'armes lourdes dans certaines zones frontalières, et de mesures de confiance pour éliminer le risque « d'attaques surprise ».

S'agissant des liens commerciaux, les deux pays peuvent utiliser l'accord conclu récemment par la SAARC sur une zone de libre-échange sud-asiatique pour développer les échanges aux niveaux bilatéral et régional.

La réussite de cet ordre du jour implique la définition d'une vision stratégique commune pour l'avenir de l'Asie du Sud – une vision de la paix fondée sur le principe prioritaire d'une plus grande prospérité. Il faudrait pour cela :

- Reconnaître que l'accroissement des forces militaires des deux pays représente un détournement inutile d'énergie et de ressources précieuses qui ne peut conduire à la concrétisation des aspirations fondamentales de leurs peuples ;
- Régler les différends politiques ;
- Développer la confiance mutuelle, qui peut être étayée par le soutien et les garanties de la communauté internationale.

Il est indéniable que de nombreuses difficultés nous attendent sur cette voie. Mais les pays de la région n'ont pas d'autre possibilité s'ils veulent échapper au conflit, à la pauvreté, à la maladie et à l'analphabétisme. Nous devons tous faire preuve d'imagination et accepter des concessions si nous voulons régler les menaces, anciennes et nouvelles, et faire profiter le cinquième de l'humanité qui habite dans cette région des dividendes de la paix attendus depuis longtemps.

Après tout, l'occasion qui se présente en raison des initiatives récentes pourrait ne pas durer éternellement. Le processus de paix doit, comme une bicyclette, avancer pour ne pas s'effondrer.

Maleeha Lodhi

Haut-Commissaire du Pakistan au Royaume-Uni

Membre du Conseil consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour les questions de désarmement

Une course aux armements languissante mais meurtrière

Waheguru Pal Singh SIDHU

L'Asie méridionale est prise dans une course aux armements languissante qui pourrait dégénérer et conduire à une confrontation involontaire mais meurtrière entre la Chine, l'Inde et le Pakistan¹. Cette accumulation, qui intervient dans les domaines nucléaire et conventionnel, est particulièrement marquée au niveau des armes nucléaires et de leurs vecteurs, et notamment des missiles.

Depuis la fin de la guerre froide, la Chine, l'Inde et le Pakistan ont mis au point et testé plus de missiles balistiques que n'importe quelle autre région au monde. Même s'il est difficile de connaître les détails et le nombre de ces essais en raison de l'absence de toute notification officielle, il ressort de certaines estimations fondées sur les rapports des médias que ces trois pays auraient mis au point au moins une demi-douzaine de types de missiles et auraient testé plus de 50 missiles à capacité nucléaire depuis le milieu des années 90, améliorant ainsi leurs stocks de missiles sur les plans quantitatif et qualitatif². Si ces tests n'équivalent qu'à une fraction des essais réalisés par les deux superpuissances au plus fort de la guerre froide, ils ont toutefois une signification importante vu le rythme actuel des essais réalisés ailleurs.

Une raison évidente pour expliquer ce rythme est le fait que l'Inde et le Pakistan commencent tout juste à multiplier leurs missiles pour passer de zéro à ce qu'ils estiment être un niveau crédible. De la même manière, la Chine, qui dispose déjà d'un stock de missiles important, est en train de moderniser son arsenal de missiles pour rattraper ceux des quatre autres puissances officiellement dotées d'armes nucléaires. Il n'empêche que, à l'exception des « essais » agressifs réalisés par la Chine lors de la crise de Taiwan en 1996, jusqu'à présent ni l'Inde ni le Pakistan n'ont « utilisé » de missiles balistiques dans le cadre d'un conflit. Il n'en reste pas moins que l'écart entre les forces classiques de l'Inde et du Pakistan, la doctrine tacite d'Islamabad en matière de recours rapide et en premier à la force nucléaire, la doctrine de guerre classique limitée de New Delhi, et le double rôle (autrement dit classique et nucléaire) des missiles selon ces deux pays sont autant de raisons de penser que ces missiles puissent être utilisés lors d'un affrontement entre l'Inde et le Pakistan avec des conséquences imprévisibles.

Par rapport à la course qui opposa, en raison du « missile gap » (prétendu retard balistique américain), les États-Unis et l'Union soviétique à la fin des années 50 et au début des années 60, dans un contexte bilatéral admis par les deux pays, celle qui se joue aujourd'hui entre la Chine, l'Inde et le Pakistan est nettement plus complexe. Premièrement, aucun des pays d'Asie méridionale n'a invoqué un éventuel retard par rapport aux autres. Ils démentent d'ailleurs tous avec véhémence s'être engagés dans une course pour rattraper les capacités croissantes des autres. En fait, ils affirment tous officiellement que leurs efforts dans le domaine du nucléaire et des missiles visent simplement à leur assurer une capacité minimale de dissuasion. Deuxièmement, même lorsque Beijing, Islamabad

Waheguru Pal Singh Sidhu est Senior Associate auprès de l'International Peace Academy, New York.

et New Delhi justifient leurs activités touchant aux missiles par des menaces extérieures, le lien n'est pas réciproque comme c'était le cas dans le contexte américano-soviétique, mais linéaire : le Pakistan par rapport à l'Inde, l'Inde par rapport à la Chine, et la Chine par rapport aux États-Unis³.

Troisièmement, en raison de ce lien linéaire, aucun de ces pays n'est disposé à discuter avec un autre de la question des missiles même sous le prétexte de la stabilité stratégique et ce pour toute une série de raisons. Ainsi, Beijing refuse d'évoquer avec les États-Unis la situation de son arsenal nucléaire et de ses missiles tant que Washington refuse de réduire considérablement ses propres arsenaux pour les ramener à des niveaux comparables à ceux de la Chine. De la même façon, Beijing n'est pas disposé à entamer avec New Delhi des discussions sur les missiles et le nucléaire car cela reviendrait à reconnaître l'Inde comme un État doté d'armes nucléaires, ce que refuse la Chine – principal parrain de la résolution 1172 du Conseil de sécurité. Dans le même esprit, d'aucuns à New Delhi estiment qu'il serait vain de discuter uniquement avec Islamabad de l'arsenal nucléaire et des missiles, car les capacités nucléaires et les missiles de l'Inde visent également d'autres pays dans la région, et notamment la Chine. Quatrièmement, à cette situation explosive où chaque pays augmente ses missiles à capacité nucléaire sans vraiment saisir les conséquences qu'une telle action peut avoir sur les autres, vient s'ajouter la question cruciale de la défense antimissile. Les trois pays nucléaires d'Asie méridionale qui étaient initialement décidés à traiter cette question stratégique par la voie diplomatique cherchent à améliorer les capacités dont ils disposent pour pouvoir faire échec à de telles défenses et à acquérir pour eux-mêmes des systèmes de défense analogues⁴. Ainsi, même si la course aux armements qui intervient aujourd'hui en Asie méridionale est lente, elle pourrait bien avoir des conséquences stratégiques graves dans la région et au-delà.

Nous nous intéresserons donc, dans cet article, au lien qui existe entre la multiplication rapide des capacités conventionnelles et la course tranquille aux missiles nucléaires dans la région géostratégique de l'Asie méridionale. Nous commencerons par une vue d'ensemble des missiles à capacité nucléaire et des programmes de défense antimissile de la Chine, de l'Inde et du Pakistan, et verrons les doctrines de ces trois pays en matière de recours au nucléaire et les conséquences en termes de capacités classiques. Dans la partie suivante, nous examinerons les facteurs internes et externes qui motivent l'évolution des programmes de missiles. Dans une dernière partie, nous soulignerons les dangers inhérents à cette tendance et expliquerons pourquoi, à notre avis, en raison de l'écart conventionnel entre la Chine, l'Inde et le Pakistan, ces trois pays compteront toujours plus sur leurs capacités nucléaires pour contrer les menaces qu'ils peuvent ressentir. Enfin, nous avancerons différentes solutions possibles pour garantir la stabilité stratégique et éviter que la région ne glisse involontairement vers un affrontement militaire, voire nucléaire.

La doctrine de la Chine et son programme de missiles

Le programme de missiles de la Chine, qui remonte au moins à la fin des années 50, a toujours été associé à la capacité nucléaire du pays. La Chine avait, en fait, une telle confiance dans ses missiles, même aux premiers jours, qu'elle procéda en 1966 à son quatrième essai nucléaire avec un missile Dong Feng 3 de la première génération armé d'une tête nucléaire opérationnelle qu'elle lança au-dessus de zones très peuplées du pays pour l'envoyer dans le site d'essai du Lop Nor. La Chine est peut-être le premier pays, et le seul, à avoir testé une arme nucléaire de cette façon. Aujourd'hui, la Chine dispose d'un programme important de missiles balistiques de pointe et, selon au moins un expert, pourrait être en mesure de déployer des missiles de croisière en 2010⁵. Elle modernise déjà ses forces de fusées stratégiques avec des corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées (MIRV) et de nouveaux systèmes de guidage. Ces avancées ont conduit à la mise au point du DF-31, d'une portée de 8 000 km, et du DF-41, d'une portée de 13 000 km. Ce dernier pourrait atteindre

Tableau 1. L'arsenal de missiles de la Chine

Missile	Statut	Portée (km)	Capacité d'emport (kg)	Origine
M-7 (CSS-8)	opérationnel	150	190	nationale
DF-11 (CSS-X-7)	opérationnel	300	800	nationale
DF-15 (CSS-6)	opérationnel	600	500	nationale
DF-21A (CSS-5, Mod. 2)	opérationnel	1 800	2 000	nationale
DF-21 (CSS-5, Mod. 1)	opérationnel	2 500	600	nationale
DF-3A (CSS-2)	opérationnel	2 800	2 150	nationale et Fédération de Russie
DF-4 (CSS-3)	opérationnel	5 500	2 200	nationale
DF-31	testé/en cours de développement	8 000	700	nationale
DF-41	programme annulé ?	12 000	800	nationale
DF-5A (CSS-4)	opérationnel	13 000	3 200	nationale
Julang-1 (SLBM)*	opérationnel	1 000	600	nationale
Julang-2 (SLBM)*	testé/en cours de développement	8 000	700	nationale

* = missile balistique à lanceur sous-marin

Source : Worldwide Ballistic Missile Inventories, disponible à l'adresse < www.armscontrol.org/factsheets/missiles.asp >

certaines régions des États-Unis. La Chine s'emploie également à remplacer le DF-3 avec le DF-21, d'une portée de 1 800 km, qui peut frapper en profondeur à l'intérieur du territoire indien. Ces capacités pourraient contrer la puissance navale américaine dans la région et, en quantité suffisante, pourraient aussi transpercer le système de défense antimissile qui doit être mis au point pour protéger le territoire continental des États-Unis d'Amérique (voir Tableau 1).

La Chine exporte également ses connaissances et des systèmes complets à d'autres pays considérés, par les États-Unis d'Amérique et l'Inde, comme des États préoccupants. Outre les missiles M-11, d'une portée de 300 km, qu'elle a fournis au Pakistan, la Chine a également vendu à l'Arabie saoudite des DF-3 à capacité nucléaire d'une portée de 3 100 km. Le transfert de « technologies habilitantes » qui serait intervenu entre la Chine et l'Iran pour le programme iranien de « missiles balistiques à carburant solide » inquiète également Washington⁶. Même si la Chine ne dispose pas aujourd'hui de système de défense antimissile, elle serait intéressée par le système russe de défense aérienne de théâtre S-300VM, conçu pour assurer une protection contre les missiles balistiques. Vu l'arsenal de missiles croissant de la Chine, ce n'est plus qu'une question de temps avant qu'elle ne soit en mesure de déployer son propre système de défense antimissile balistique avec, dans un premier temps, un système de théâtre. Il semble donc que la Chine soit en train de mettre au point des capacités qui lui permettront non seulement d'écraser le bouclier américain, mais aussi d'assurer une certaine défense à ses propres capacités de riposte.

Il semble donc que la Chine soit en train de mettre au point des capacités qui lui permettront non seulement d'écraser le bouclier américain, mais aussi d'assurer une certaine défense à ses propres capacités de riposte.

En mettant au point ces capacités, la Chine produira inévitablement des capacités supplémentaires, qui pourraient être facilement dirigées contre l'Inde⁷. Les missiles chinois à moyenne portée et à portée intermédiaire (DF-2, DF-3, DF-4, DF-21), qui ne viseraient plus aujourd'hui de cibles russes et américaines dans la région, pourraient être reprogrammés sur la plupart des métropoles indiennes. Beijing n'a jusqu'à présent jamais considéré l'Inde comme une menace sérieuse contre sa sécurité ce qui limitait la nécessité de pointer un grand nombre de missiles en direction de l'Inde⁸. En fait, comme le souligne Ashley Tellis, « les différends politiques entre la Chine et l'Inde ne peuvent justifier un

recours à l'arme nucléaire par aucun des deux camps »⁹. Le Ministère indien de la défense précise néanmoins, dans son rapport annuel 2000-2001, que « toutes les grandes villes indiennes sont à portée de tir des missiles chinois et il semble que cette capacité soit développée pour comprendre des missiles de croisière à lanceur sous-marin ». Selon une autre source militaire indienne, la Chine a engagé un programme qui prévoit, d'ici à 2010, « la fabrication de centaines de missiles balistiques DF-15 à courte portée très précis, guidés par GPS, de DF-21 avec des munitions à guidage terminal, et de nouveaux missiles de croisière à longue portée avec des têtes nucléaires ou non » alors que « les forces aériennes de l'Armée de libération populaire possèdent peut-être plus de 150 Su-27 et Su-30 » et que la marine « disposerait d'au moins 14 sous-marins d'attaque classiques ou à propulsion nucléaire, mieux équipés en missiles de croisière et en moyens anti-sous-marins »¹⁰. Les analystes indiens doutent de la politique chinoise de non-recours en premier et pensent qu'elle pourrait ne pas s'appliquer à des régions que la Chine considère comme faisant partie de son territoire, comme Arunachal Pradesh, Taïwan ou même le Tibet. Ces affirmations sont renforcées par l'évaluation que font certains analystes occidentaux des projets de modernisation chinois ainsi que par une série d'accords de déciblage conclus par la Chine et les autres États dotés d'armes nucléaires, et notamment la Fédération de Russie et les États-Unis. Même si Beijing a commencé à mettre en doute la véracité de tels accords de déciblage avec d'autres États dotés d'armes nucléaires, l'absence d'accord de ce type entre Beijing et New Delhi ne fait qu'accréditer la thèse indienne selon laquelle une grande partie du stock croissant de missiles de la Chine pourrait être dirigée contre l'Inde. Même certains stratèges indiens qui contestent la probabilité d'un échange nucléaire entre l'Inde et la Chine s'inquiètent de ce que les armes nucléaires sont pour la Chine « un bouclier de sécurité et une couverture globale qui peut permettre à la Chine d'utiliser des forces classiques contre un adversaire sans craindre de représailles massives sur son propre territoire »¹¹.

Si les analystes indiens ne sont pas particulièrement inquiets du niveau actuel des forces aériennes de l'Armée de libération populaire et affirment qu'elles « ne constitueraient pas une menace ingérable pour l'Indian Air Force (IAF) », ils soulignent que la production en série de l'avion d'attaque russe ultramoderne Sukhoi Su-27, avec possibilité de ravitaillement en vol, radar aéroporté et système renforcé de défense aérienne « améliorera considérablement les capacités de la Chine dans les années à venir », ce qui obligerait l'IAF à moderniser ses propres forces¹². Selon une estimation, la Chine serait, en termes quantitatifs, « le troisième plus grand constructeur d'avions au monde »¹³. Reste que ce qui inquiète le plus les analystes indiens, c'est l'amélioration qualitative des capacités de la marine de l'Armée de libération populaire. La Chine pourrait déployer des sous-marins nucléaires armés de missiles de croisière et bénéficierait d'installations portuaires au Myanmar, au Pakistan et, peut-être, en Iran¹⁴. Dans ce contexte, New Delhi s'inquiète de l'aide de la Chine concernant la construction d'une installation de renseignement électromagnétique dans les Great Coco Islands, la modernisation des installations portuaires et la création d'une nouvelle station radar sur les Hiangyi Islands : ces installations permettraient à la Chine de contrôler non seulement les transmissions navales de l'Inde, mais peut-être aussi ses essais de missiles dans le golfe du Bengale¹⁵.

En raison du manque de transparence, il est bien évidemment difficile d'établir la menace directe qui pèse sur l'Inde, et notamment celle des missiles à capacité nucléaire de la Chine et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, Beijing a été « très efficace et a gardé secret tous les détails » et « l'incertitude demeure s'agissant du nombre de missiles balistiques déployés » ; l'on ne peut donc se baser que sur les « meilleures estimations »¹⁶. Deuxièmement, le plateau tibétain, qui regorge de grottes naturelles et de tunnels creusés par l'homme, est idéal pour dissimuler des missiles, sachant que la plupart sont mobiles et sont déplacés pour être plus difficiles à repérer ou à viser. Troisièmement, l'Inde ne dispose pas, à ce jour, des moyens techniques nationaux pour suivre ces missiles ou pour les localiser, notamment au Tibet. L'Inde a dû se fier au renseignement humain, et notamment aux réfugiés tibétains ou aux résistants, qui peuvent avoir intérêt à surestimer ou sous-estimer les missiles. Enfin, en l'absence d'un

régime de vérification, il n'existe aucun moyen de vérifier si les missiles que la Chine affirme avoir mis hors service ont bien été retirés ou simplement redéployés et pointés sur de nouvelles cibles¹⁷.

La doctrine de l'Inde et son programme de missiles

Le programme indien de missiles, lancé en 1958, devançait en réalité le programme spatial civil d'au moins quatre ans. Même si ces deux programmes entrent parfois en concurrence pour des ressources, il existe une certaine coopération entre eux. Le meilleur exemple est le transfert de personnel et de technologie entre le programme civil performant de lanceur de satellites et le programme IGMDP (Integrated Guided Missile Development Programme), qui avait commencé en 1983 la mise au point des missiles Prithvi et Agni¹⁸. Si les missiles Agni devaient constituer une dissuasion stratégique à l'égard de la Chine, les missiles Prithvi devaient viser le Pakistan. Vingt ans plus tard, le programme a partiellement atteint son objectif. Deux versions du Prithvi à carburant liquide (le SS-150 pour l'armée de terre et le SS-250 pour l'armée de l'air) ont été développées ; elles ont fait l'objet d'essais en vol et sont en service. Les SS-150, d'une portée de 150 km et d'une capacité d'emport de 1 000 kg, ont été intégrés dans le 333^e *Missile Group*, mais n'ont pas été déployés. Ces missiles se trouvent loin de la frontière, ce qui « laisse penser que l'armée n'a pas l'intention d'utiliser les missiles pour autre chose que des cas d'urgence »¹⁹. En outre, l'Inde a également testé le missile Agni-1 à carburant solide, d'une portée de 700 km, le 25 janvier 2002²⁰.

Ces trois types de missiles constituent pour New Delhi une capacité de dissuasion sérieuse face à Islamabad. Le missile Agni-2, testé pour la première fois en avril 1999, puis de nouveau en janvier 2001, constitue une avancée considérable pour la technologie des missiles, « il utilise un système de propulsion à carburant solide [...], peut être lancé en 15 minutes [...], emploie des systèmes de guidage et de navigation beaucoup plus précis et est conçu pour opérer sur une plateforme très mobile sur rails ce qui lui confère flexibilité et réduit sa vulnérabilité en cas d'attaque »²¹. En septembre 2003, New Delhi a autorisé la création des 334^e et 335^e *Agni Missile Groups*²². Reste que ce missile, testé sur une distance de plus de 2 100 km en janvier 2001, avec une erreur circulaire probable de 100 mètres, est encore jugé insuffisant comme dissuasion face à la Chine. Avec sa portée actuelle, ce missile « peut, au mieux, couvrir le territoire chinois jusqu'aux villes de Chengdu et Kunming, à l'Ouest », mais ne pourrait atteindre ni Shanghai ni Beijing²³. L'Inde cherche donc à mettre au point l'Agni-3, d'une portée de 3 500 km, avec des premier et deuxième étages nouveaux. Ce missile devrait faire l'objet d'essai en vol en 2004. En outre, le programme civil de lancement spatial, qui peut maintenant lancer des satellites multiples en orbite polaire et en orbite terrestre géosynchrone, pourrait être une source de technologie et de connaissances cruciales pour les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et les corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées du programme de missiles²⁴. L'Inde pourrait faire la preuve de ces deux capacités par un démonstrateur de technologie. Il est toutefois peu probable qu'elle déploie un ICBM dans un avenir prévisible, même s'il est vrai qu'elle pourrait chercher à tirer profit de cette possibilité²⁵. L'Inde va donc poursuivre ses essais de missiles balistiques à capacité nucléaire jusqu'à ce qu'elle soit sûre d'être en mesure de lancer des armes nucléaires sur toutes les grandes villes de Chine, y compris Beijing (voir Tableau 2).

L'Inde va donc poursuivre ses essais de missiles balistiques à capacité nucléaire jusqu'à ce qu'elle soit sûre d'être en mesure de lancer des armes nucléaires sur toutes les grandes villes de Chine.

Pour le moment, les capacités naissantes de l'Inde pour la fabrication de missiles et d'armes nucléaires ne sont pas à la mesure de l'arsenal de la Chine qui possède « 18-24 missiles balistiques intercontinentaux, 70 missiles balistiques à portée intermédiaire et divers missiles à courte portée » ainsi que « 500-1500 armes nucléaires »²⁶. Malgré cette différence asymétrique, Tellis affirme que

L'Inde a réussi à remplacer « une vulnérabilité abjecte par une vulnérabilité réciproque »²⁷. Il n'empêche que cette nouvelle capacité nucléaire n'est qu'un aspect de la politique subtile et multidimensionnelle de New Delhi pour faire face aux menaces qu'implique une Chine renaissante. L'Inde optera certainement pour d'autres mesures et notamment pour une défense antimissile, des missiles de croisière et des capacités classiques de pointe.

À l'instar de la Chine, l'Inde étudie la possibilité de mettre au point des missiles de croisière et celle d'acquérir un système de défense antimissile limité pour protéger sa capacité limitée de riposte. Elle tentera donc certainement de se procurer le système S-300VM auprès de la Fédération de Russie et pourrait aussi chercher à acquérir, auprès d'Israël, le système Arrow plus sophistiqué et, auprès des États-Unis, les systèmes de missiles Standard et Patriot-3²⁸. Ajoutons que New Delhi et Moscou ont un programme commun de missiles de croisière appelé Brahmos²⁹. L'Inde dispose déjà d'une capacité de missile à lanceur naval avec le sous-marin de type Kilo armé de missiles de type Klub, d'une portée de près de 300 km³⁰. L'Inde semble donc travailler à la mise au point de capacités qui pourraient, le cas échéant, vaincre des défenses de théâtre et protéger ses propres capacités de riposte.

L'Inde a également étayé ses capacités classiques. En juin 2001, Moscou et New Delhi ont signé un protocole portant sur la livraison d'armement russe pour une valeur de 10 milliards de dollars des États-Unis d'Amérique et notamment des bombardiers Tu-22 à long rayon d'action, des sous-marins à propulsion nucléaire, des avions Sukhoi Su-30 ainsi qu'un porte-avions, l'ancien Gorshokov et ses avions embarqués³¹. L'Inde achète également des sous-marins français classiques, des radars américains de détection du feu adverse et une grande quantité d'armement israélien et notamment le radar Phalcon d'alerte aérienne avancée. Entre 1999 et 2002, si la Chine se classait au premier rang des pays en développement pour la valeur des accords de transferts d'armes avec 11,3 milliards de dollars, l'Inde se classait en troisième position avec 8 milliards de dollars³². En 2002, la Chine figurait de nouveau en tête avec 3,6 milliards de dollars et l'Inde en troisième position avec 1,4 milliard de dollars³³. Entre 1999 et 2002, l'Inde prit livraison d'armement importé d'une valeur de 2,7 milliards de dollars, un chiffre très inférieur à celui de la Chine (qui acquit pour 6,1 milliards de dollars), mais comparable à celui du Pakistan, qui importa des armes pour 2,2 milliards de dollars³⁴. En 2002, la Chine reçut pour 1,2 milliard de dollars d'armes, l'Inde pour 900 millions, et le Pakistan pour 600 millions. Si les armes importées par la Chine et l'Inde provenaient, en grande partie, de la Fédération de Russie, celles importées par le Pakistan provenaient essentiellement de Chine.

Tableau 2. L'arsenal de missiles de l'Inde

Missile	Statut	Portée (km)	Capacité d'emport (kg)	Origine
Prithvi-1	opérationnel	150	1 000	nationale
Prithvi-2	opérationnel	250	500	nationale
Dhanush/Prithvi-3	testé/en cours de développement	350	1 000	nationale
Agni-1 variant	testé/en cours de développement	725	~ 1 000	nationale
Agni-1	testé/prototype seulement	1 500	1 000	nationale
Agni-2	production en série	2 000	1 000	nationale
Agni-3	en cours de développement	3 000–5 500	?	nationale
Surya	en cours de développement	5 500+	2 000	nationale et Fédération de Russie
Sagarika (SLBM)*	en cours de développement	350	500	nationale et Fédération de Russie

* = missile balistique à lanceur sous-marin

Source : Worldwide Ballistic Missile Inventories, disponible à l'adresse < www.armscontrol.org/factsheets/missiles.asp >

En plus de ces acquisitions massives de capacités conventionnelles à la suite des essais nucléaires et de la crise de Kargil de 1999 (au cours de laquelle le Pakistan franchit la ligne de contrôle pour occuper des sites stratégiques dans le secteur de Kargil au Cachemire), New Delhi a défini une doctrine qui lui permettrait de profiter de sa supériorité sur le Pakistan dans le domaine des capacités classiques. Cette décision apparut pour la première fois dans le projet concernant la doctrine nucléaire de l'Inde publié en août 1999, qui prônait non seulement une stratégie de non-recours en premier à l'arme nucléaire, mais soulignait que l'Inde devait disposer « de capacités militaires classiques très performantes [...] pour repousser le risque que n'éclate un conflit militaire classique ainsi que la menace ou l'emploi des armes nucléaires »³⁵. En conséquence, les hauts responsables de la défense indienne, rappelant les incidents sur le fleuve Oussouri en 1969, qui donnèrent lieu à un conflit purement conventionnel entre l'Union soviétique et la Chine, pourtant dotées d'armes nucléaires, émirent le concept de « guerre limitée » pour « s'assurer qu'une guerre classique [...] ne franchirait pas le seuil nucléaire » en Asie méridionale³⁶. Cette orientation dans le sens d'une guerre classique souligne également la préférence pour une prévention classique et se justifiait par la doctrine de l'Inde en matière de non-recours en premier à l'arme nucléaire³⁷. La mobilisation menée tout au long de l'année 2002 dans le cadre de l'opération Parakram en réaction à une série d'attaques terroristes en Inde par des groupes soupçonnés d'agir en dehors du Pakistan était un signe de la volonté d'appliquer le principe de « guerre limitée ».

La doctrine de « guerre limitée » présente toutefois certains risques.

Premièrement, en raison du caractère dual des avions d'attaque et des missiles balistiques, il serait très difficile pour tout adversaire de juger si une attaque imminente relèverait d'une guerre classique limitée ou d'une frappe nucléaire. Deuxièmement, il faut s'attendre, selon toute probabilité, à ce que la doctrine indienne de guerre classique limitée contienne une option pour frapper les missiles et les capacités nucléaires stratégiques du Pakistan avec des avions d'attaque classiques. Il est impossible que des stratèges militaires sérieux ne prévoient pas cette option. De telles doctrines conduiraient à une escalade nucléaire, surtout vu la défiance actuelle entre l'Inde et le Pakistan. Enfin, à ce jour, rien ne laisse penser que le Pakistan ait accepté le principe de « guerre limitée ». Il est, au contraire, très probable que s'il devait faire l'objet d'une attaque classique limitée, le Pakistan opérerait pour une riposte nucléaire³⁸.

La doctrine du Pakistan et son programme de missiles

L'infrastructure et le programme de missiles pakistanais lancé au début des années 80 est aujourd'hui « plus avancé que celui de la Corée du Nord. Il doit permettre la mise au point d'un missile d'une portée de 2 500 km qui placera l'ensemble du territoire indien à portée des missiles pakistanais. »³⁹. Même si ce programme est essentiellement axé sur l'Inde, ces capacités seront pour Islamabad une base pour développer des missiles à plus longue portée.

S'agissant du programme d'armes nucléaires, Islamabad semble avoir opté pour deux programmes de missiles souvent en concurrence. Le premier, qui repose probablement sur une technologie nord-coréenne, a produit la série de missiles Ghauri à carburant liquide, fabriqués par le Khan Research Laboratories dirigé par Abdul Qadir Khan, aujourd'hui désavoué. Selon certains responsables du renseignement américain, les missiles Ghauri-1, d'une portée de 1 500 km, et le missile Ghauri-2, d'une portée de 2 000 km, présentent des similitudes frappantes avec les missiles nord-coréens No-Dong-1 et 2. Le deuxième programme, qui bénéficie de l'aide de la Chine, a produit la série de missiles Shaheen à carburant solide fabriqués par le National Development Complex, dirigé par Samar Mubarak Mand. Le missile Shaheen-1, d'une portée de 600 km, testé pour la première fois en avril 1999, serait entré en service. Le premier essai en vol du missile Shaheen-2, d'une portée de

Tableau 3. L'arsenal de missiles du Pakistan

Missile	Statut	Portée (km)	Capacité d'emport (kg)	Origine
Hatf-1	opérationnel	80-100	500	nationale
Hatf-2	testé/en cours de développement	190	500	nationale et Chine
Hatf-3 (Ghaznavi)	testé/en cours de développement	280	500	nationale et Chine
Tarmuk	en cours de développement	300	800	nationale et Chine
Haider-1	en cours de développement	350	?	nationale
Shaheen-1	testé/en cours de développement	750	500	nationale et Chine
Ghauri-1 (No-Dong-1)	testé/en cours de développement	1 300+	700	nationale et Corée du Nord
Ghauri-2	testé/en cours de développement	2 300	700	nationale et Corée du Nord
Shaheen-2	en cours de développement	2 500	1 000	nationale et Chine
Ghauri-3	essai (moteur)/ en cours de développement	3 000	?	nationale et Corée du Nord

Source: Worldwide Ballistic Missile Inventories available at < www.armscontrol.org/factsheets/missiles.asp > .

2 000 km a été effectué avec succès le 9 mars 2004⁴⁰. Selon certains officiers pakistanais, les missiles Ghauri sont destinés à des opérations « offensives » de première frappe et les missiles Shaheen réservés pour des ripostes « défensives »⁴¹. De hauts scientifiques pakistanais affirment que lorsque le Shaheen-2 correspondra aux spécifications de conception et sera opérationnel, ils n'auront pas, à cet instant, à développer d'autres systèmes de longue portée⁴². Il se peut toutefois que le Pakistan cherche à améliorer les capacités de ses missiles avec des corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées et une précision accrue (voir Tableau 3).

Pour l'heure, rien ne prouve que le Pakistan, dont la position tacite est celle du recours en premier, s'emploie à mettre au point un système local de défense antimissile. Il n'empêche que, selon au moins un rapport, Islamabad aurait cherché à se procurer à l'étranger des systèmes de défense antimissile, comme les systèmes Hawk ou Nike-Hercules⁴³. Pour l'instant, face à la possibilité que ses adversaires disposent d'une défense antimissile opérationnelle, le Pakistan peut soit attaquer de telles actions par la voie diplomatique ou décider unilatéralement d'augmenter le nombre de ses missiles pour saturer un tel système⁴⁴.

Des trois pays nucléaires d'Asie méridionale, le Pakistan est celui qui verra probablement ses capacités militaires classiques progresser le moins fortement et ce pour deux raisons. Premièrement, le Pakistan ne pourra certainement pas acheter du matériel de défense de pointe en raison de l'état de son économie. Deuxièmement, même s'il était en mesure de s'offrir des armes très coûteuses, le

En raison de ce qu'Isلمabad considère comme un désavantage dans le domaine de l'armement classique, le Pakistan comptera certainement plus sur son arsenal nucléaire et des moyens de déstabilisation pour contrer l'Inde, qui apparaît toujours plus imbattable.

nombre de pays prêts à vendre de tels équipements va certainement diminuer. Ainsi, la Chine avec qui le Pakistan entretient depuis longtemps une relation stratégique est le principal fournisseur d'armes d'Isلمabad. Même si le Pakistan a également acheté des avions et des sous-marins français, des chars ukrainiens et cherche à obtenir de l'équipement militaire auprès des États-Unis, le gros de son arsenal militaire classique continuera certainement de provenir de Chine. En raison de ce qu'Isلمabad considère comme un désavantage dans le domaine de l'armement classique, le Pakistan comptera certainement plus sur son arsenal nucléaire et des moyens de déstabilisation pour contrer l'Inde, qui apparaît toujours plus imbattable.

Ainsi, même si Isلمabad n'a pas dévoilé de doctrine nucléaire en termes précis, sa stratégie et sa doctrine tacites tendent au recours rapide et en premier de son arsenal nucléaire. C'est ce qui était

clairement ressorti de la crise de Kargil et de l'opération Parakram. Le Pakistan a aussi voulu signaler indirectement à l'Inde et à la communauté internationale quelles étaient les lignes à ne pas franchir pour éviter qu'il recoure au nucléaire et les situations qui signifieraient que la dissuasion aurait échoué. Il s'agit du seuil territorial (si l'Inde devait conquérir une grande partie du territoire pakistanais) ; du seuil militaire (si l'Inde détruisait une grande partie des forces terrestres et aériennes du Pakistan) ; de la strangulation économique (comme un blocus naval ou du fleuve Indus) ; et d'une déstabilisation intérieure (si l'Inde provoquait une subversion de grande ampleur à l'intérieur du Pakistan)⁴⁵. Ces conditions et les déclarations des dirigeants pakistanais selon lesquelles les armes nucléaires pourraient être employées dès que des troupes indiennes franchiraient la ligne de contrôle, signifiaient un abaissement considérable du seuil nucléaire. Cela créait aussi une ambiguïté dangereuse puisqu'il est quasiment impossible de définir clairement les limites de la strangulation économique ou de l'instabilité intérieure dans un système politique et économique perpétuellement instable. En abaissant le seuil nucléaire, Islamabad prend toutefois le risque de voir sa crédibilité être mise en question dès qu'un soldat indien franchirait la ligne de contrôle.

S'agissant des actions de déstabilisation, la crise de Kargil et l'opération Parakram en 2002 ont souligné pour le Pakistan l'intérêt des conflits de faible intensité sous un parapluie nucléaire et prouvé que « les armes nucléaires permettent non seulement à Islamabad d'opérer une "diversion stratégique" et d'immuniser le pays contre une riposte indienne violente, mais servent aussi à catalyser l'attention [...] de la communauté internationale »⁴⁶. Il fut toutefois aussi admis qu'un tel conflit pourrait déboucher sur une guerre classique, voire entraîner une escalade nucléaire, sans qu'une intervention internationale ne soit garantie. En associant les actions de déstabilisation et la riposte nucléaire, le Pakistan a révélé un risque dangereux d'escalade qui pourrait être difficile à gérer ou à dissocier en temps de crise. Comme la doctrine indienne de « guerre limitée », la stratégie pakistanaise de déstabilisation présente des risques. Premièrement, il pourrait être très difficile pour un adversaire de faire la différence entre des actions de déstabilisation organisées par le Pakistan et les initiatives d'acteurs non étatiques échappant au contrôle d'Islamabad. Deuxièmement, comme l'a montré la mobilisation indienne lors de l'opération Parakram, New Delhi pourrait ne pas accepter de tels actes de déstabilisation et déciderait certainement d'engager une guerre classique généralisée même si cela devait inévitablement poser le risque d'une escalade nucléaire. L'Asie du Sud est donc sérieusement confrontée au risque de voir éclater une guerre nucléaire à cause d'acteurs non étatiques.

L'Asie du Sud est donc sérieusement confrontée au risque de voir éclater une guerre nucléaire à cause d'acteurs non étatiques.

Les moteurs de la course aux armements

Outre les menaces étrangères, un certain nombre d'impératifs nationaux, techniques ou militaires, ainsi que le prestige national et différents facteurs politiques internes influencent les programmes de missiles de la Chine, de l'Inde et du Pakistan⁴⁷. Il n'empêche que l'apparition de missiles à capacité nucléaire de l'autre côté de la frontière a certainement été invoquée a posteriori pour expliquer des activités nationales et sert souvent à justifier des programmes qui étaient peut-être déjà engagés. Dans le cas de l'Inde, cette logique est plus véhémente encore depuis que le transfert de missiles chinois M-11 au Pakistan au début des années 90 est connu de l'opinion publique, même si l'Inde avait déjà un programme de missiles à capacité nucléaire depuis plus d'une décennie. C'était d'ailleurs très explicite dans le rapport annuel de l'Inde sur la défense de 1997/98 : « l'assistance que fournit la Chine au Pakistan pour son programme d'armes nucléaires, de même que la vente de missiles et de technologie de missile au Pakistan affectent directement la sécurité de l'Inde »⁴⁸. Depuis la guerre sino-indienne de 1962, la Chine est un facteur crucial dans l'équation de sécurité indienne. Son importance a d'ailleurs été confirmée par le premier essai nucléaire de la Chine en 1964 et réitérée par le Ministre

indien de la défense George Fernandes lorsqu'il a déclaré, en 1998, que la Chine représente pour l'Inde « la menace numéro un »⁴⁹. La menace chinoise est à la fois directe et indirecte. L'arsenal et les missiles de la Chine, en particulier ceux qui peuvent frapper des cibles en Inde, constituent une menace directe. La menace indirecte est celle que représentent : les missiles livrés par la Chine à des pays qui se trouvent à proximité de l'Inde, comme le Pakistan et l'Arabie saoudite ; l'assistance technique qu'elle fournit, notamment au Pakistan, pour les questions liées aux missiles ; et la création de bases et de stations de contrôle dans d'autres pays, comme le Myanmar. De la même façon, la Chine a combattu le programme ambitieux des États-Unis en matière de défense antimissile et averti que ce projet (et la menace implicite qu'il représentait pour le Traité concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques) risquait de compromettre la stabilité et l'équilibre nucléaire actuel et d'empêcher la non-prolifération et la maîtrise des armements au niveau international⁵⁰. Beijing cherchait ainsi à justifier la modernisation de ses propres missiles, engagée au milieu des années 90, autrement dit bien avant que les détails du projet américain ne soient rendus publics.

Même si la mise au point de missiles en Chine, en Inde et au Pakistan est liée aux événements extérieurs, elle s'explique principalement par des dynamiques internes. Ainsi, si la Chine modernise frénétiquement depuis les années 90, c'est qu'elle veut : « préserver la stabilité intérieure et garantir la sécurité du régime » ; mettre au point une capacité de projection de force pour « faire face à toute une série de scénarios de conflits possibles à sa périphérie » ; et « améliorer le prestige international de la Chine »⁵¹. Le rythme de cette modernisation ne dépend pas de l'aboutissement du projet américain de défense antimissile, mais de la concurrence interne entre dépenses militaires et non militaires, qui limitera le rythme de modernisation de l'armée chinoise⁵². De la même façon, New Delhi, qui cherche aujourd'hui à mettre progressivement en service ses missiles et ses capacités nucléaires, ne décidera certainement pas de renoncer à accroître son arsenal même si toutes les menaces étrangères disparaissaient du jour au lendemain. Cela s'explique essentiellement par le passage d'un arsenal virtuel à un arsenal opérationnel et par la pression exercée plus particulièrement par l'armée pour rendre opérationnelle la capacité récemment validée. L'on observe la même tendance dans le programme de missiles du Pakistan : les essais programmés continueront certainement même si la menace indienne devait disparaître.

Dans ce contexte, le projet de bouclier antimissile pour le territoire continental des États-Unis n'aura certainement pas d'incidence directe sur la course aux missiles en Asie méridionale, surtout que ni l'Inde ni le Pakistan n'ont l'intention de viser le territoire continental américain. Quant à la Chine, en mesure de transpercer ce bouclier grâce à la modernisation de ses missiles, elle ne sera pas vraiment inquiétée à long terme⁵³. Les conséquences indirectes du bouclier américain sont toutefois plus complexes. Si la Chine réalisait une modernisation lui permettant de faire échec au bouclier américain, elle disposerait de vieux missiles qu'elle utiliserait certainement pour viser l'Inde, une décision qui, en l'absence d'un dialogue stratégique, risquerait d'inciter New Delhi à accroître son arsenal pour préserver sa crédibilité. Faute d'un dialogue stratégique avec le Pakistan, cette décision pourrait inciter Islamabad à vouloir égaler l'arsenal de l'Inde, entraînant ainsi une prolifération de missiles en chaîne. La situation serait encore plus complexe si la Chine, l'Inde ou le Pakistan décidait de déployer des systèmes de défense antimissile au-delà des niveaux tactique et de théâtre : cela provoquerait une escalade inévitable de la part des autres pour saturer et vaincre un tel bouclier⁵⁴.

Gérer la « course »

Sachant que les trois principaux acteurs de l'Asie méridionale vont certainement continuer à accroître leurs stocks de missiles à capacité nucléaire, sur les plans à la fois qualitatif et quantitatif, des mesures peuvent-elles être prises pour gérer cette course lente forcément dangereuse ? Il existe au

moins deux stratégies qui permettraient à la Chine, à l'Inde et au Pakistan d'éviter que cette course n'échappe à tout contrôle. La première serait de mettre au point et renforcer toute une série de mesures de confiance qui (tout en reconnaissant la volonté inévitable de Beijing, de New Delhi et d'Islamabad d'accroître leurs arsenaux) leur fourniraient une assurance minimum pour éviter les risques de malentendus et d'escalade. La deuxième, plus ambitieuse, consisterait pour ces trois rivaux à envisager des mesures de désarmement et de maîtrise des armements pour préserver et renforcer la stabilité stratégique et éviter toute escalade dangereuse.

Pour ce qui est des mesures de confiance portant sur les missiles, l'Inde et le Pakistan sont les seuls pays (autres que les États-Unis et la Fédération de Russie) à disposer d'une procédure de notification préalable d'essais de missiles⁵⁵. Cependant, contrairement à l'accord très officiel conclu entre les États-Unis et la Russie et appliqué avec succès, celui entre l'Inde et le Pakistan n'a jamais été régularisé et son application reste ad hoc et inégale, Islamabad et New Delhi s'accusant régulièrement de l'avoir violé. Avec la reprise d'un dialogue composite entre New Delhi et Islamabad en février 2004, les deux camps ont tout intérêt à revoir cette mesure de confiance majeure et à s'assurer de son application lors des pourparlers qui interviendront entre les deux ministres des affaires étrangères en mai et juin 2004. Un accord sérieux sur la notification préalable des essais de missiles permettrait non seulement aux deux pays de poursuivre leurs programmes de missiles, mais aussi de s'assurer que ces tests ne conduisent ni à des crises ni à une escalade.

Par la suite, l'Inde et le Pakistan pourraient tenter de conclure un accord similaire avec la Chine. L'accord de 1996 entre l'Inde et la Chine, *Agreement Between the Government of the Republic of India and the Government of the People's Republic of China on Confidence-Building Measures in the Military Field Along the Line of Actual Control in the India-China Border Areas*, contient déjà les grandes lignes d'un tel accord. Par exemple, l'article III laisse aux deux parties la possibilité de réduire ou de limiter le nombre de certains systèmes d'armes et notamment des missiles surface-surface, des missiles surface-air et de tout autre système d'arme convenu d'un commun accord⁵⁶. Pour qu'un tel accord soit possible, il faudrait que Beijing soit convaincu qu'une telle transparence renforcerait sa sécurité et celle de ses voisins.

S'agissant de la maîtrise des armements et du désarmement dans le domaine des missiles, ces trois pays n'ont encore rien engagé. Même si l'accord de 1996 sur les mesures de confiance entre l'Inde et la Chine couvre une telle possibilité, il est clair qu'elle n'a pas été discutée. Vu la sensibilité de ces trois pays pour ce qui touche à la transparence et vu l'importance de l'ambiguïté qui entoure leurs arsenaux, ils pourraient dans un premier temps entamer un dialogue stratégique pour évoquer au moins leurs forces respectives de missiles en terme de proportions. Il pourrait exister un rapport de 3 contre 1 entre les missiles balistiques de l'Inde et ceux du Pakistan⁵⁷. Un même rapport pourrait être envisagé entre la Chine et l'Inde⁵⁸.

À un stade ultérieur, il pourrait être aussi dans l'intérêt de la Chine, de l'Inde et du Pakistan de négocier, à un niveau bilatéral ou trilatéral, le démantèlement d'une catégorie précise de missiles nucléaires. Parmi les missiles qui pourraient faire l'objet d'un tel accord de maîtrise des armements et de désarmement, citons les Prithvi-1, -2 et -3 ; les Hatf-1, -2 et -3 ; et les Dong Feng-3 et -4. Tous ces missiles ont joué un rôle déterminant dans la dissuasion nucléaire de ces trois pays. En raison des capacités duales (classiques et nucléaires) des missiles Prithvi et Hatf, il est quasiment impossible de déterminer les fins que peuvent viser ces missiles. Ils ne pourraient donc être déployés sur le champ de bataille. Certains spécialistes indiens et pakistanais ont déjà proposé l'idée d'un accord réciproque de maîtrise des armements⁵⁹. De la même façon, les Dong Feng-3 et -4, qui seront certainement retirés, pourraient être aussi démantelés dans le cadre d'un accord trilatéral de maîtrise des armements. Les trois pays pourraient donc négocier conjointement l'élimination de ces missiles. Ainsi, l'Asie méridionale serait la première à conclure un accord trilatéral sur des missiles à capacité nucléaire ce qui, jusqu'à présent, est toujours intervenu au niveau bilatéral. Une telle mesure n'est cependant envisageable que

lorsque les pays sont convaincus qu'une telle décision n'entamerait pas leur sécurité, mais permettrait au contraire de la renforcer⁶⁰. Une telle évolution, bien qu'inévitable, n'est envisageable qu'à long terme.

Même si dans un avenir prévisible, l'Asie méridionale verra certainement se poursuivre la course aux missiles, ne serait-ce qu'à un rythme très lent, il est dans l'intérêt de ces trois pays de s'assurer que leurs efforts pour se doter d'une dissuasion minimale crédible ne se fassent pas au détriment de leur sécurité ou de la stabilité stratégique et ne conduisent à une course aux armements par inadvertance ou, pire, à un affrontement nucléaire involontaire.

Notes

1. L'Asie méridionale « s'étend du golfe Persique, à l'ouest, jusqu'au détroit de Malacca, à l'est, et des républiques d'Asie centrale, au nord, à l'équateur, au sud » (voir Inde, Ministère de la défense, 2001, *Annual Report 2000–2001*, New Delhi, Gouvernement indien, p. 7), ainsi qu'à la Chine depuis la prise du Tibet en 1950. La Chine déploya des missiles sur le plateau tibétain qui, selon certaines sources, seraient dirigés contre l'Inde. La Chine fut ensuite impliquée dans la guerre en Afghanistan, dans les années 80. Elle a vendu des missiles à capacité nucléaire à l'Arabie saoudite et coopère aujourd'hui de plus en plus avec l'Iran dans le domaine nucléaire, ce qui vient s'ajouter à ses liens stratégiques déjà bien établis avec le Pakistan. La Chine est aussi à l'origine de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et entretient des liens étroits avec le Myanmar (qui est aussi membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est). De ce point de vue, les opérations militaires menées actuellement par Washington en Afghanistan et la présence de troupes américaines au Pakistan, en Afghanistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan font des États-Unis d'Amérique un acteur clef en Asie du Sud. Cet article examine donc la situation en Asie méridionale, en général, et en Chine, en Inde et au Pakistan, en particulier.
2. En tenant compte des essais de missiles réalisés par la Corée du Nord, Israël et l'Iran, l'Asie est le leader incontesté en matière de progression des stocks de missiles à capacité nucléaire.
3. Pour une explication détaillée de ce dilemme, voir Tariq Rauf, 1999, « Accommodation not confrontation », *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 55, n° 1 (janvier/février).
4. Cette évolution vers des défenses antimissile avant même qu'une stabilité stratégique ne soit trouvée en Asie méridionale risquerait non seulement d'accroître l'instabilité stratégique, mais aussi d'avoir des répercussions multiples. Voir Michael Krepon et Chris Gagne (sous la direction de), 2002, *The Impact of US Ballistic Missile Defenses on Southern Asia*, Stimson Center Report 46, Washington DC, p. xi, à l'adresse < www.stimson.org/pubs.cfm?ID=59 >.
5. Selon Robert Manning, « Avec l'assistance de la Russie et d'Israël, la Chine pourrait mettre au point et déployer des missiles de croisière avant 2010 ». Voir Gerrit Gong et al., 1998, « China/Japan/Korea, roundtable discussion », dans Commission du Congrès américain pour évaluer la menace des missiles balistiques (ou Commission Rumsfeld), Appendix III: Unclassified Working Papers, à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/pt1_china.htm >. Voir aussi Bill Gertz, 2000, *The China Threat: How the People's Republic Targets America*, Washington DC, Regnery Publishing.
6. Commission Rumsfeld, 1998, op. cit., *Executive Summary*, à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/execsum.htm >.
7. Pour une étude plus approfondie des relations stratégiques entre la Chine et l'Inde, voir Waheguru Pal Singh Sidhu et Jing-Dong Yuan, 2003, *China and India: Cooperation or Conflict?*, Boulder, Lynne Rienner, p. 45 à 78.
8. Bates Gill, James Mulvenon et Mark Stokes, à paraître, « China's Strategic Rocket Forces: Transition to Credible Deterrence », dans James Mulvenon et Richard Yang (sous la direction de), *The People's Liberation Army as Organization*, Santa Monica, RAND ; Robert Norris et al., 2001, « Chinese Nuclear Forces 2001 », *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 57, n° 5 (septembre/octobre), p. 71 et 72.
9. Ashley Tellis, 2001, « The Changing Political-Military Environment: South Asia », dans Zalmay Khalilzad et al., *The United States and Asia: Towards a New U.S. Strategy and Force Posture*, Santa Monica, RAND, p. 208.
10. Col. S.B. Asthana, 2001, « The Peoples Liberation Army of China: A Critical Analysis », *Combat Journal*, vol. 30, n° 2 (septembre), p. 49.
11. Sujit Dutta, 1998, « China's Emerging Power and Military Role: Implications for South Asia », dans Jonathan D. Pollack et Richard H. Yang (sous la direction de), *In China's Shadow: Regional Perspectives on Chinese Foreign Policy and Military Development*, Santa Monica, RAND, p. 97.
12. Dutta, op. cit., p. 98.

13. Asthana, op. cit., p. 48.
14. Ibid.
15. Rahul Roy-Chaudhury, 1997, « The Indian Navy: Past, Present and Future », dans Jasjit Singh (sous la direction de), *Asian Strategic Review 1996-97*, Institute for Defence Studies and Analyses, p. 89 à 115 et Rahul Roy-Chaudhury, 1995, *Sea Power and Indian Security*, Londres, Brassey's.
16. National Resources Defense Council, *Table of Chinese Nuclear Forces, end 1996*, NRDC Nuclear Program Nuclear Data, à l'adresse < www.nrdc.org/nrdcpro/nudb/datab17.html >.
17. Ces différents points sont développés dans Waheguru Pal Singh Sidhu, 1998, « India's Security and Nuclear Risk-Reduction Measures », dans Michael Krepon et Michael Newbill (sous la direction de), *Nuclear Risk-Reduction Measures in Southern Asia*, Stimson Center Report 26, Washington DC, p. 23 et 24, à l'adresse < www.stimson.org/pubs/cbm/sa/sidhufnl.pdf >.
18. Waheguru Pal Singh Sidhu et Chris Smith, 2000, *Indian Defence and Security—Industry, Forces and Future Trends*, Coudson, Jane's Information Group, p. 83.
19. Andrew Koch, 2000, « Nuclear Friction—Nuclear Policy in India and Pakistan », *Jane's Defence Weekly*, n° 6, décembre. Voir aussi Bharat Rakshak, *Prithvi Shorter-range Ballistic Missile (SRBM)*, à l'adresse < www.bharat-rakshak.com/MISSILES/Prithvi.html >.
20. Il convient de distinguer l'Agni-1 du démonstrateur de technologie de type Agni à carburant hybride solide et liquide qui fit l'objet d'un essai en vol en 1989. Ce démonstrateur de technologie, qui fut testé à trois reprises, est parfois aussi appelé Agni-1.
21. « Fire in the Sky », *The Hindu*, 19 janvier 2001.
22. « Missiles to be Handed Over », *The Hindu*, 24 septembre 2003.
23. Dinesh Kumar et Manoj Joshi, 2001, « Agni-II Adds Fuel to India's N-Arms Policy », *Times of India*, 18 janvier. Voir aussi Bharat Rakshak, *Agni-II IRBM*, à l'adresse < www.bharat-rakshak.com/MISSILES/Agni.html >.
24. David R. Tanks, 1998, « Ballistic Missiles in South Asia: Are ICBMs a Future Possibility? », dans Commission Rumsfeld, op. cit., à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/pt2_tanks.htm >. Voir aussi « India Poised to Test-Launch ICBM » et « GSLV Had Launched India into ICBM Club » dans *South Asian Nuclear Dialogue*, 10 mai 2001, vol. 2 n° 19, disponible à l'adresse < www.nautilus.org/sand/Updates2001/V2N19.html#item1 >.
25. Michael Krepon du Stimson Center a fait ces observations. Voir David Goure, Michael Krepon et David Tanks, 1998, « India/Pakistan », Commission Rumsfeld, op. cit., à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/pt1_india.htm >. Voir aussi « India Denies Plans to Launch ICBM » dans *South Asian Nuclear Dialogue*, 10 mai 2001, vol. 2 n° 19, à l'adresse < www.nautilus.org/sand/Updates2001/V2N19.html#item1 >.
26. Asthana, op. cit., p. 48.
27. Tellis, op. cit., p. 205.
28. À long terme, l'Inde pourrait chercher à mettre au point son propre système de défense antimissile en se fondant sur son système de missile surface-air Akash et d'autres engins spatiaux. Voir colonel R.G. Burli, 2000, « India's Option for Space-Based BMD », *Indian Air Force 2000*, New Delhi, Indian Air Force, p. 40 à 42.
29. Andrew Feickert et K. Alan Kronstadt, 2003, « Missile Proliferation and the Strategic Balance in South Asia », *CRS Report for Congress*, 17 octobre, p. 29.
30. Vladimir Radyuhin, 2000, « INS Sindhushastra Commissioned », *The Hindu*, 20 juillet.
31. Jonathan Marcus, 2003, « India-Pakistan military balance », *BBC NEWS*, 9 mai, à l'adresse < news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/1/hi/world/south_asia/1735912.stm >.
32. Richard F. Grimmett, 2003, « Conventional Arms Transfers to Developing Countries, 1995-2002 », *CRS Report for Congress*, 22 septembre, Summary. Voir aussi SIPRI Arms Transfer Database, à l'adresse < projects.sipri.se/armstrade/Tnd_Ind_IND_PAKMpts93_02.pdf >.
33. Grimmett, op. cit.
34. Grimmett, op. cit., notamment le tableau 21, p. 60.
35. Voir Inde, 1999, *Draft Report of the National Security Advisory Board on Indian Nuclear Doctrine*, par. 2.7, à l'adresse < http://www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear_doctrine_aug_17_1999.html >.
36. Discours inaugural de Raksha Mantri [George Fernandes], lors du National Seminar on The Challenges of Limited War: Parameters and Options, organisé par l'Institute for Defence Studies and Analyses, New Delhi, 5-6 janvier 2000. De hauts stratèges indiens contestent toutefois le concept de « guerre limitée ». Voir, par exemple, V.R. Raghavan, 2000, « Limited War & Strategic Liability », *The Hindu*, 2 février.
37. Il n'empêche que la dernière version de la doctrine nucléaire de l'Inde, publiée en janvier 2003, modère l'engagement de non-recours en premier en précisant que « en cas d'attaque majeure contre l'Inde, ou contre les forces indiennes où qu'elles se trouvent, avec des armes biologiques ou chimiques, l'Inde se réserve la possibilité de riposter avec des armes nucléaires ». Voir « The Cabinet Committee on Security Reviews operationalization of India's Nuclear Doctrine », communiqué de presse, 4 janvier 2003, à l'adresse < www.indianembassy.at/US/Press/nuclearDoctrine2003.html >.

38. En réalité, tout laisse à penser que le Pakistan a rejeté sommairement le concept de « guerre limitée ». Ainsi, un haut diplomate pakistanais a lancé cet avertissement : « la thèse avancée par le Ministre indien de la défense et le Commandant en chef de l'armée indienne selon laquelle il serait possible de mener une guerre classique "limitée" contre le Pakistan est un jeu dangereux ». Voir Ambassadeur Maleeha Lodhi, 2000, *New Security Architecture for South Asia*, papier distribué lors de la conférence organisée par l'International Institute for Strategic Studies sur le thème « Minimum Deterrence, Concepts and Practices », Maurice, 22-23 juin. Voir aussi « We'll use nukes even in a conventional war: Pak », *Press Trust of India*, 30 mai 2002 dans lequel l'Ambassadeur du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, Munir Akram, lançait une menace nucléaire contre l'accroissement des forces militaires classiques de l'Inde en 2002.
39. Commission Rumsfeld, 1998, op. cit., Executive Summary, à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/execsum.htm >. Voir aussi Luke Harding et Rory McCarthy, 2002, « Why nuclear conflict is a real threat », *The Guardian*, 23 mai et Lt. General Sardar E.S. Lodi (c.r.), 1998, « Pakistan's Missile Technology », *Defence Journal*, mai, à l'adresse < www.defencejournal.com/may98/pakmissiletech.htm >.
40. *BBC News*, « Pakistan tests long-range missile », 9 mars 2004, à l'adresse < news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3545775.stm > et « Shaheen II/ Hatf-6 / Ghaznavi », à l'adresse < www.fas.org/nuke/guide/pakistan/missile/shaheen-2.htm >.
41. Koch, op. cit.
42. Certains analystes américains partagent cet avis. Ils estiment que le Pakistan serait incapable de construire un ICBM d'ici à 2015 car Islamabad ne dispose pas des finances, de la base de production et des connaissances techniques nécessaires. Voir Goure, Krepon et Tanks, 1998, op. cit., Appendix III Unclassified Working Papers, à l'adresse < www.fas.org/irp/threat/missile/rumsfeld/pt1_india.htm >.
43. Voir « Pak to Acquire Anti-Ballistic Missile from U.S. », *Times of India*, 15 mai 2003.
44. Pour plus de précision, voir « Foreign Secretary of Pakistan [Inam ul Haque] Addresses Conference on Disarmament », communiqué de presse, à l'adresse < www.unog.ch/news2/documents/newsen/dc0103e.html >.
45. Voir Paolo-Cotta Ramusino et Maurizio Martellini, 2001, *Nuclear safety, nuclear stability and nuclear strategy in Pakistan: a concise report of a visit by Landau Network-Centro Volta*, 21 janvier, à l'adresse < www.mi.infn.it/~landnet >.
46. Ashley J. Tellis, C. Christine Fair et Jamison Jo Medby, 2001, *Limited War Conflicts Under the Nuclear Umbrella: Indian and Pakistani Lessons from the Kargil Crisis*, Santa Monica, RAND, p. 30.
47. Waheguru Pal Singh Sidhu 2001, « South Asia, in Center for Non-proliferation Studies and the Mountbatten Centre for International Studies », *International Perspectives on Missile Proliferation and Defenses*, Occasional Paper 5, à l'adresse < www.mcis.soton.ac.uk/op5.pdf >.
48. Inde, Ministère de la défense, 1998, *Ministry of Defence Annual Report 1997-98*, New Delhi, p. 2.
49. John F. Burns, 1998, « India's New Defense Chief Sees Military Threat », *New York Times*, 5 mai.
50. « China Warns of Arms Race », *Associated Press*, 3 mai 2001.
51. Harold Brown, Joseph W. Pruhar et Adam Segal (sous la direction de), 2003, *Chinese Military Power*, « Report of an Independent Task Force sponsored by the Council on Foreign Relations and the Maurice R. Greenberg Center for Geoeconomic Studies », p. 2, à l'adresse < www.cfr.org/pdf/China_TF.pdf >.
52. Ibid., p. 7.
53. Voir Rajesh Rajagopalan, 2003, *The Impact of Missile Defences*, papier présenté lors du Mountbatten Centre Workshop on Missile Issues in South Asia, Gorse Hill Conference Centre, Angleterre, 13-14 décembre.
54. Pour les différentes options qui s'offriraient au Pakistan pour faire échec à un éventuel bouclier antimissile indien, voir Colonel Khalid Banuri, 2003, *The Impact of Missile Defences*, papier présenté lors du Mountbatten Centre Workshop, op. cit.
55. La notification préalable des essais de missiles est l'une des nombreuses dispositions du Mémorandum d'accord conclu entre l'Inde et le Pakistan, en février 1999, dans le cadre de l'Accord de Lahore, mais ne fut jamais officiellement appliquée. Atal Behari Vajpayee et Nawaz Sharif signèrent la Déclaration de Lahore, le 21 février 1999 après le déplacement en bus très remarqué de Vajpayee entre New Delhi et Lahore.
56. Voir *Agreement Between the Government of the Republic of India and the Government of the People's Republic of China on Confidence-Building Measures in the Military Field Along the Line of Actual Control in the India-China Border Areas*, 29 novembre 1996, à l'adresse < www.stimson.org/?sn=sa20020114290 >.
57. Voir général Jehangir Karamat (c.r.), 2003, *The Drivers of Missile Proliferation: Missiles and Military Strategy*, papier présenté lors du Mountbatten Centre Workshop, op. cit.
58. Ces chiffres ont été avancés en privé par certains analystes chinois. Voir Waheguru Pal Singh Sidhu, 1999, « China and the Nuclear Vision », *Indian Express*, 22 septembre.
59. Voir Rahul Roy-Chaudhury, 2003, *Regional Efforts on Missile Non-Proliferation*, et Ayesha Siddiq, 2003, *Regional Efforts and Verifying Missile Non-Proliferation in South Asia*, papiers présentés lors du Mountbatten Centre Workshop, op. cit.

60. C'est l'une des principales raisons de la conclusion du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Voir Waheguru Pal Singh Sidhu, 1998, « Un état d'alerte virtuellement levé en Asie du Sud », *Lettre de l'UNIDIR* (La levée de l'état d'alerte des forces nucléaires), n° 38, p. 97 à 103.

Saisir l'occasion de restaurer la confiance et la sécurité en Asie du Sud

David LOGAN et Stuart CROFT

C'est un lieu commun de dire que l'Inde et le Pakistan représentent l'une des zones de tension nucléaire les plus critiques au monde. Dans cette région, qui est divisée par un différend de plus de 50 ans sur le Cachemire et qui a connu trois guerres, les périodes de détente succèdent depuis 20 ans aux crises, mais laissent très vite place à de nouvelles crises. Oscillant entre ces deux situations, l'Inde et le Pakistan ont poursuivi sans relâche leurs activités nucléaires et atteint un point culminant en mai 1998 en procédant à des essais nucléaires. Les deux pays sont depuis de facto des États dotés d'armes nucléaires.

Nous traversons une période peut-être cruciale pour instaurer un dialogue sur la sécurité entre les deux pays. À l'heure où nous écrivons cet article, le sommet de janvier 2004 de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) semble marquer un tournant décisif. À la suite d'une rencontre entre le Premier Ministre indien Vajpayee et le Président pakistanais Musharraf, l'Inde a salué les progrès enregistrés¹. Vajpayee, dans un discours lors du sommet de la SAARC, a rappelé que « nos ancêtres ont combattu côte à côte transcendant des différences religieuses, régionales et linguistiques face à l'oppresseur colonial lors de la première guerre d'indépendance en 1857 », et déclaré « l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh pourront peut-être célébrer ensemble » le 150^e anniversaire de ce soulèvement « en souvenir de cette lutte collective face à un adversaire commun »². Ce point commun est évidemment rarement évoqué. Ce pourrait être le signe que l'Inde et le Pakistan sont « mûrs » pour un changement dans la nature de leurs relations.

Dans cet article, nous entendons examiner la nature de cette maturité pour voir en quoi la situation actuelle diffère de celles qui auraient pu être saisies depuis quinze ans. Il ne suffit toutefois pas de repérer le bon moment, il faut avoir des idées sur la façon de saisir cette occasion. Nous nous intéresserons donc aux possibilités que représentent les mesures de confiance pour la sécurité et la stabilité du sous-continent. La déclaration de Lahore de février 1999 avait ouvert quelques perspectives de progrès, mais elles semblent avoir disparu avec la crise de Kargil la même année et la multiplication des tensions en 2002. En réalité, les occasions ne se sont tout simplement pas précisées au cours des 20 dernières années. Avant d'examiner différentes possibilités de mesures de confiance, nous allons donc examiner le concept de « maturité » dans le cadre de l'Asie du Sud des quinze dernières années.

Sir David Logan est directeur du Centre for Studies in Security and Diplomacy (CSSD) à l'Université de Birmingham et ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Turquie. Stuart Croft est directeur adjoint du CSSD et directeur du programme *New Security Challenges* de l'Economic and Social Research Council. Le CSSD organise, depuis 2002, une série de rencontres informelles consacrées à la sécurité en Asie du Sud.

Repérer le bon moment

Selon le concept de maturité défini notamment par Zartman, il existe des moments particulièrement propices pour passer d'une situation de relations tendues à une certaine forme de négociation³. Toute la difficulté est de repérer le bon moment et d'en profiter pour faire évoluer les relations. Ces deux éléments sont essentiels – il ne suffit pas de repérer le moment de maturité, il faut agir.

Zartman estime que cette occasion se présente lorsque les parties se trouvent dans une « impasse dommageable pour tous ». Une analyse coûts-avantages montre que les parties ont alors plus à gagner d'une désescalade qu'à poursuivre le statu quo ou à s'engager dans une escalade. Les relations atteignent alors un palier, ce qui laisse le temps de la réflexion et du choix. Cette occasion n'est pas seulement le résultat d'un calcul rationnel, elle découle aussi d'un changement de mentalité. Les parties sont prêtes lorsqu'elles se font une autre image de leur ennemi et qu'elles sont capables de faire confiance à l'autre.

Pourquoi existe-t-il la possibilité d'avancée importante à ce stade des relations entre l'Inde et le Pakistan ? Pourquoi ce moment serait-il plus opportun que les autres ? Il existe peut-être trois facteurs décisifs. Premièrement, la pression internationale est plus forte. Lors d'un entretien très important accordé à l'agence Reuters, le Président pakistanais Musharraf a donné la réponse suivante à la question de savoir ce que la détente actuelle avait de particulier : « l'un des facteurs, c'est que le monde prend conscience que le Cachemire est un problème grave auquel il faut trouver une solution et comme tout le monde n'arrête pas de dire que c'est une zone de tension nucléaire, tout le monde est très inquiet »⁴. Le Premier Ministre indien Vajpayee a déclaré : « le Pakistan a maintenu sa position sur le Cachemire et nous avons fait de même ; tout le monde dit que nous devons trouver une solution »⁵. Cette

Les dirigeants des deux pays semblent avoir une très bonne idée de leur capacité à contrôler une escalade, mais chacun craint que l'autre partie n'ait pas de procédures suffisamment rigoureuses et redoute les « extrémistes » dans l'autre capitale.

crainte donne lieu à de réelles pressions diplomatiques, comme nous l'avons vu notamment lors de la crise en 2002. Deuxièmement, le sentiment de danger ne cesse de croître chez les responsables politiques à New Delhi et à Islamabad. Les dirigeants des deux pays semblent avoir une très bonne idée de leur capacité à contrôler une escalade, mais chacun craint que l'autre partie n'ait pas de procédures suffisamment rigoureuses et redoute les « extrémistes » dans l'autre capitale. En raison des armes nucléaires, ces craintes sont d'autant plus fortes. Il existe un troisième facteur. L'équilibre stratégique a beaucoup changé depuis 30 ans sur le sous-continent. La Déclaration de Tachkent de 1966, après la guerre de 1965, avait défini des principes « de la plus haute importance pour le bien-être des 600 millions de personnes qui vivent en Inde et au Pakistan »⁶. Aujourd'hui, la population de l'Inde dépasse le milliard de personnes, avec une classe moyenne qui représente environ 120 millions de personnes, soit un peu moins que la population totale du Pakistan qui est de 153 millions. (Le Bangladesh, qui est aujourd'hui bien sûr indépendant, compte 147 millions d'habitants⁷.) Si les performances économiques du Pakistan depuis son indépendance ont été au moins aussi bonnes que celles de l'Inde, et parfois supérieures, il ressort d'une analyse de Ishrat Husain que : « la plupart des indicateurs en Inde connaissent une importante évolution depuis 1991. Le taux de croissance des exportations a quasiment doublé, la croissance du produit intérieur brut oscille entre 6 et 7% depuis quelques années, le déficit de la balance courante se réduit et les investissements étrangers se multiplient. Le Pakistan est en train de perdre rapidement les avantages qu'il avait pris sur l'Inde jusqu'en 1990 au niveau de ces différents indicateurs. »⁸.

Enfin, un examen rapide de l'équilibre militaire montre que l'Inde a des avantages majeurs pour ce qui est des hommes (1,1 million contre 500 000), des avions de combat (738 contre 353), des armes nucléaires estimées (60 contre 25), des navires de guerre (27 contre 8) et du budget militaire

(15,9 milliards de dollars contre 2,6 milliards)⁹. Cette différence stratégique est accentuée au Pakistan par les menaces internes croissantes que représentent les groupes terroristes et dissidents, symbolisées par les tentatives d'assassinat contre le Président en décembre 2003. Ces tendances devraient se poursuivre ; elles ne constituent toutefois pas une base suffisante pour que l'Inde puisse imposer un changement. Les relations pourraient donc passer du stade de la détente à celui d'un processus de paix structuré en raison d'une nouvelle évaluation des risques et de différentes raisons stratégiques et internationales.

Il faut toutefois se garder d'être trop optimiste – une issue positive n'étant en rien inévitable. Sanjoy Majumder de la BBC cite, dans un article, une étudiante en dernière année de médecine à Lahore : « Nous avons déjà vu tout ça : de beaux discours, de beaux gestes et après on en revient toujours au conflit »¹⁰.

Depuis la première crise nucléaire en Asie du Sud, voilà 15 ans, d'autres occasions auraient pu sembler propices à l'apparition d'une paix structurée. En 1987, l'Inde conduisit un exercice militaire majeur connu sous le nom de « Brasstacks » en un lieu très sensible sur le plan stratégique. Cet exercice suscita une réaction nerveuse du Pakistan, qui craignait que ce ne soit le signe avant-coureur d'une attaque indienne¹¹. Fin janvier 1987, Abdul Qadeer Khan, l'homme clef du programme nucléaire pakistanais déclara, lors d'un entretien avec un journaliste indien, que le Pakistan avait réussi à produire de l'uranium de qualité militaire – un signe évident de dissuasion nucléaire¹². Trois ans plus tard, les tensions reprirent. Des infiltrations au Cachemire du côté de la frontière avec le Pakistan incitèrent l'Inde à envisager des frappes préemptives contre les bases situées de l'autre côté de la ligne de contrôle au Cachemire. Islamabad interpréta cette réaction comme la préparation d'une attaque militaire en profondeur contre le Pakistan, face à laquelle la seule riposte possible était le nucléaire. Craignant que les deux parties ne parviennent à gérer la crise, le Président des États-Unis d'Amérique envoya Robert Gates en mission dans les deux capitales. Il aurait prôné la modération à New Delhi et informé Islamabad que tous les exercices de simulation du Pentagone sur la région aboutissaient à la défaite du Pakistan¹³.

Les crises de 1987 et 1990 auraient pu favoriser une détente propice à un dialogue plus structuré, mais ce ne fut pas le cas pour quatre raisons principales. Premièrement, les dirigeants pakistanais estimaient que ces crises avaient souligné la nécessité d'une dissuasion nucléaire ; ils poursuivirent donc leur programme d'armement nucléaire. Avec l'aide de la Chine, et malgré l'arrêt de l'assistance économique et militaire des États-Unis, ce programme continua jusqu'en 1994. Deuxièmement, l'équilibre du sous-continent avait été compromis par la désintégration de l'Union soviétique ce qui explique l'effondrement du traité de paix et d'amitié conclu en 1971 avec Moscou. Troisièmement, l'Inde estimait que les efforts visant à proroger le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) échoueraient ; or le contraire se produisit en 1995. Après la prorogation du Traité, l'Inde, le Pakistan, Israël et Cuba étaient les seuls pays à ne pas être parties au traité. Quatrièmement, le Traité d'interdiction complète des essais (TICE) faisait aussi des avancées considérables et fut adopté en septembre 1996. Tout cela signifiait clairement une pression accrue sur les pays d'Asie du Sud, mais le plus grave pour l'Inde c'est que la Chine avait réalisé une série d'essais nucléaires avant d'adhérer au TICE. Pour les dirigeants indiens, c'était le signe que la Chine estimait qu'elle n'aurait pas besoin de procéder à d'autres essais ; les pressions exercées sur l'Inde pour signer le TICE et la position confortable de la Chine dans le domaine nucléaire étaient donc forcément au détriment de la défense stratégique de l'Inde.

Lors de la période qui s'écoula entre les crises de 1987 et 1990 et les essais nucléaires de 1998, les possibilités de mettre un terme aux activités de développement nucléaire sur le sous-continent furent très limitées. Le parti Bharatiya Janata (BJP) joua certainement un rôle très important en accédant au pouvoir ; rappelons qu'il avait pris l'engagement d'incorporer l'arme nucléaire dans l'arsenal de l'Inde¹⁴. La situation n'était donc pas mûre pour des négociations en matière de maîtrise des armements.

La crise éclata de nouveau en 1999, puis en 2002. En 1999, le Pakistan fit une incursion à Kargil ; la crise ne dégénéra pas en escalade et certains conclurent qu'une certaine forme de dissuasion nucléaire était apparue¹⁵. Ces hypothèses sont dangereuses. Des éléments tendent à prouver que le régime de Nawaz Sharif, en place à l'époque à Islamabad, estimait que la relation nucléaire permettait de geler tout risque d'escalade pour s'en tenir au niveau d'un conflit conventionnel limité. De plus, les forces indiennes infligèrent des pertes massives aux éléments infiltrés sur le théâtre d'opérations. Le Pakistan et les militants cachemiris ne pouvaient faire face en raison notamment de la pression diplomatique des États-Unis sur le Pakistan. Le conflit éclata tout juste trois mois après le signe de détente qu'avait constitué la visite du Premier Ministre indien Vajpayee au Pakistan, ce qui soulignait à New Delhi le problème de la confiance dans les relations avec le Pakistan. Une occasion potentielle fut manquée à cause d'une erreur de jugement politique à Islamabad¹⁶. L'espoir d'une avancée éventuelle après Kargil fut anéanti par l'échec du sommet d'Agra, en juillet 2001, qui semblait prouver une fois de plus que la situation n'était pas mûre pour de nouvelles avancées.

La crise de 2002 s'explique par des incursions répétées dans le Cachemire sous contrôle indien qui firent notamment 32 morts en une seule journée, et apparemment par l'incapacité ou le refus du Pakistan de contrôler ces attaques. Le contexte avait été défini à la fin 2001 avec l'attentat perpétré contre le Parlement indien. Le Premier Ministre indien aurait dit à ses troupes : « L'Inde relève le défi que lui lance son voisin ; nous nous préparons à une victoire décisive sur l'ennemi. Nous ne laisserons pas le Pakistan poursuivre sa guerre par procuration contre l'Inde. ». Interrogé sur les « nuages de la guerre » qui s'amoncelaient, Vajpayee aurait déclaré : « Le ciel est dégagé. Mais la foudre frappe parfois même lorsque le ciel est clair »¹⁷. Les États-Unis recommandèrent alors à leurs ressortissants de quitter la région ; l'Organisation des Nations Unies adopta la même position, ainsi que d'autres États. Vue d'ailleurs, la région semblait au bord d'une guerre nucléaire, même si les déclarations des protagonistes laissaient souvent entendre le contraire. Le Ministre indien de la défense, George Fernandes, déclara : « La conviction profonde [de nos détracteurs occidentaux] est la suivante : "entre nos mains, les bombes sont sûres, mais dès qu'elles traversent la mer d'Oman et partent vers l'Est, elles ne le sont plus" »¹⁸. Dans le même esprit, le journal indien *Economic Examiner* remarquait : « les polémiques sont utilisées sciemment lorsque les tensions croissent, mais les Occidentaux sont bien naïfs s'ils croient que les membres de l'élite indienne et pakistanaise (les gens les plus instruits et avertis en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord) pouvaient ignorer les conséquences de leurs bombes nucléaires »¹⁹.

Depuis ces jours sombres, une détente s'est assurément amorcée puisqu'en ce début d'année 2004, des discussions sur le Cachemire interviennent entre l'Inde et le Pakistan, soulignant la flexibilité dont peuvent faire preuve les deux pays²⁰. Cette situation est une occasion qu'il faut saisir. Ajoutons que ce changement n'intervient pas uniquement au sein de l'élite politique : les sondages indiquent aussi le soutien de l'opinion publique²¹. Toute la question est de savoir si cette chance saura être saisie ; un processus pourra-t-il être trouvé pour restaurer un climat de confiance entre ces deux pays. Dans la section suivante, nous envisageons différentes idées et méthodes.

Saisir l'occasion de restaurer la confiance

DES MÉCANISMES POUR CONVENIR D'UN PROCESSUS

L'une des principales difficultés à faire évoluer des relations pour passer de la tension à quelque chose de plus positif, par le biais d'une détente, c'est qu'il existe toujours des tendances contraires. D'aucuns pensent qu'accorder une trop grande confiance est une attitude risquée et qu'envisager

l'hypothèse la plus pessimiste est la seule façon de traiter avec « l'autre ». Certains ont appris, souvent par la violence, que « l'autre » n'est pas digne de confiance. D'autres voient des avantages politiques à entretenir la tension. Se pose aussi le problème de l'inertie – toute initiative nouvelle prend du temps et mobilise des énergies. Dans nombre de pays, ces différentes pressions sont souvent exprimées par les moyens d'information.

Les médias indiens et pakistanais ont, très certainement, laissé s'exprimer les craintes de « l'autre ». À la différence des déclarations positives qui ont entouré le sommet de la SAARC en 2004, Absar Alam laisse entendre dans un article intitulé « The ego has landed » (Vajpayee étant l'ego en question), publié dans le journal pakistanais *The Nation*, que l'Inde conduit le mouvement actuel vers une normalisation plus large des relations.

Le prix qu'a dû payer le Pakistan pour obtenir de l'Inde qu'elle assiste au sommet de la SAARC est énorme, selon certains analystes pakistanais qui pensent que maintenant la question du Cachemire va rester en suspens pendant longtemps tandis que les initiatives prises chercheront uniquement à améliorer les relations sur d'autres sujets. C'est ce que voulait l'Inde. En échange, New Delhi a obtenu d'Islamabad un cessez-le-feu au Siachin et sur la ligne de contrôle, et la restauration des liaisons aériennes, ferroviaires et routières. Cela vient s'ajouter à l'accord sur le contrôle du terrorisme et à l'engagement de faire des efforts de lutte contre la pauvreté. Ils sont nombreux au sein de la classe dirigeante pakistanaise à penser que toutes ces mesures pourraient être annulées si l'Inde refusait de discuter de la question du Cachemire. Les mesures de confiance peuvent, bien évidemment, toujours être inversées, mais Islamabad devrait alors s'expliquer auprès des capitales occidentales²².

Faute d'une structure claire de communication, il est peut-être inévitable qu'une grande partie des communications (mais pas toutes) se fassent publiquement. C'est ainsi lors d'un entretien avec l'agence Reuters que le Président Musharraf a laissé entendre que le Pakistan pourrait mettre de côté son exigence de voir appliquer la résolution du Conseil de sécurité selon laquelle les troupes devraient être retirées du Cachemire et un plébiscite organisé sur la question de savoir si cette province devrait faire partie de l'Inde ou du Pakistan²³. Cette « flexibilité » est un élément crucial pour une transition vers des relations plus avancées²⁴. Énoncée publiquement, elle ne pouvait que susciter des réactions publiques. En effet, ces commentaires ont entraîné des réactions hostiles dans le Cachemire sous contrôle pakistanais²⁵ – et même s'ils ont été salués par le Gouvernement indien, ils ont éveillé la suspicion de certains médias indiens. Ainsi, *The Times of India* s'interroge : « Les mots que prononce Mush sont-ils à son goût ou des forces intérieures les lui font-elles avaler ? Peu importe, le Président pakistanais a l'habitude de revenir sur ses grandes déclarations. Il en fait souvent, mais fait ensuite marche arrière »²⁶. Un rapport du *Hindustan Times* insiste également sur la manie du Pakistan à faire « marche arrière »²⁷. Avec une approche différente, Syed Saleem Shahzad estime que « la proposition de Musharraf peut être vue comme une tentative audacieuse visant à gêner l'Inde. En effet, à trop tergiverser, New Delhi apparaîtra comme la partie récalcitrante alors que les États-Unis font pression sur les deux pays pour qu'ils résolvent le problème en trouvant “des compromis à mi-chemin” »²⁸.

Nous ne cherchons pas à critiquer les moyens d'information, mais à démontrer la difficulté de faire passer dans l'opinion l'idée de flexibilité et de changement. Dans de telles circonstances, la diplomatie officieuse peut jouer un grand rôle. Différentes tactiques ont été suivies en d'autres occasions. Ainsi, lors du différend au sujet de Taiwan, des avancées diplomatiques entre les États-Unis et la Chine furent possibles grâce à une formule selon laquelle « tous les Chinois de part et d'autre du détroit de Taiwan estiment qu'il n'existe qu'une seule Chine ». Pour l'accord de paix entre l'Égypte et Israël, il fut décidé de quitter la scène publique et d'organiser à Camp David les négociations finales entre Begin et Sadate, pour isoler les négociateurs de leurs opinions nationales qui semblaient avoir favorisé jusqu'alors l'impasse des négociations. La démarche suivie fut à peu près la même à Dayton pour mettre un terme au conflit en Bosnie²⁹.

Des moyens de communication originaux se justifient aussi pour éviter d'être pris dans une impasse. En l'occurrence, ce qui pose problème ce n'est pas l'opinion, mais le risque d'être pris dans un processus où l'idée de faire des concessions est considérée comme une capitulation alors qu'elle est la seule issue possible. Les parties engagées dans le conflit continuent donc dans la même voie, incapables de renoncer aux investissements faits jusqu'alors. Prenons le cas de la guerre du Viet Nam : pendant longtemps, le Gouvernement américain s'est enlisé dans le conflit pour que les vies perdues n'aient pas été un sacrifice vain et à cause du coût « incommensurable » que représenterait la chute des régimes qui risquaient de s'effondrer comme des dominos en Asie du Sud-Est s'ils se retiraient. Le risque d'enlèvement est un danger très grave pour l'Inde et le Pakistan, chacun de ces pays ayant énormément investi dans la rivalité et le conflit avec son voisin³⁰. Ces deux pays ont consacré des sommes considérables

En raison de ces investissements, non seulement monétaires mais aussi humains et intellectuels, le fait de renoncer à un rapport de force au niveau militaire serait une décision majeure.

au développement de leurs forces militaires, et plus particulièrement au domaine nucléaire, au détriment de l'économie générale. En raison de ces investissements, non seulement monétaires mais aussi humains et intellectuels, le fait de renoncer à un rapport de force au niveau militaire serait une décision majeure.

Dans ce cas, d'aucuns pourraient penser qu'une relation stable de dissuasion nucléaire permettrait de favoriser les négociations. Pourrait-elle servir de couverture à une amélioration des relations politiques ? Autrement dit, la dissuasion nucléaire permettrait-elle, paradoxalement, d'assurer la sécurité nécessaire à une amélioration générale des relations de sécurité ? Peut-être. Il n'en reste pas moins que différents facteurs doivent être considérés avec une très grande prudence s'agissant de la stabilité d'une telle relation. Un changement pourrait intervenir dans le contexte stratégique, que ce soit en Chine, en Iran ou au Moyen-Orient. La dissuasion est très contraignante et présente toujours le risque – aussi petit soit-il – d'éclater et d'entraîner des conséquences cataclysmiques.

CONCEVOIR DES MESURES DE CONFIANCE

L'Inde et le Pakistan ne sont pas novices dans le domaine des mesures de confiance, même s'il faut bien admettre que peu de mesures concrètes ont été prises jusqu'à présent. Il existe bien quelques accords s'agissant des communications (voir plus loin) et les deux pays ont pris en 1998 l'engagement de ne pas attaquer leurs installations nucléaires³¹. En février 1999, les dirigeants des deux pays, réunis à Lahore, publièrent une déclaration (« reconnaissant que la dimension nucléaire de la sécurité des deux pays accroît leur responsabilité pour ce qui est d'éviter un conflit entre les deux pays ») ainsi qu'un mémorandum d'accord³², dans lequel ils acceptaient le principe de consultations bilatérales dans le cadre d'instances multilatérales et proposaient toute une série de mesures de confiance. Ces mesures concernaient : des séminaires sur les concepts de sécurité et la doctrine nucléaire, la notification d'essais de missiles balistiques, la question de l'utilisation accidentelle ou non autorisée de l'arsenal nucléaire, les moratoires unilatéraux sur les essais nucléaires, la prévention des incidents en mer, les mécanismes consultatifs et les liaisons de communication. Peu de progrès furent enregistrés dans le sens de l'agenda de Lahore avec les crises qui suivirent, mais aujourd'hui, le moment est peut-être venu de reprendre le mémorandum d'accord de Lahore pour voir ce qui doit être révisé, ce qui peut être amélioré, et tenter de le mettre en œuvre.

Les mesures de confiance couvrent une large gamme d'activités. Certaines, ne portant pas sur des questions militaires, sont déjà appliquées. Le 1^{er} janvier 2004, les vols de transport de passagers ont repris entre les deux pays, symbolisant la restauration des accords en matière de voyage. D'autres mesures essentielles ont été décidées lors du sommet de la SAARC, en janvier 2004, et notamment l'adoption de régime libéral pour ce qui est des visas pour les journalistes et les médias dans la région.

Ce pourrait être un pas décisif dans le sens d'une meilleure compréhension entre les pays et les peuples ; Yashwant Sinha, Ministre indien des affaires étrangères, a notamment demandé que les journalistes participent à cette mission qui consiste à renoncer à cet « héritage de haine, de suspicion et de violence »³³. Ajoutons que la mesure de confiance qui est peut-être la plus importante dans la région, à savoir le Traité sur les eaux de l'Indus, est respecté depuis plus de 40 ans malgré les crises et les guerres³⁴.

Les mesures de confiance non militaires sont importantes et ne doivent pas être négligées. L'accent est toutefois mis sur le domaine militaire et c'est, à ce niveau, que ressort toute la complexité des problèmes et de l'histoire, mais aussi des relations de sécurité entre l'Inde et la Chine. Sur la base du mémorandum d'accord de Lahore, cinq idées ressortent pour l'Asie du Sud.

La première concerne le débat sur les concepts de sécurité et la doctrine nucléaire. Il est évident que, dans les deux pays, les concepts nucléaires sont à un stade relativement précoce. Il semble toutefois évident en lisant la déclaration de l'Inde sur la question et celles plus philosophiques du Pakistan, que les avancées dans ce domaine ne doivent pas être sous-estimées³⁵. Si ces tendances se poursuivent, il existe un risque de voir l'Inde tendre vers une politique de représailles massives, et le Pakistan vers une dissuasion minimale (qui serait toutefois capable d'infliger des dommages catastrophiques à l'Inde) ; cette situation ne favoriserait pas la stabilité de la crise. (L'Inde pourrait être tentée de lancer une première frappe pour anéantir cette dissuasion minimale et le Pakistan de frapper le premier pour éviter cette éventualité.)

Faudrait-il plus de clarté sur les « lignes à ne pas franchir » qui pourraient conduire les uns et les autres à employer la force nucléaire ? Certains Indiens craignent que cela n'implique une séparation entre une guerre classique limitée et une guerre nucléaire ; ils gardent à l'esprit l'expérience de Kargil. Les Occidentaux avaient eu des inquiétudes du même ordre lors de la guerre froide ; ils avaient finalement décidé de rester évasifs sur la question. L'OTAN avait notamment suivi une ligne selon laquelle « tout ce qui serait nécessaire » serait utilisé en cas de conflit. Ce qui rendait inutile toute déclaration sur le « non recours en premier ». Cette logique n'est pas celle retenue par New Delhi.

Ce qui est certain c'est que l'Inde comme le Pakistan auraient tout avantage à partager l'évolution de leurs doctrines nucléaires. Ils n'ont rien à gagner d'une instabilité stratégique, soit en raison des motivations nucléaires qui peuvent conduire à une première frappe lors d'une crise, ou parce que leur position n'est pas claire s'agissant de la relation entre les conflits conventionnels de faible intensité et le recours à l'arme nucléaire. Des séminaires sur les questions de doctrine, avec éventuellement l'intervention d'un tiers comme facilitateur, pourraient jouer un rôle très important.

Une autre possibilité serait de multiplier les travaux sur la notification d'essais de missiles balistiques. C'est un domaine particulièrement important vu la controverse soulevée par des allégations d'essais non notifiés début 2003. La question des essais de missiles a aujourd'hui, en Asie du Sud, une résonance politique bien plus grande que ce qu'elle fut entre les adversaires de la guerre froide. La mise au point de mesures de confiance pour les essais en vol de missiles balistiques est donc un sujet qui mérite d'être étudié sérieusement. Les solutions évidentes seraient de s'entendre sur le délai de notification, la direction de la trajectoire des missiles, la période durant laquelle les essais pourraient avoir lieu et les critères concernant l'abstinence d'essais en période de crise. Il faudrait inclure les missiles de croisière dans de telles mesures de confiance. Lors de l'affrontement Est-Ouest, les contrôles des tirs de missiles avaient évolué passant progressivement d'un niveau « quantitatif » à un contrôle « qualitatif », si bien qu'à la fin, chaque partie communiquait à l'autre des informations qui favorisaient la transparence et la confiance. Même si l'ampleur de la question des missiles sur le sous-continent est très différente de celle qui existait entre les superpuissances au moment de la guerre froide, cette attitude – celle d'une plus grande transparence pour favoriser la confiance – devrait être une part importante des mesures de confiance dans la région.

La question des essais de missiles a aujourd'hui, en Asie du Sud, une résonance politique bien plus grande que ce qu'elle fut entre les adversaires de la guerre froide.

Une troisième piste concerne la question du déclenchement accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires. Différentes mesures doivent être envisagées : l'adoption de systèmes rigoureux de sécurité pour limiter le risque de déclenchement par accident, la formation aux mesures à prendre en cas d'accident, l'information du public et le dialogue avec l'autre camp sur ces différentes mesures pour favoriser un climat de confiance. Autant de questions essentielles non seulement pour instaurer la confiance et définir des règles, mais aussi pour influencer sur la façon dont la technologie nucléaire de ces deux pays pourrait être utilisée pour des projets d'armements ; et pour influencer, le cas échéant, la mise au point d'un système fiable de contrôle et de commandement³⁶. Enfin, la création d'un centre de réduction du risque nucléaire pourrait être envisagée ; il serait intéressant de prévoir, dès à présent, cette possibilité.

Le quatrième domaine est celui des communications. Nous savons qu'il existe un canal de communication informel entre les deux pays et qu'il a été utilisé, notamment, lors de la crise de Kargil. Les ministres des affaires étrangères se sont, bien évidemment, entretenus directement par téléphone. Il existe aussi une ligne officielle entre les chefs d'état-major des opérations militaires des deux pays, qui fonctionne sur une base hebdomadaire depuis 1987. Mais il n'existe pas de ligne de communication directe, une ligne exclusive et sécurisée, comme celle qui fonctionna avec succès lors de l'affrontement américano-soviétique et qui a également fonctionné dans les relations sino-indiennes. Il fut entendu entre les superpuissances que le téléphone rouge serait utilisé uniquement pour débattre de questions nucléaires. Une structure de communication précisant à quels niveaux les questions devraient être traitées, et sous quelle forme, serait relativement simple à établir. Rien ne prouve que la ligne des chefs d'état-major ait été utilisée délibérément pour de la désinformation. Cette possibilité devrait être exclue à tous les niveaux. Pour envisager la création d'une ligne directe, il ne peut y avoir aucun doute sur les motivations de chacun des États. Une telle ligne de communication implique un « code de la route » que chaque pays doit respecter. L'une des principales inquiétudes des puissances nucléaires pendant la guerre froide était la question de la survie. Si l'une ou l'autre des parties devait utiliser la force, fut-ce délibérément ou accidentellement, une autorité nationale bénéficiant de tous les moyens de communications serait la seule à pouvoir juger de la riposte adaptée. En ce sens, une ligne de communication directe est donc essentielle.

Enfin, des mesures de confiance pourraient être envisagées pour la question cruciale du Cachemire. Les discussions sur la ligne de contrôle se poursuivent depuis plus de 40 ans. Des spécialistes ont cherché à débloquer la situation. Ils ont envisagé notamment de faire de cette ligne de contrôle une frontière internationale et pensé à une répartition selon des critères religieux ou ethniques (deux options difficilement acceptables pour les parties concernées). En attendant, des solutions peuvent-elles être envisagées pour régler la question douloureuse des attaques terroristes transfrontalières ? L'intervention de l'ONU ou d'autres observateurs neutres permettrait-elle d'atténuer le scepticisme de l'Inde s'agissant des actions pakistanaises ? L'Inde semble avoir plus de mal à admettre cette idée que le Pakistan. Des observateurs pourraient surveiller les activités et les camps d'entraînement. Si elles avaient un pouvoir inquisiteur, les forces de surveillance pourraient intervenir sans que les camps n'aient le temps de se disperser. Le Pakistan aurait plus de mal à admettre cette possibilité. Les deux parties pourraient peut-être faire preuve de bonne volonté et accepter certains compromis. Elles pourraient ainsi s'entendre sur la question du déploiement d'observateurs pour contrôler le respect de l'accord concernant la notification des exercices militaires (Agreement on Advanced Notice of Military Exercises) conclu par les parties en 1991³⁷. Il ne s'agit pas d'attendre que des acteurs extérieurs formulent des propositions concrètes ; les deux pays concernés sont ceux qui doivent trouver des idées et les discuter avec l'aide de tiers jouant le rôle de facilitateurs.

Nombre de ces idées sont peut-être trop radicales vu le contexte politique actuel. L'intérêt de repérer le bon moment est précisément de voir comment la situation pourrait évoluer. Rien ne sert de se focaliser sur les solutions optimales. Même si la volonté politique nécessaire pour créer des structures

de confiance qui seront respectées et pour définir les « règles du jeu » est rare entre l'Inde et le Pakistan, la possibilité d'instaurer un cercle vertueux en commençant par des mesures de confiance même très modestes ne doit pas être négligée.

Conclusion

À l'issue du sommet de la SAARC, en janvier 2004, l'Inde et le Pakistan ont pris un engagement majeur, celui d'engager des discussions bilatérales dès le mois suivant. Les deux pays semblent aujourd'hui prêts. Les problèmes de sécurité doivent être traités de toute urgence. Tout nouvel incident terroriste pourrait inciter l'Inde à adopter des sanctions qui risqueraient, dans le pire des cas, de provoquer des réactions accidentelles ou incontrôlées, voire déboucher sur un échange nucléaire. Cela montre que, même si les questions nucléaires doivent être abordées lors des discussions générales, il serait peut-être intéressant d'envisager qu'elles soient traitées à part, pour le cas où cette opportunité passerait trop vite.

L'objectif essentiel à ce jour est de saisir cette chance et de convenir d'un agenda pour les initiatives sur les mesures de confiance. Les cinq domaines examinés dans cet article constituent un point de départ intéressant. Il faut également que les parties s'engagent à négocier des accords qui puissent avoir force obligatoire, afin de préserver autant que possible les processus de tout nouveau déclin des relations entre les deux pays.

Les spécialistes de chacun de ces deux pays doivent mener à bien les engagements de flexibilité pris par leurs dirigeants qui doivent, quant à eux, poursuivre leurs efforts pour préserver les discussions engagées. La communauté internationale a, bien entendu, un rôle très important à jouer (et plus particulièrement les États-Unis) pour ce qui est d'encourager et favoriser ces avancées et de réfléchir à de nouveaux rôles de modérateurs. Il n'en reste pas moins que tout processus favorable à une plus grande sécurité relève essentiellement des responsables politiques de la région.

Notes

1. « India, Pakistan in landmark talks », *BBC News*, édition en ligne, 5 janvier 2004, à l'adresse < news.bbc.co.uk/1/hi/south_asia/3367981.stm > .
2. « Vajpayee tells SAARC nations to replace mistrust with trust », *The Hindu*, 4 janvier 2004, à l'adresse < www.hindu.com/thehindu/holnus/00004141501.htm > .
3. Voir les travaux suivants de I.W. Zartman : 1989, *Ripe for Resolution*, New York, Oxford University Press ; 1986, « Ripening Conflict, Ripe Moment, Formula and Mediation », dans D. Bendahamane et J. MacDonald (sous la direction de), *Perspectives on Negotiation*, Washington DC, Center for the Study of Foreign Affairs ; et 2001, « The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments », *The Global Review of Ethnopolitics*, n° 1, p. 8 à 18. Pour une application et une adaptation, voir D. Pruitt, 1997, « Ripeness Theory and the Oslo Talks », *International Negotiation*, n° 2, p. 237 à 250.
4. Voir l'entretien avec Reuters du 19 décembre 2003, à l'adresse < www.pakdef.info/forum/showthread.php?t=4922 > .
5. « Indian PM Wants Kashmir Dialogue », *BBC News*, édition en ligne, 3 janvier 2004, à l'adresse < news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/3365881.stm > .
6. Le texte de la Déclaration de Tachkent est disponible à l'adresse < www.southasiafoundation.org/saf/safdic/doc/india_pak/agr_23.htm > .
7. Les chiffres de population pour 2003 sont ceux de l'Organisation des Nations Unies.
8. Ishrat Husain, « India, Pakistan: A Comparison », à l'adresse < users.erols.com/ziqbal/ih2.htm > , pour PakBase, un site de recherche sur le Pakistan, basé à Washington DC.
9. Chiffres de 2001. Voir Jonathan Marcus, 2003, « India-Pakistan military balance », *BBC News*, édition en ligne, 9 mai, à l'adresse < news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/1735912.stm > .

10. Sanjoy Majumder, 2004, « Pakistanis eager for neighbourly peace », *BBC News*, édition en ligne, 4 janvier, à l'adresse < news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/3366945.stm>
11. Voir l'analyse excellente de Kanti Bajpai et al., 1994, *Brasstacks and Beyond: Perception and the Management of Crisis in South Asia*, New Delhi, Manohar.
12. Voir Sumit Ganguly, 1999, « India's Path to Pokhran II », *International Security*, vol. 23, n° 4 (printemps), p. 165.
13. Ibid., p. 166.
14. Voir la critique de l'analyse de Ganguly sur ce point dans Rodney W. Jones, 2000, « Debating New Delhi's Nuclear Decision », *International Security*, vol. 24, n° 4 (printemps), p. 185 à 186.
15. Ibid., p. 189.
16. Sur ces questions, voir Farzana Shaikh, 2002, « Pakistan's Nuclear Bomb: Beyond the Non-Proliferation Regime », *International Affairs*, vol. 78, n° 1, janvier, p. 29 à 48.
17. Cité dans The Acronym Institute, 2002, « India and Pakistan Camped on Brink of War over Kashmir », *Disarmament Diplomacy*, n° 65, juillet-août, à l'adresse < www.acronym.org.uk/dd/dd65/65nr01.htm>.
18. Ibid.
19. « India-Pakistan Nuclear Tensions: What Have We Learned? », *Economic Examiner*, 1^{er} juillet 2002, à l'adresse < www.economic-examiner.com/in_20020701.asp>.
20. Voir, par exemple, dans la presse indienne : « Substantial Talks on J&K Possible, Says Vajpayee », *Hindustan Times*, 4 janvier 2004 ; et dans les médias pakistanais : « Vajpayee willing to hold talks with Musharraf », *Dawn*, 4 janvier 2004, à l'adresse < www.dawn.com/2004/01/04/top1.htm>.
21. *The Statesman* a réalisé en Inde deux sondages très représentatifs. Le 9 mai 2003, à la question « Le Pakistan veut-il réellement régler tous les problèmes non résolus avec l'Inde ? », 42% des personnes interrogées ont répondu « oui » et 57% « non ». Le 3 janvier 2004, 33% des personnes interrogées étaient d'avis que « La paix avec le Pakistan n'est pas une possibilité réaliste vu les conditions actuelles », contre 62%. Autrement dit, avec toutes les réserves concernant une telle analyse qui ne repose pas sur un procédé scientifique, ceux qui estiment que la paix est possible ont progressé (passant de 42% à 62%) et ceux qui ne le croient pas ont reculé (passant de 57% à 33%). À l'adresse < www.thestatesman.org/page.pollarchives.php>.
22. Absar Alam, 2004, « The ego has landed », *The Nation*, 4 janvier, à l'adresse < www.nation.com.pk/daily/Jan-2004/4/main/top3.asp>. Pour une critique dans la presse indienne sur la façon dont les médias pakistanais traitent ces questions, voir « Pak. media flays Govt. for putting J&K on the backburner », *The Hindu*, 4 janvier 2004, à l'adresse < www.hindu.com/thehindu/holnus/00104141559.htm>.
23. Le Président a déclaré : « Nous sommes pour les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et tout ce qu'elles représentent. Nous laissons toutefois cette exigence de côté. » Entretien de Musharraf sur l'Inde et le Cachemire, Reuters, 19 décembre 2003.
24. Elle est d'ailleurs, depuis quelques années, un sujet de discorde entre les « modernisateurs » et les « traditionalistes » de l'élite pakistanaise. Voir le bref exposé d'Alexander Evans, 2001, « Reducing Tension Is Not Enough », *Washington Quarterly*, printemps, p. 186 à 191.
25. Sheikh Mushtaq et Zulfiqar Ali, 2003, « India welcomes Pakistan's surprise Kashmir offer », *Reuters*, 19 décembre, à l'adresse < www.reuters.com/locales/newsArticle.jsp?type=topNews&locale=en_IN&storyID=4019943>.
26. C.R. Jayachandran, 2003, « What makes Musharraf eat his words? », *The Times of India*, 19 décembre ; à l'adresse < timesofindia.indiatimes.com/cms.dll/html/uncomp/articleshow/369903.cms>.
27. « Musharraf's remarks on Kashmir cause a flutter in Pakistan », *Hindustan Times*, 19 décembre 2003.
28. Syed Saleem Shahzad, 2003, « Pakistan plays a canny game », *Asia Times Online*, 20 décembre, à l'adresse < www.atimes.com/atimes/South_Asia/EL20Df02.html>.
29. Une excellente analyse empirique figure dans l'ouvrage de T. Armstrong, 1993, *Breaking the Ice: Rapprochement between East and West Germany, The United States and China, and Israel and Egypt*, Washington DC, United States Institute for Peace.
30. Voir, par exemple, l'article de Firoza Ahmed, 2003, « Possible to Negotiate Peace with India? », à l'adresse < www.paknews.com/articles.php?id=2&date1=2003-11-11>, qui s'oppose à l'intervention, dans les médias pakistanais, d'auteurs indiens qui transforment les données historiques pour les présenter comme une réalité objective.
31. Le texte de cet accord, intitulé Agreement Between Pakistan and India on the Prohibition of Attack Against Nuclear Installations and Facilities, est disponible à l'adresse < www.pnnd.org/pak_india_nuclear_power_plants.htm>.
32. Les textes de la Déclaration de Lahore, du Mémoire d'accord et de la Déclaration conjointe sont disponibles à l'adresse < www.usip.org/library/pa/ip/ip_lahore19990221.html>.
33. Voir O.P. Veerma, 2004, « Talks with Pak within SAARC Regime: India », *Deccan Herald*, 4 janvier, à l'adresse < www.deccanherald.com/deccanherald/jan042004/i1.asp>.
34. Le texte du Traité est disponible en anglais à l'adresse < www.stimson.org/southasia/?sn=sa20020116300>.
35. S'agissant de la doctrine indienne, voir *Draft Report of the Indian National Security Advisory Board*, août 1999, à l'adresse < www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear_doctrine_aug_17_1999.html>. Pour plus d'information,

- voir contre-amiral Raja Menon (c.r.), 2000, *A Nuclear Strategy for India*, New Delhi, Sage Publications. Sur le Pakistan, voir, par exemple, la réponse du Ministre des affaires étrangères Abdul Sattar à la doctrine de l'Inde, extrait paru dans *Disarmament Diplomacy*, 1999, n° 41, novembre, à l'adresse < www.acronym.org.uk/textonly/dd/dd41/41pakis.htm > .
36. Pour une excellente analyse, voir Shaun Gregory, 2001, « A Formidable Challenge: Nuclear Command and Control in South Asia », *Disarmament Diplomacy*, n° 54, février, à l'adresse < www.acronym.org.uk/textonly/dd/dd54/54greg.htm > .
37. Voir le texte de l'accord à l'adresse < www.southasiafoundation.org/saf/safdic/doc/india_pak/agr_42.htm > .

Le rôle et l'influence des États-Unis d'Amérique dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan

Rahul ROY-CHAUDHURY

L'Inde et le Pakistan ont depuis longtemps des positions divergentes sur le rôle des puissances étrangères non régionales – en particulier les États-Unis d'Amérique – dans leur conflit. Si New Delhi s'oppose à l'intervention de pays tiers dans ce qu'il considère comme un différend « bilatéral » au sujet du Cachemire – en raison essentiellement d'une issue incertaine –, Islamabad encourage activement la médiation internationale pour compenser ses relations asymétriques avec l'Inde. Ajoutons que l'attitude des États-Unis, qui jouent un rôle actif et suivi en Asie du Sud, a été ambivalente.

Les positions des uns et des autres semblent avoir beaucoup changé. Les États-Unis sont, non seulement, activement engagés en Asie du Sud depuis les événements du 11 septembre 2001 avec l'implication du Pakistan dans la « guerre contre le terrorisme » et le développement de relations stratégiques avec l'Inde, mais disposent, pour la première fois, d'une présence militaire croissante dans la région et dans la mer d'Oman. Le renforcement des relations indo-américaines depuis les années 90 a permis aux États-Unis de jouer un rôle de « facilitateur » dans le conflit indo-pakistanaï. Islamabad a compris que ce rôle pourrait ne pas conduire à l'issue attendue, en raison de ses propres dynamiques internes complexes. La présence militaire américaine en Asie du Sud, notamment en Afghanistan et en Asie centrale, devrait se poursuivre dans un avenir prévisible.

Même si l'Union soviétique a joué un rôle déterminant dans l'arrêt officiel de la deuxième guerre entre l'Inde et le Pakistan en 1965 – par la Déclaration de Tachkent –, les relations étroites qu'elle entretenait avec New Delhi pendant la guerre froide s'agissant des questions militaires et de sécurité affaiblirent son influence sur Islamabad, qui s'est trouvé de plus en plus lié aux États-Unis pour ses approvisionnements en armes. Les liens discrets entre la Chine et Islamabad au sujet des missiles et du nucléaire, ainsi que le souvenir du conflit frontalier entre l'Inde et la Chine en 1962, excluaient toute influence de Beijing dans le conflit indo-pakistanaï. En dépit du changement évident de la position de Beijing à partir de 1996 (surtout lors du conflit de Kargil en 1999, lorsque Beijing s'abstint de soutenir ouvertement le Pakistan, mais aussi en raison de craintes à l'égard des extrémistes islamistes dans la province de Xinjiang), certains éléments d'une concurrence future entre l'Inde et la Chine font qu'il est difficile pour Beijing de chercher à influencer New Delhi. Ajoutons que si la France, l'Union européenne et le Japon semblent, pour leur part, avoir peu d'influence, le Royaume-Uni pourrait jouer un rôle, mais uniquement aux côtés des États-Unis, qui exerceraient le poids le plus important. En dépit de l'influence sans précédent que Washington peut exercer à la fois sur New Delhi et sur Islamabad, la nature et l'ampleur de l'engagement américain dans le conflit indo-pakistanaï restent incertaines.

La question du Cachemire

En raison du rapport asymétrique qui existe entre l'Inde et le Pakistan, en termes de population, de taille, de force économique et de pouvoir militaire, New Delhi a toujours refusé qu'un « tiers » ou l'Organisation des Nations Unies joue un rôle dans le conflit qui l'oppose au Pakistan. C'est pour ces mêmes raisons précisément qu'Islamabad est favorable à un tel rôle, dans l'espoir qu'une « internationalisation » favorise une solution du conflit du Cachemire qui lui serait favorable. La désillusion de l'Inde à l'égard de la communauté internationale pour la question du Cachemire débuta peu après l'Indépendance, lorsque le Premier Ministre Jawaharlal Nehru saisit l'ONU de l'agression pakistanaise contre l'Inde dans le Cachemire, le 1^{er} janvier 1948. Au lieu d'être considérée comme la partie lésée, puisqu'elle perdait une partie de son territoire suite à une attaque armée pakistanaise – après la signature, le 26 octobre 1947, de l'acte de rattachement à l'Inde par le dirigeant hindou de la province du Jammu-et-Cachemire à majorité musulmane –, l'Inde devint une partie au différend. Les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité de l'ONU, qui préconisaient l'organisation d'un plébiscite pour décider du sort du Cachemire – après que les deux pays eurent retiré leurs forces armées du Cachemire –, furent ignorées par New Delhi, tout comme le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. Après le cessez-le-feu proposé par l'ONU qui mit un terme à la première guerre indo-pakistanaise sur le Cachemire, le 1^{er} janvier 1949, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan fut déployé pour contrôler la ligne de cessez-le-feu, appelée aujourd'hui ligne de contrôle (autrement dit, la frontière de facto entre le Cachemire sous administration indienne et le Cachemire sous administration pakistanaise).

Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU confortèrent Islamabad dans sa position sur le Cachemire qu'il considérait comme un différend territorial entre les deux pays. New Delhi avait une position contraire : le Cachemire n'était pas un « territoire contesté » ; le seul sujet de désaccord était « l'occupation illégale d'une partie de l'État », réaffirmée par une résolution parlementaire adoptée en ce sens au début des années 90. S'il était évident que ni le Pakistan ni l'Inde n'étaient prêts à retirer leurs forces du Cachemire, Islamabad n'était pas opposé à l'idée d'utiliser à des fins politiques les résolutions du Conseil de sécurité préconisant un plébiscite au Cachemire.

Les positions de l'Inde et du Pakistan sur la question du plébiscite et sur le statut du Cachemire semblent avoir changé en décembre 2003 et janvier 2004. Lors d'un entretien accordé à l'agence Reuters au milieu du mois de décembre 2003, le Président pakistanais Musharraf, fit une intervention

Les positions de l'Inde et du Pakistan sur la question du plébiscite et sur le statut du Cachemire semblent avoir changé en décembre 2003 et janvier 2004.

audacieuse, en proposant publiquement de renoncer à l'exigence habituelle concernant l'organisation par l'ONU d'un plébiscite au Cachemire et de trouver, avec l'Inde, « des compromis à mi-chemin » pour résoudre le conflit du Cachemire. Musharraf aurait déclaré : « ... nous sommes pour les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et tout ce qu'elles représentent. Nous laissons toutefois cette

exigence de côté »¹. Il était évident, même si des responsables pakistanais l'ont ensuite nié, que cette déclaration revenait à admettre l'impossibilité d'un plébiscite, vu l'intransigeance de l'Inde et du Pakistan. Cette question avait toutefois été un motif d'irritation majeur pour New Delhi, qui s'est félicité de la déclaration de Musharraf. Par la suite, lors d'une déclaration commune à la presse, le 6 janvier 2004, après la rencontre entre le Premier Ministre indien Vajpayee et le Président Musharraf, en marge du douzième sommet de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), à Islamabad, New Delhi a implicitement reconnu que le Cachemire était un territoire contesté en admettant explicitement que la question du Cachemire devait trouver une solution « à la satisfaction des deux parties »².

L'engagement de « tiers » dans le conflit

L'opposition de l'Inde à toute intervention d'un « tiers » (y compris de l'Organisation des Nations Unies) dans le différend sur le Cachemire ne concernait toutefois pas l'aide de tiers pour mettre fin à une guerre ni, comme ce fut le cas dans les années 90, à l'intervention d'un tiers pour empêcher une guerre classique ouverte. C'est, en effet, un cessez-le-feu avancé par le Conseil de sécurité de l'ONU qui mit fin au deuxième conflit indo-pakistanaï, le 23 septembre 1965. Trois mois plus tard, le Premier Ministre indien Lal Bahadur Shastri et le Président pakistanais Mohammed Ayub Khan se rencontrèrent à Tachkent pour signer l'accord qui officialisait la fin de la guerre et le retour de leurs forces armées aux positions occupées jusqu'au 4 août 1965. L'accord de Tachkent du 10 janvier 1966, dont la négociation avait été facilitée par l'ex-Union soviétique, prévoyait la poursuite de négociations et le respect des termes du cessez-le-feu sur la ligne de cessez-le-feu³.

Au cours de cette période, la politique américaine à l'égard de l'Asie du Sud est restée assez ambivalente bien que l'administration Eisenhower eut tenté, dans les années 50, de s'engager sur la question du Cachemire⁴. Si l'administration Kennedy sut faciliter l'engagement de négociations directes entre l'Inde et le Pakistan, les discussions échouèrent après la guerre de 1962 entre l'Inde et la Chine. Au milieu des années 60, les États-Unis avaient quasiment abandonné le Cachemire. En raison du « penchant » des États-Unis pour le Pakistan lors de la guerre indo-pakistanaïse de 1971, avec le déploiement d'un groupe opérationnel aéronaval dans le golfe du Bengale au milieu de la guerre (quels qu'aient été ses objectifs), il était difficile pour l'Inde d'avoir des rapports aisés avec les États-Unis sur les questions de sécurité. En 1979, les États-Unis imposèrent des sanctions économiques et militaires au Pakistan pour porter un coup d'arrêt à son programme clandestin d'armes nucléaires, mais le Pakistan sut calmer la situation en jouant dans les années 80 un rôle en première ligne contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan. La disparition de l'Union soviétique et la libéralisation économique de l'Inde, après la crise économique de 1991, favorisèrent de meilleures relations entre l'Inde et les États-Unis.

Les nombreux essais nucléaires réalisés en mai 1998 par l'Inde et le Pakistan suscitèrent l'engagement des Américains sur les questions nucléaires en Asie du Sud. Les 11 et 13 mai 1998, l'Inde procéda à une série de cinq essais souterrains, 24 ans après sa première « explosion nucléaire à des fins pacifiques » du 18 mai 1974. Ces essais furent rapidement suivis de six essais nucléaires de la part du Pakistan, les 28 et 30 mai 1998. Même si la réaction immédiate des États-Unis fut d'imposer des sanctions économiques et militaires à l'Inde et au Pakistan, l'importance respective de ces deux pays dans la politique étrangère américaine obligea rapidement les États-Unis à adopter des mesures moins coercitives pour lutter contre la prolifération. Le mémorandum d'accord de Lahore constituait une avancée importante : neuf mois après leurs essais nucléaires, les deux pays acceptaient d'étudier des mesures de confiance pour les questions nucléaires et classiques, afin d'éviter un conflit⁵. Les documents de Lahore, signés lors du Sommet entre Vajpayee et le Premier Ministre pakistanais Nawaz Sharif à Lahore, semblaient ouvrir la voie à une stabilité nucléaire accrue et officialisée en Asie du Sud.

Le rôle de facilitateur des États-Unis dans le conflit de Kargil en 1999

Malheureusement, le cadre de Lahore n'est toujours pas appliqué à l'exception de la notification unilatérale préalable des essais en vol de missiles balistiques – conformément à « l'esprit » du mémorandum d'accord de Lahore – même si cette mesure a généré une certaine controverse au fil des années. L'intrusion militaire du Pakistan au-delà de la ligne de contrôle qui serait intervenue,

semble-t-il, au moment du Sommet de Lahore, a, de fait, interrompu toute initiative dans le sens d'une stabilité nucléaire régionale. L'Inde et le Pakistan se retrouvèrent, au contraire, engagés dans un conflit armé pour la première fois depuis leurs essais nucléaires de 1998. Le conflit de Kargil, qui dura de mai à juillet 1999, prit officiellement fin avec l'intervention des États-Unis comme facilitateur.

Au début de l'année 1999, les troupes régulières et irrégulières du Pakistan traversèrent la ligne de contrôle pour occuper des positions dans le secteur de Kargil dans le Jammu-et-Cachemire sous contrôle indien, pour des raisons qui restent obscures. Quand ces mouvements furent découverts par New Delhi, début mai 1999, la réaction fut immédiate et de grande ampleur avec l'intervention de forces terrestres et aériennes pour expulser les intrus du côté indien de la ligne de contrôle. Après plusieurs semaines d'affrontements toujours plus meurtriers, les forces indiennes prirent les sommets cruciaux de Tololing (le 14 juin) et de Tiger Hill (tôt le matin du 4 juillet). Comme les forces pakistanaises subissaient de graves défaites, il semblait que leur retour de l'autre côté de la ligne de contrôle pourrait intervenir assez rapidement, mais entraînerait à coup sûr un nombre accru de victimes indiennes. Pendant ce temps, les États-Unis insistaient pour que le Pakistan respecte la ligne de contrôle et retire ses forces, tout en recommandant à l'Inde de ne pas franchir la ligne de contrôle pour ouvrir un nouveau front. Malgré les déclarations publiques de New Delhi de ne pas employer la force de l'autre côté de la ligne de contrôle, la possibilité d'une escalade vers une guerre classique ouverte éveilla les craintes de la communauté internationale concernant le risque d'une escalade nucléaire involontaire.

Début juillet, le Premier Ministre pakistanais, inquiet de l'isolement croissant de son pays par la communauté internationale, se rendit à Washington. Lors d'une rencontre organisée en toute hâte avec le Président Clinton le 4 juillet, Sharif demanda l'intervention des États-Unis pour mettre un terme au conflit et trouver une solution au problème du Cachemire. Clinton critiqua sévèrement Sharif et lui dit que le Pakistan devait impérativement se retirer de la ligne de contrôle. Clinton dit aussi à Sharif que le Pakistan préparait son arsenal nucléaire pour un éventuel déploiement, sur les instructions du commandant en chef de l'armée, le général Musharraf, ce que semblait ignorer Sharif⁶. Face à la pression des États-Unis, Sharif accepta finalement de « prendre des mesures concrètes et immédiates pour la restauration de la ligne de contrôle », proposition acceptée par Vajpayee lorsqu'elle lui fut soumise avant d'être rendue publique⁷. Dans les faits, les États-Unis jouèrent un rôle de facilitateur dans l'issue du conflit de Kargil, qui conduisit peu après au retrait de toutes les forces pakistanaises de leur côté de la ligne de contrôle sans faire beaucoup d'autres victimes. La position américaine – en faveur de New Delhi – fut une surprise inattendue pour nombre de personnes aux ministères indiens des affaires étrangères et de la défense. C'était en effet la première fois en 50 ans que les États-Unis prenaient « ouvertement et fermement » le parti de l'Inde contre le Pakistan⁸. Cette évolution conduisit rapidement à de meilleures relations avec les États-Unis, puis à la visite réussie de Clinton en Inde en mars 2000, suivie par celle de Vajpayee aux États-Unis pendant les derniers jours de l'administration Clinton.

Le rôle de facilitateur des États-Unis dans le conflit frontalier entre l'Inde et le Pakistan en 2001 et 2002

En dépit du rôle de facilitateur joué par les États-Unis dans le conflit de Kargil, c'est la « guerre contre le terrorisme » conduite par les États-Unis en Asie du Sud et le conflit de frontière entre l'Inde et le Pakistan qui ont entraîné un changement considérable de l'engagement des États-Unis en Asie du Sud. Après l'attaque américaine contre l'Afghanistan en octobre 2001 – qui visait la direction de l'organisation terroriste Al-Qaïda, responsable des attaques contre les États-Unis, et leurs hôtes Taliban –, le Pakistan s'est trouvé en première ligne pour fournir aux Américains un soutien sur les plans du

renseignement et de la logistique pour leurs opérations en Afghanistan. Un certain nombre d'équipement et de personnel militaires américains sont toujours déployés dans des bases militaires pakistanaises pour soutenir la « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan.

Il n'empêche que l'attaque contre le Parlement indien, le 13 décembre 2001 – qui aurait été perpétrée par des terroristes du groupe Jaish-e-Mohammed basés au Pakistan – faillit compromettre la campagne militaire conduite par les Américains en Afghanistan. Dans le cadre de sa « diplomatie coercitive » contre le Pakistan, New Delhi lança, le 19 décembre 2001, l'opération Parakram (« bravoure »), la plus grande mobilisation de forces armées indiennes. Cette décision, qui intervenait en pleine « guerre contre le terrorisme », visait à faire peser la menace d'une action militaire contre le Pakistan si l'Inde n'obtenait pas satisfaction s'agissant de l'arrêt des actes terroristes transfrontaliers qui étaient, selon New Delhi, soutenus par le Pakistan. L'Inde déploya trois corps d'attaque (qui comprenaient des formations blindées et mécanisées) à des positions avancées sur la frontière internationale avec le Pakistan. Avec la contre-mobilisation pakistanaise, le personnel militaire déployé aux frontières de l'Inde et du Pakistan représentait près d'un million de personnes. Vu le statut nucléaire des deux pays, si une guerre éclatait, le risque d'une escalade nucléaire – en raison d'une erreur d'appréciation ou de calcul – était considérable. Le 20 mars 2002, le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), George Tenet, avertit la Commission sénatoriale des forces armées que les risques de guerre dans la région n'avaient pas été aussi grands depuis 1971⁹.

Vu le statut nucléaire des deux pays, si une guerre éclatait, le risque d'une escalade nucléaire – en raison d'une erreur d'appréciation ou de calcul – était considérable.

Les actions potentielles de l'Inde, qui n'avait cessé de réitérer l'importance de l'inviolabilité de la ligne de contrôle pendant la guerre de Kargil et qui menaçait de recourir à la force de l'autre côté de la ligne de contrôle, inquiétaient Washington et Londres. Quant au Pakistan, il semblait tout aussi déterminé à contrer une attaque militaire indienne avec ses forces classiques et nucléaires. En raison de l'interruption délibérée de toute communication diplomatique normale entre New Delhi et Islamabad, les questions liées aux forces nucléaires et classiques des deux pays furent évoquées sur la scène publique pendant les dix mois du conflit frontalier, entre 2001 et 2002. Les allusions à l'emploi de la force nucléaire étaient multiples de par leur nature, intervenaient à de nombreux niveaux et s'adressaient à différents acteurs, aux niveaux interne, régional et international. Pour l'Inde comme pour le Pakistan, les protagonistes les plus importants étaient l'opinion publique, le pays adverse, et les États-Unis, qui exerçaient la plus grande influence dans la région. Pour New Delhi, les États-Unis pouvaient faire pression sur le Pakistan pour qu'il cesse les infiltrations de militants dans le Cachemire sous administration indienne ; et pour Islamabad, les États-Unis pouvaient convaincre New Delhi de ne pas lancer d'action militaire.

Les tensions s'accrurent après l'attaque terroriste sur un camp de l'armée indienne à Kaluchak, Jammu, le 14 mai 2002, et les menaces d'emploi de la force nucléaire que New Delhi lança à la suite de cette attaque. Les visites de haut niveau se multiplièrent à New Delhi et à Islamabad, orchestrées par les États-Unis et le Royaume-Uni. La possibilité d'un apaisement des tensions entre l'Inde et le Pakistan apparut après la visite de Jack Straw à la fin mai. Straw se rendit à Islamabad, le 28 mai, où il insista pour que Musharraf prenne des mesures sur le terrain pour contrer le « terrorisme » transfrontalier qui intervenait dans le Cachemire sous administration indienne. Le lendemain, à New Delhi, Straw recommanda à l'Inde de faire preuve de retenue, et d'empêcher ses forces armées d'employer la force de l'autre côté de la ligne de contrôle. Il informa également New Delhi que Musharraf avait promis de porter un coup d'arrêt aux infiltrations en Inde, et de fermer définitivement les camps « terroristes » dans le Cachemire sous administration pakistanaise avant la visite de Armitage dans la région début juin.

À son retour à Londres, le 31 mai, Straw exprima publiquement les craintes que lui inspirait la « situation dangereuse » de la région avec « un million d'hommes en armes de part et d'autre de la

ligne de contrôle, tous en état d'alerte avancé, et deux pays dotés d'armes nucléaires, l'un d'entre eux – le Pakistan – se réservant le droit de les utiliser en premier »¹⁰. Tout cela conduisit les Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de la France, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres pays, à engager, le 1^{er} juin, leurs ressortissants à quitter immédiatement l'Inde et le Pakistan, et à inviter les autres à ne pas se rendre dans ces deux pays. Ces avertissements aux voyageurs entraînèrent un exode de personnes en voyage d'affaires, de touristes, de personnel diplomatique, essentiellement à partir de l'Inde, puisque la plupart avaient quitté auparavant le Pakistan. Apparemment motivée par la crainte qu'une guerre n'éclate, cette mesure sans précédent agaçait beaucoup New Delhi, qui la percevait comme une pression visant à l'empêcher de lancer une attaque de l'autre côté de la ligne de contrôle.

Le 31 mai, le Secrétaire d'État américain Colin Powell critiqua ouvertement le Pakistan pour avoir « poursuivi » les infiltrations de l'autre côté de la ligne de contrôle, malgré l'engagement qu'il avait pris Musharraf de les faire cesser. Le jour suivant, lors d'un entretien avec la BBC, Powell déclara que le Pakistan avait donné des « instructions » pour faire cesser ces activités. Bien qu'il fut trop tôt pour affirmer que c'était le cas, Powell ajouta « lorsque ces activités cesseront, si cela arrive, elles devront prendre fin définitivement »¹¹. Le 6 juin, le Secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, Richard Armitage, arrivait à Islamabad et comptait tirer parti des résultats de la visite de Straw pour parvenir à un accord entre l'Inde et le Pakistan. À l'issue d'une rencontre difficile, Musharraf prit l'engagement auprès de Armitage de porter un coup d'arrêt « définitif » aux infiltrations transfrontalières¹². C'était une avancée considérable par rapport à l'engagement pris une semaine plus tôt auprès de Straw. New Delhi, qui se réjouit officiellement de cette avancée, émit des réserves du point de vue de sa réalisation. Armitage déclara que les tensions indo-pakistanaïses entre l'Inde et le Pakistan s'atténaient un peu « de part et d'autre »¹³. Quelques jours après qu'Armitage eut quitté New Delhi, l'amélioration des tensions entre l'Inde et le Pakistan était évidente. Le rôle de facilitateur des États-Unis avait permis d'atténuer les tensions entre les deux pays, et de mettre fin au conflit frontalier qui avait duré dix mois – la plus longue période de mobilisation militaire entre les deux pays.

Déclaration conjointe à la presse par l'Inde et le Pakistan, le 6 janvier 2004

Un événement inattendu intervint en marge du douzième sommet de la SAARC à Islamabad en janvier 2004 : l'Inde et le Pakistan convinrent de reprendre un dialogue officiel après une interruption de trois ans. La déclaration conjointe du 6 janvier 2004 précisait aussi que New Delhi acceptait de régler la question du Cachemire « à la satisfaction des deux parties », et qu'Islamabad ne permettrait pas « qu'une partie du territoire sous contrôle pakistanais puisse être utilisé pour soutenir le terrorisme d'une façon ou d'une autre ». Le 18 février 2004, après trois jours de pourparlers officiels à Islamabad, l'Inde et le Pakistan convinrent de reprendre un « dialogue composite » en mai-juin 2004, peu après les élections générales en Inde. Ce « dialogue composite » doit porter sur huit sujets dont deux doivent être traités au niveau des ministères des affaires étrangères, à savoir celui de « la paix et la sécurité, y compris les mesures de confiance » et la question du « Jammu-et-Cachemire ». Les deux ministres des affaires étrangères doivent se rencontrer en août 2004 pour faire le point sur les progrès enregistrés d'ici là¹⁴.

New Delhi et Islamabad avaient de fortes motivations pour trouver un accord lors du sommet de la SAARC.

New Delhi et Islamabad avaient de fortes motivations pour trouver un accord lors du sommet de la SAARC. Vajpayee était, pour sa part, animé d'une volonté personnelle de parvenir à des relations bilatérales stables avec le Pakistan dans sa troisième et dernière initiative pour la paix. Cette volonté, exprimée lors de son discours sur « la main de l'amitié » à Srinagar, en avril 2003, était désormais renforcée par l'approche des élections générales d'avril 2004.

Quant à Musharraf, les deux tentatives d'assassinat dont il avait été l'objet en l'espace de onze jours en décembre 2003 avaient exacerbé sa volonté de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, et conduit à une radicalisation de la politique intérieure. La popularité croissante de Vajpayee, évidente dans les résultats des élections de novembre 2003, confortèrent Islamabad dans l'idée qu'il serait opportun de traiter avec Vajpayee en personne.

Il convient d'ajouter que la pression exercée par les États-Unis, d'une part, sur le Pakistan pour faire cesser les infiltrations transfrontalières avec le Cachemire sous administration indienne et, dans une moindre mesure, sur l'Inde pour qu'elle entame un dialogue officiel avec le Pakistan a peut-être aussi joué un rôle dans le succès de la diplomatie bilatérale en marge du sommet multilatéral. Même si les États-Unis ont facilité la reprise de ce dialogue, il aurait été préférable qu'ils restent aussi discrets sur ce sujet, pour ne pas risquer de compromettre ce processus de paix qui en est à ses débuts.

Le rôle actuel des États-Unis auprès de l'Inde et du Pakistan

Depuis les événements du 11 septembre 2001, les relations qu'entretiennent les États-Unis avec New Delhi et Islamabad se sont considérablement améliorées. Les États-Unis bénéficient aujourd'hui d'une position de confiance unique auprès de deux ennemis jurés qui possèdent l'arme nucléaire. Reste que le contenu de ces relations diplomatiques bilatérales, désormais moins exclusives, bien que largement indépendantes l'une de l'autre, est très différent et complexe.

Aujourd'hui, les rapports entre l'Inde et les États-Unis sont relativement larges et complets, et pourraient déboucher, à moyen terme, sur une relation stratégique. Si les États-Unis « avaient penché » pour Islamabad lors de la guerre indo-pakistanaise de 1971, ils penchèrent clairement pour New Delhi lors du conflit de Kargil en 1999. New Delhi et Washington organisent toujours d'importants exercices militaires conjoints, développent leur coopération navale, et entretiennent des relations de haut niveau dans les domaines politiques et économiques. Ces relations n'ont pas été affectées par le refus de l'Inde, à la mi-juillet 2003, d'envoyer des troupes en Iraq – malgré les demandes des États-Unis – faute d'un mandat ou d'un commandement des Nations Unies. En janvier 2004, un accord conjoint fut conclu sur les sujets suivants : la coopération dans le domaine des hautes technologies, les programmes spatiaux, les programmes nucléaires civils, et la discussion d'une défense antimissile. Cet accord laisse présager des relations stratégiques nettement plus importantes. Si cette évolution peut sembler liée au besoin qu'auront les États-Unis de contrer la Chine à moyen terme, il est extrêmement improbable que New Delhi accepte un tel rôle, pour différentes raisons toutes très valables, la principale étant que les deux pays partagent une longue frontière terrestre.

Par contre, les relations entre les États-Unis et Islamabad semblent davantage axées sur la « guerre contre le terrorisme » et sur la lutte contre la prolifération nucléaire. Dans un contexte politique instable et explosif, la sécurité personnelle de Musharraf suscite des préoccupations légitimes ; ces craintes ont d'ailleurs été exacerbées par les deux tentatives d'assassinat en décembre 2003. La réputation et l'influence de Musharraf sont de plus en plus contestées en raison des activités de prolifération de scientifiques ayant occupé des postes clés dans le milieu des armes nucléaires. Elles devraient diminuer encore un peu plus lorsqu'il renoncera à ses fonctions de commandant en chef de l'armée, à la fin de l'année 2004, même s'il reste président jusqu'en 2007.

Les États-Unis estiment néanmoins que le Pakistan est une source majeure de radicalisme islamique. Ils ont déjà souligné à plusieurs reprises auprès d'Islamabad la nécessité de lutter contre le terrorisme en Afghanistan, et ses aspects connexes dans le Cachemire sous administration indienne et les activités de groupes extrémistes islamistes au Pakistan. En novembre 2003, Musharraf ordonna de nouveau l'interdiction de plusieurs groupes extrémistes islamistes. Dans l'une de ses plus virulentes déclarations

contre l'extrémisme, prononcée à l'occasion de son premier discours devant le parlement réuni en Congrès, le 17 janvier 2004, Musharraf a appelé la nation pakistanaise à « mener le *djihad* contre l'extrémisme »¹⁵.

Islamabad n'en reste pas moins le plus proche allié de Washington dans la « guerre contre le terrorisme » et lui fournit un soutien considérable sur les plans du renseignement et de la logistique pour ses opérations en Afghanistan. En mars 2004, les forces armées et paramilitaires pakistanaises ont lancé leur première opération majeure contre des militants liés à Al-Qaida dans les zones tribales de Wana dans le Waziristan Sud, vaguement contrôlées par Islamabad. Compte tenu de ce soutien, les États-Unis ont accordé au Pakistan, en mars 2004, le statut d'allié majeur non membre de l'OTAN sous réserve que ce soit approuvé par le Congrès. Même si c'était un geste qui pouvait sembler hautement, mais pas uniquement, symbolique, pour fournir un soutien à Musharraf dans des conditions difficiles, New Delhi fut froissé de n'avoir pas été informé plus tôt. Islamabad pouvait dès lors espérer acquérir du matériel militaire américain et des munitions, et croire en des possibilités de coopération en matière de recherche-développement pour la défense, autant de possibilités qui lui avaient été refusées jusqu'alors.

Perspectives pour l'avenir

Vu la nature et la portée des relations diplomatiques des États-Unis avec New Delhi et Islamabad, d'aucuns prônent un engagement durable de la politique étrangère américaine dans la région. Au lieu d'une politique axée essentiellement sur la « gestion de crises », les États-Unis devraient opter pour un rôle plus engagé en matière de règlement du conflit en Asie du Sud. En octobre 2003, un groupe d'étude américain indépendant sur l'Inde et l'Asie du Sud – parrainé par le Council on Foreign Relations et l'Asia Society – a lancé un appel au Congrès et à l'administration Bush pour faire de l'Asie du Sud une priorité de politique étrangère : si une telle décision n'intervient pas, la région pourrait connaître des crises qui seraient une menace majeure pour la sécurité nationale des États-Unis. Si certains membres du groupe de travail estimaient que la politique étrangère des États-Unis n'allait pas assez loin vu les risques d'un autre conflit indo-pakistanaise et prônaient une stratégie plus engagée, et notamment que les États-Unis fassent des propositions sur la question du Cachemire, les conclusions officielles du groupe de travail étaient différentes. Elles précisaient, en effet, que « l'engagement des États-Unis devrait être plus suivi et davantage tourné vers l'avenir. Les États-Unis devaient engager des initiatives diplomatiques à long terme – et non pas intervenir en tant que médiateur ou arbitre – pour soutenir les efforts intermittents de l'Inde et du Pakistan pour trouver une solution à leurs différends »¹⁶.

Malgré le rôle de facilitateur joué avec succès par les États-Unis entre l'Inde et le Pakistan depuis quelques années – avec l'arrêt officiel du conflit de Kargil, l'apaisement des tensions lors du conflit frontalier, et l'ouverture d'un dialogue officiel entre les deux pays – New Delhi est peu disposé à accepter une résolution mandatée par les Américains sur la question du Cachemire. L'Inde continue de penser que le Cachemire est un problème bilatéral, comme le précise la déclaration de Simla du 2 juillet 1972. Cet accord prévoyait que les deux pays devaient résoudre leurs différends « par des moyens pacifiques au travers de négociations bilatérales ou par tout autre moyen pacifique sur lequel l'un et l'autre se seraient préalablement entendus »¹⁷. L'importance de respecter l'esprit et la lettre de l'accord de Simla fut reprise dans la Déclaration de Lahore, le 21 février 1999¹⁸. Le 6 janvier 2004, dans une déclaration conjointe à la presse, l'Inde et le Pakistan ont noté aussi le caractère bilatéral du dialogue nécessaire pour régler les différends entre les deux pays, et notamment celui du Cachemire. Lors d'un entretien accordé à *India Today*, en janvier 2004, Vajpayee a été très clair sur ce point et précisé que les États-Unis avaient fait de réels efforts pour promouvoir la paix sur le sous-continent,

« non pas en tant que médiateur, mais en tant qu'ami »¹⁹. En fait, la solution à la question du Cachemire doit émaner des Gouvernements et des peuples indiens et pakistanais pour conduire à un règlement réel et durable du conflit. Les États-Unis peuvent toutefois jouer un rôle très utile dans les domaines suivants, mais ils devront agir discrètement.

La solution à la question du Cachemire doit émaner des Gouvernements et des peuples indiens et pakistanais pour conduire à un règlement réel et durable du conflit.

- *Aider le processus de paix qui en est à ses débuts entre l'Inde et le Pakistan.* Pour être crédible, le processus de paix doit être envisagé comme un processus à long terme, car aucune solution rapide n'est possible. Il se heurte néanmoins à de nombreux problèmes et difficultés. Pour ne pas échouer, comme cela est si souvent arrivé par le passé, il doit être géré prudemment par New Delhi et Islamabad, avec l'aide des États-Unis. Il faudra donc préserver le dialogue contre toute interruption. Les États-Unis pourraient jouer un rôle en favorisant la communication et le dialogue.
- *Partager des idées sur les questions liées au nucléaire.* Il reste beaucoup à faire pour renforcer la stabilité nucléaire bilatérale. Les États-Unis pourraient partager leurs connaissances sur certaines questions techniques, comme l'élaboration d'un projet d'accord bilatéral sur la notification préalable d'essais en vol de missiles balistiques, ou la création de centres de réduction du risque nucléaire pour la notification réciproque d'accidents nucléaires ou d'incidents nucléaires non autorisés ou inexplicables – deux points convenus dans le mémorandum d'accord de Lahore en février 1999. La dissuasion nucléaire dans les deux pays doit être plus stable. Une meilleure compréhension et une plus grande réflexion sont nécessaires sur de nombreux sujets (doctrine nucléaire ; commandement et contrôle ; déploiement, disponibilité opérationnelle et surviabilité des forces ; et sûreté nucléaire).
- *Se préparer à l'interruption des communications diplomatiques entre l'Inde et le Pakistan.* La pire des hypothèses serait une interruption des communications diplomatiques bilatérales qui ne se prêterait pas aussi facilement que par le passé à l'intervention des États-Unis comme facilitateur. Il serait peut-être judicieux de procéder immédiatement à des négociations « informelles » entre les Gouvernements indien et pakistanais – par l'intermédiaire de hauts représentants de confiance des deux dirigeants. Les États-Unis pourraient intervenir dans le cadre du travail préparatoire nécessaire à l'instauration d'une telle diplomatie « informelle » en profitant de la détente actuelle entre l'Inde et le Pakistan.

Notes

1. « Pakistan makes Kashmir Concession », *BBC News*, 18 décembre 2003, à l'adresse < news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3330031.stm > .
2. Déclaration conjointe de l'Inde et du Pakistan à la presse, 6 janvier 2004, à l'adresse < www.indianembassy.org/press_release/2004/jan/07.htm > .
3. La Déclaration de Tachkent, 10 janvier 1966, à l'adresse < www.acdis.uiuc.edu/homepage_docs/link_docs/Treaty_docs/tashkent.html > .
4. Voir les commentaires de Stephen Philip Cohen, 2002, « What role does the United States have in the India-Pakistan Crisis? », *Brookings Press Briefings*, 11 juin, à l'adresse < www.brook.edu/comm/transcripts/20020611.html > .
5. Texte de la Déclaration de Lahore et du mémorandum d'accord, à l'adresse < www.nyu.edu/globalbeat/southasia/Lahore022299.html#Memo > .
6. Bruce Reidel, 2002, *American Diplomacy and the 1999 Kargil Summit at Blair House*, Center for the Advanced Study of India, University of Pennsylvania, p. 11, à l'adresse < www.ccc.nps.navy.mil/research/kargil/reidel.pdf > .

7. Ibid., p. 13.
8. Stephen Philip Cohen, « The United States and South Asia: Core Interests and Policies and their Impact on Regional Countries », présenté lors de la Conference on Major Powers and South Asia, 11-13 août 2003, Institute for Regional Studies, Islamabad, Pakistan (révisé le 1^{er} octobre 2003 en vue d'être publié), p. 3.
9. Sridhar Krishnaswami, 2002, « Chances of India-Pak War High: CIA Chief », *The Hindu* (édition en ligne), 21 mars, à l'adresse < www.hinduonnet.com/thehindu/2002/03/21/stories/2002032103871100.htm > .
10. Kamal Ahmed, Peter Beaumont et Luke Harding, 2002, « Britain in War Zone Rescue Mission », *The Guardian*, 2 juin, à l'adresse < observer.guardian.co.uk/international/story/0,6903,726432,00.html > .
11. Sridhar Krishnaswami, 2002, « Pak has indicated it is acting on curbing terrorism », *The Hindu* (édition en ligne), 2 juin, à l'adresse < www.hinduonnet.com/thehindu/2002/06/02/stories/2002060202270800.htm > .
12. Cohen, 2003, op. cit., p. 6.
13. C. Raja Mohan, 2002, « Musharraf vows to stop infiltration: Armitage », *The Hindu* (édition en ligne), 8 juin, à l'adresse < www.hinduonnet.com/thehindu/2002/06/08/stories/2002060804470100.htm > .
14. Texte de la déclaration commune de l'Inde et du Pakistan, 18 février 2004, à l'adresse < news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/3499111.stm >
15. B. Muralidhar Reddy, 2004, « Musharraf calls for 'jehad' against extremism », *The Hindu* (édition en ligne), 18 janvier, à l'adresse < www.hinduonnet.com/thehindu/2004/01/18/stories/2004011806570100.htm > .
16. Rapport du président d'un groupe d'étude américain indépendant parrainé par le Council on Foreign Relations et l'Asia Society, 2003, *New Priorities in South Asia: U.S. Policy Toward India, Pakistan, and Afghanistan*, Council on Foreign Relations, p. 7.
17. Texte de l'Accord de Simla, 3 juillet 1972, à l'adresse < www.indianembassy.org/policy/kashmir/shimla.htm > .
18. Déclaration de Lahore, op.cit.
19. Extraits de l'interview du Premier Ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, par *India Today*, 12 janvier 2004, à l'adresse < meaindia.nic.in/ > .

La stabilité stratégique en Asie du Sud : le besoin de retenue technologique

Gaurav RAJEN

L'Inde a clairement indiqué qu'elle optait pour une politique de dissuasion nucléaire minimale crédible¹. La taille des forces nucléaires d'un pays reste toutefois une question délicate. « Une petite force nucléaire, pas très perfectionnée, peut avoir à choisir entre la possibilité de survivre à une première frappe et celle d'éviter les accidents physiques et les risques de vol et d'utilisation non autorisée de ses armes »². Il est donc important pour les analystes d'étudier les aspects de la stabilité stratégique liés à la taille et aux types des forces nucléaires en présence en Asie du Sud.

Il est communément admis que ni l'Inde ni le Pakistan ne dispose de capacités suffisantes pour lancer une frappe décapitante³ et infliger à l'arsenal nucléaire de l'autre pays des dégâts tels que le fait d'avoir frappé en premier réduise considérablement les dégâts qu'il pourrait subir⁴. Comme le souligne Ashley Tellis, des attaques préemptives de la part de l'Inde sont très improbables et les dirigeants indiens « semblent conscients des risques d'une frappe préemptive, mais restent convaincus – à juste titre – que tant que leurs engins et installations nucléaires seront correctement protégés par des techniques de dissimulation, de leurre et de mobilité, ils pourront éviter la charge d'une action précipitée même s'il est peu probable que les raisons d'être tentés de le faire disparaissent tant que les armes nucléaires existeront en Asie méridionale »⁵.

L'argument principal de cet article est de dire que grâce à des stratégies de dissimulation, de leurre et de mobilité, et à une certaine retenue en matière d'acquisition de technologies permettant de contourner ces stratégies, ces deux pays pourront avoir une plus grande confiance dans la capacité de survie de leurs forces. Une telle retenue présente plus d'intérêt en terme de surviabilité que l'augmentation du nombre d'armes et de vecteurs car, même si cette dernière permet d'accroître la surviabilité, elle peut aussi être à l'origine de tirs par accident ou par inadvertance.

Même s'il se peut que l'Inde ne lance jamais d'attaque préemptive contre des forces nucléaires pakistanaises, le Pakistan pense que cette possibilité est tout à fait envisageable ; les forces pakistanaises ont souvent été mises en état d'alerte pour faire face à une éventuelle frappe préemptive de la part de l'Inde⁶. Il convient d'ajouter qu'un régiment de missiles à courte portée et à carburant liquide est vulnérable, car « l'importante escorte nécessaire, qui peut compter jusqu'à quatre transporteurs-érecteurs-lanceurs et six autres véhicules dans chaque régiment, les rend vulnérables en cas d'attaque préemptive, surtout lors de la longue phase de ravitaillement, si leur position est connue »⁷.

Ce scénario soulève des questions importantes et difficiles. Ainsi, « Dans le cas de l'Inde et du Pakistan, sachant la probabilité que l'adversaire parvienne à détecter, localiser, acquérir, poursuivre et anéantir⁸ un lance-missiles mobile, quel est le nombre minimal de lanceurs dont doit disposer le défenseur pour s'assurer, avec une très forte probabilité, la survie d'une force suffisante pour être

Gaurav Rajen est un consultant indépendant basé à Albuquerque, au Nouveau-Mexique. Les vues exprimées dans cet article n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

militairement efficace ? ». Il est une autre question liée à la possibilité de frappes contre des lance-missiles mobiles : « Pour un nombre donné de lanceurs mobiles et une probabilité précise de détecter, localiser, acquérir, poursuivre et anéantir un seul lanceur de missile, quelle est la probabilité de détruire une part importante du nombre total de lanceurs mobiles ? ». Ce sont les réponses à ces questions qui détermineront, en partie, la taille et le type des forces de dissuasion de l'Inde et du Pakistan.

Une approche quantitative

La probabilité de détruire un nombre donné (une partie) de lanceurs sur un nombre total de lanceurs dépend essentiellement de trois facteurs. Le plus important est la probabilité de détecter, localiser, acquérir et poursuivre tout lanceur et de l'anéantir en réussissant les phases de tir, de vol et de pénétration d'une arme contre la cible. Nous appellerons cette probabilité p . Le deuxième facteur est le nombre total de lanceurs existants. Certains d'entre eux peuvent être des leurres, mais l'agresseur n'est pas censé les connaître et ne peut faire la distinction entre ceux qui sont des leurres et les autres ; il doit donc essayer de tous les détruire. Nous appellerons donc N ce nombre total de lanceurs. Le troisième facteur important est le nombre qu'une partie entend détruire – par exemple, 30 sur un total de 50, ou 90 sur un total de 100. Nous appellerons ce chiffre x . Avec ces trois facteurs, p , N et x , nous pouvons évaluer la probabilité de détruire avec succès un nombre donné de lanceurs (x) sur un nombre total (N), en estimant une certaine valeur pour p .

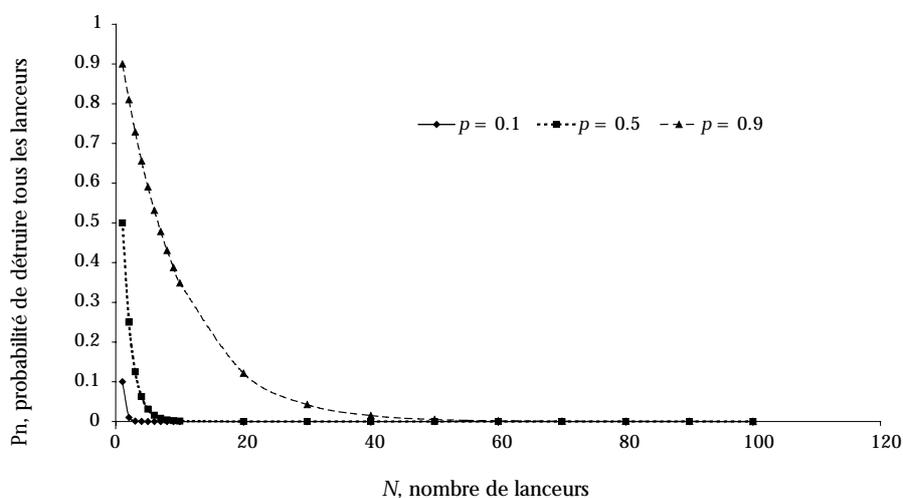
La probabilité p variera selon le type d'attaque envisagé. Après la première attaque, le défenseur multipliera les manœuvres défensives et d'évitement, ce qui réduira la probabilité de succès des attaques ultérieures, tandis que l'agresseur tirera les enseignements de chaque succès, renforçant ainsi ses chances de succès. Nous pouvons toutefois supposer, dans un premier temps, que la probabilité p est la même pour toutes les attaques. Alors que nous cherchons à définir des généralités selon que p est « élevé » ou « faible », l'évolution de la variable p entre chaque attaque est négligeable.

Il est un cas particulier, celui qui consiste à vouloir détruire la totalité des lanceurs en une seule fois⁹. Pour connaître la probabilité d'y parvenir, il suffit de multiplier p par p , N fois. Autrement dit, si la probabilité d'atteindre une cible en une fois est de 0,5 alors la probabilité d'atteindre les cibles en deux fois est

Tableau 1. Probabilité de détruire tous les lanceurs de missile pour différentes valeurs de N si $p=0,9$

	Probabilité de détruire tous les lanceurs si $p=0,9$
$N = 5$	0,59049
$N = 10$	0,3486
$N = 50$	0,005
$N = 100$	0,000026

Figure 1. Probabilité de détruire tous les lanceurs selon le nombre total de lanceurs et la probabilité de détecter, localiser, acquérir, poursuivre et détruire tout lanceur



égale à $0,5 \times 0,5$ et en trois fois, est égale à $0,5 \times 0,5 \times 0,5$. Nous dirons donc que si la probabilité p de détruire tout lanceur est de 0,1 alors la probabilité de détruire deux lanceurs sur une force de deux lanceurs est égale à $0,1 \times 0,1$, et ainsi de suite.

Le Tableau 1 présente la probabilité de détruire tous les lanceurs pour différentes valeurs N avec une variable p égale à 0,9. Si N est élevé, la probabilité de détruire tous les lanceurs est très faible, même avec une forte certitude concernant la destruction de tout lanceur, mais si N est petit, par exemple égal à 5, et si $p=0,9$ alors la probabilité de détruire la totalité des lanceurs est presque de 60%.

La Figure 1 est une représentation graphique de $P(x)$ pour $x=N$, selon différentes valeurs N . Ce graphique montre que si la probabilité de détecter, localiser, acquérir, poursuivre et détruire tout lanceur est faible, disons $p=0,5$ alors la probabilité de détruire tous les lanceurs est négligeable, même pour un petit nombre de lanceurs, disons de l'ordre d'une vingtaine. Mais si la probabilité de détruire tout lanceur est très élevée, disons $p=0,99$, alors la probabilité de détruire tous les lanceurs ne sera jamais négligeable, même pour un grand nombre de lanceurs. C'est encore plus évident dans la Figure 2 qui compare la probabilité de détruire la totalité des lanceurs selon des valeurs N croissantes, et de très fortes probabilités de détecter, localiser, poursuivre et détruire tout lanceur ($p=0,9$ et $p=0,99$).

Évaluer p : la probabilité de détruire tout lanceur

La probabilité de détruire un lanceur avec un missile est le résultat du produit suivant :

$$P = P_d P_l P_a P_p P_{tvp} P_a$$

Cette valeur p , qui est la probabilité de détruire un lanceur de missile, résulte en fait de plusieurs probabilités :

p_d = probabilité de détecter au premier balayage la cible par un détecteur tel qu'un radar ;

p_l = probabilité de localiser la cible ;

p_a = probabilité d'acquérir la cible ;

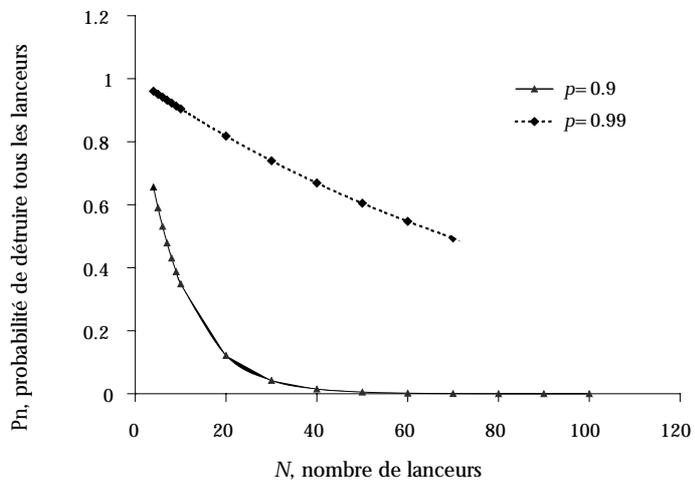
p_p = probabilité de poursuivre la cible ;

p_{tvp} = probabilité que le missile assillant réussisse les phases de tir, de vol et de pénétration ;

p_a = probabilité d'anéantir la cible visée avec le missile et la charge utilisés.

La détection intervient lorsqu'une recherche effectuée à l'aide de détecteurs donne un signal positif¹⁰. Localiser la cible consiste à trouver la cible à l'intérieur d'une zone précise à l'aide d'une technique de recherche aléatoire ou continue. L'acquisition est la détection répétée d'une cible sur

Figure 2. Probabilité de détruire tous les lanceurs selon le nombre total de lanceurs et de fortes valeurs p



plusieurs balayages. Poursuivre une cible revient à déterminer sa vitesse et sa direction. Enfin, la probabilité de détruire la cible dépend de la réussite des phases de tir, de vol et de pénétration du missile assaillant et de la probabilité de l'anéantir qui dépend, à son tour, de deux probabilités : celle d'envoyer la charge dans un certain rayon par rapport à la cible et celle d'une onde de souffle suffisamment puissante.

Pour évaluer p , nous pouvons utiliser et analyser des expériences tirées sur le terrain. Ainsi, lors de l'opération Tempête du désert, la valeur p était d'environ 0,5 pour les attaques lancées par les forces américaines et britanniques contre les sites radar et les lance-missiles Scud¹¹. Dans le cas de l'Inde et du Pakistan, sans nous fonder sur des expériences passées, nous pouvons avancer certaines estimations de p_d , p_f , p_a , p_p , p_{tvp} et p_a .

ÉVALUER P_{TVP} ET P_A

Il est plus facile d'évaluer la probabilité de réussir le tir d'un missile et d'anéantir une cible que les autres probabilités, à savoir celles de détecter, localiser, acquérir et poursuivre la cible. La probabilité p_{tvp} qui représente les chances qu'un missile réussisse les phases de tir, de vol et de pénétration a été évaluée à 0,8 pour un missile Prithvi. Cette évaluation repose sur ce qui suit :

Les SS-N-4 soviétiques, qui utilisent les mêmes propergols que le Prithvi, ont réussi 225 tirs sur 311, soit un taux de réussite de 0,72. [...] La version navale du Scud-A soviétique a réussi 59 tirs sur 77, et le SS-N-5 a réussi 193 tirs sur 228. En raison des similitudes qui existent entre le Prithvi et le Scud-B soviétique, une probabilité comprise entre 0,7 et 0,9 pourrait s'appliquer au Prithvi¹².

La probabilité de réussir la phase de pénétration peut être estimée à 1, puisque les systèmes de défense antimissile sont inexistantes en Asie du Sud. Ces différentes raisons permettent d'évaluer à 0,8 la probabilité p_{tvp} .

Pour calculer la probabilité d'anéantir tout lanceur avec un missile armé d'une charge particulière, nous devons connaître l'erreur circulaire probable (ECP) du missile, et l'onde de choc de l'explosion de la charge. L'ECP est le rayon de la zone autour de la cible visée dans laquelle le missile a 50% de chance d'arriver. Dans le cas de l'Inde et du Pakistan, nous pouvons supposer qu'une frappe antiformes pourrait être lancée avec de petites armes nucléaires du champ de bataille.

Pour se faire une idée de l'onde de souffle de l'explosion d'une ogive, il existe une équation permettant de connaître le rayon dans lequel la surpression est de 5 livres par pouce carré (psi)¹³. Une telle surpression suffirait à détruire la plupart des objectifs vulnérables. Ce serait toutefois sous-estimer le souffle qu'entraînerait l'explosion d'une arme nucléaire, et les conséquences qu'elle ne manquerait pas de provoquer sur le plan thermique et du rayonnement. Cette méthode est toutefois valable pour se faire une première idée des effets d'une petite arme nucléaire.

Nous pouvons ainsi déduire le rayon dans lequel la surpression serait de 5 psi pour les trois armes subkilotoniques testées par l'Inde en mai 1998¹⁴, qui seraient de puissance de 0,2, 0,3 et 0,5 kilotonne. Nous pouvons donc supposer que des charges de ce type pourraient être placées sur des missiles indiens Prithvi. Le Tableau 2 précise les rayons dans lequel la surpression serait de 5 psi pour ces différentes puissances.

Tableau 2. Rayon dans lequel la surpression serait de 5 psi pour des charges nucléaires de puissances différentes

Puissance	Rayon d'une surpression de 5 psi
0,2 kilotonne	~ 233 m
0,3 kilotonne	~ 267 m
0,5 kilotonne	~ 317 m

L'erreur circulaire probable (ECP) d'un missile et l'onde de choc de l'explosion d'une ogive sont des éléments qui permettent de calculer la probabilité p_a qu'un missile anéantisse sa cible¹⁵. Le Tableau 3 précise la probabilité d'anéantir une cible

Tableau 3. Probabilité d'anéantir une cible selon le rayon du souffle des armes subkilotonniques présumées de l'Inde (en fonction de l'ECP de deux versions du Prithvi)

Version Prithvi	ECP	0,2 kilotonne $d_w = 233$ m	0,3 kilotonne $d_w = 267$ m	0,5 kilotonne $d_w = 317$ m
150 km	150 m	0,8122	0,8887	0,9547
250 km	250 m	0,4523	0,5464	0,6719

en se fondant sur le rayon du souffle et l'ECP de deux versions du Prithvi. Le Tableau 3 montre que la probabilité d'anéantir une cible avec une arme subkilotonnique et un missile Prithvi tourne autour de 0,9. Nous pouvons supposer une probabilité p_a analogue pour les missiles pakistanais équivalents. En conséquence, en multipliant $p_{tvp} = 0,8$ et $p_a = 0,9$ nous voyons tout de suite que p sera inférieur à 0,72 sachant que le produit $p_d p_l p_a p_p$ est inférieur à 1.

ÉVALUER P_D : LA PROBABILITÉ DE DÉTECTER LA CIBLE AU PREMIER BALAYAGE

La probabilité de détecter la cible au premier balayage peut être calculée pour des détecteurs radar grâce aux rapports signal/bruit, à la probabilité de fausses alertes et à différents paramètres physiques. L'un de ces paramètres est la présence ou non sur la cible de multiples points réfléchissants, chacun d'entre eux ayant des caractéristiques de rétrodiffusion plus ou moins équivalentes. Parmi les autres paramètres, citons la surface équivalente radar de la cible, les effets d'atténuation de l'atmosphère, les échos autour de la cible et les différentes caractéristiques des radars comme la puissance.

Les transporteurs-érecteurs-lanceurs associés aux lanceurs de missiles ont de multiples points réfléchissants. Il existe des courbes de probabilités de détection pour différents rapports signal/bruit ainsi que des probabilités de fausses alertes pour des cibles de ce type¹⁶. En matière de fausses alertes, une probabilité de 10^{-6} est recommandée¹⁷. Pour la plupart des radars modernes, le rapport signal/bruit est d'environ 14-16dB¹⁸. Ces chiffres et les courbes présentées par Hovanessian permettent d'évaluer entre 0,6 et 0,7 la probabilité de détecter une cible au premier balayage radar.

En supposant que p_d soit de 0,7 et en multipliant p_d , p_{tvp} et p_a , nous voyons que p sera inférieur à 0,5 sachant que $p_d = 0,7$, $p_{tvp} = 0,8$, $p_a = 0,9$ et que le produit $p_l p_a p_p$ est inférieur à 1.

ÉVALUER P_L , P_A ET P_P : LES PROBABILITÉS DE LOCALISER, ACQUÉRIR ET POURSUIVRE UNE CIBLE

Il est possible d'évaluer les probabilités de localiser, acquérir et poursuivre une cible selon le type de modèle de recherche (aléatoire ou exhaustive) et les capacités de poursuite. Dans ce calcul, la taille de la zone de recherche est un élément important.

La frontière internationale entre l'Inde et le Pakistan – sans compter la frontière de facto entre l'État pakistanais du Punjab et l'État indien du Jammu-et-Cachemire, la ligne de contrôle qui divise le Cachemire, et la ligne de contact dans le glacier du Siachen – mesure environ 2 200km de long¹⁹. Nous pouvons supposer que des missiles à courte portée se trouvent à 150km de la frontière internationale sachant qu'ils ont une portée de 250 km et qu'ils devraient parcourir au moins 100 km en territoire indien. Le terrain, le climat et d'autres considérations de sécurité empêcheraient certainement le déploiement de missiles le long de la frontière de facto, de la ligne de contrôle ou de la ligne de

contact. Il semblerait juste d'estimer, dans le cadre de notre analyse, qu'ils puissent être déployés à 150 km de cette frontière de 2 000 km. En théorie, un satellite et un nombre suffisant d'avions devraient permettre de localiser des lanceurs mobiles grâce à des radars et des capteurs à imagerie thermique. Il semblerait donc possible de faire coïncider la zone dans laquelle la recherche serait effectuée et celle qui mériterait de faire l'objet d'une telle recherche. Il faudrait toutefois disposer, pour ce faire, de suffisamment d'avions, de satellites et de détecteurs adaptés. Dans ce cas, la probabilité de localiser la cible serait proche de 100%²⁰.

La Federation of American Scientists a publié une étude sur les capacités de l'armée de terre et de l'armée de l'air américaines en matière de télé-détection et de collecte de renseignements lors de l'opération Tempête du désert²¹. Cette étude examine le système radar interarmées de surveillance et d'engagement des objectifs (JSTARS) qui est un important radar imageur aérien utilisé par l'armée de terre et l'armée de l'air pour repérer de loin des cibles au sol, comme des chars ou des camions. Cette étude précise notamment que : « La plus grande amélioration de nos capacités qui résultera de cette guerre sera la capacité JSTARS pour la surveillance du champ de bataille »²². Selon cette étude, un avion JSTARS est capable de surveiller une zone d'environ 480km sur 320km. En conséquence, si deux avions JSTARS volent pendant deux heures à une vitesse de 500km/h le long de la frontière, ils pourraient couvrir une zone d'environ 2000km sur 320km, ce qui couvrirait la zone de 2000km sur 150km qui nous intéresse. Le temps nécessaire à la détection des lanceurs dépendra aussi, bien évidemment, du temps de diffusion et d'analyse des renseignements obtenus. Pour les États-Unis, grâce à la transmission de données à grande vitesse et à des ordinateurs puissants, ce délai est presque égal à celui de capacités en temps réel.

L'analyse d'images satellitaires et l'élimination de certaines zones, en raison du type de terrain qu'elles comprennent, permettraient d'améliorer considérablement les capacités aériennes de surveillance et celles d'analyse de données. D'aucuns pourraient même dire que puisque les lance-missiles sont mobiles, toutes les routes (qu'il s'agisse de chemins de terre ou de routes revêtues) devraient être cartographiées et être les premières zones examinées de manière approfondie – ce qui réduirait la surface totale à étudier. Il faudrait aussi examiner les zones où s'arrêtent les routes et les zones qui longent les routes. L'idée n'est pas de dire que l'Inde et le Pakistan ont la capacité de localiser, acquérir et poursuivre des lanceurs mobiles, mais plutôt de dire qu'il est techniquement possible d'examiner, dans un délai assez court, la totalité de la zone concernée grâce à des moyens technologiques adaptés.

Si nous supposons que les lanceurs sont à l'arrêt (ainsi que leurs véhicules de soutien), la probabilité de réussir à acquérir et à poursuivre un lanceur une fois qu'il a été localisé serait également proche de 100%. Même en supposant que les cibles se déplacent, les arguments restent les mêmes. Les lanceurs ne pourraient bouger qu'assez lentement (entre 15 et 30km/h) ; il ne serait donc pas impossible de les acquérir et les poursuivre. Par conséquent, le produit $p_l p_a p_p$ pourrait être égal à 1, en supposant que les capacités technologiques de l'Inde ou du Pakistan pour ce qui est de localiser, acquérir et poursuivre une cible progressent sans retenue.

Si le produit $p_l p_a p_p$ atteint une valeur proche de l'unité, alors la probabilité globale p pourrait être de l'ordre de 0,5. Comme nous le verrons dans la partie suivante, avec une telle valeur de p , un pays peut être tenté par une petite probabilité non négligeable de réussir une attaque préemptive pour limiter les dégâts qui pourraient lui être infligés. Mais si le produit $p_l p_a p_p$ est faible, alors la probabilité p est très inférieure

Tableau 4. Probabilité de succès $p(x)$ pour différentes valeurs N , p et L (x supérieur ou égal à L)

	$L=4$ $N=5$	$L=9$ $N=10$	$L=45$ $N=50$	$L=90$ $N=100$
$p=0,1$	0,00046	$9,1 \times 10^{-9}$	~ 0	~ 0
$p=0,5$	0,1875	0,01067	~ 0	~ 0
$p=0,9$	0,91854	0,736	0,5993	0,5804

à 0,5 (égale à environ 0,1). Dans ce cas, la probabilité de réussir une frappe pour détruire ne serait-ce qu'une petite partie des forces adverses est négligeable.

LES CONSÉQUENCES D'UNE AUGMENTATION DE p

À mesure que la valeur de p augmente, le nombre de lanceurs que chaque partie doit déployer pour s'assurer la survie d'un nombre suffisant de lanceurs pour conserver une efficacité militaire augmente considérablement. Supposons qu'avec un taux de survie de 10% de ses lanceurs, le pays agressé se sentirait relativement sûr de pouvoir lancer une riposte efficace, autrement dit une riposte capable de provoquer des dégâts inacceptables à son adversaire.

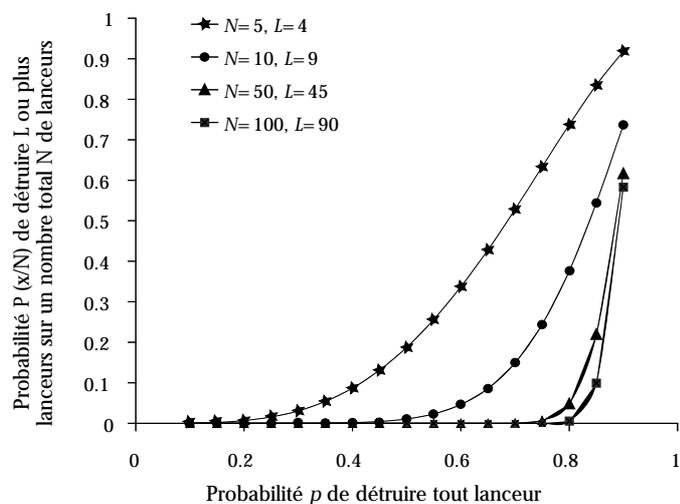
Le Tableau 4 présente les probabilités de détruire avec succès plus de 90% des lanceurs pour différentes valeurs p et N .

Si $p=0,1$ et même pour un très petit nombre de lanceurs, par exemple 5, la probabilité de détruire 4 ou plus des lanceurs est très faible. À mesure que p augmente, la probabilité de détruire au moins 4 lanceurs sur 5 devient rapidement non négligeable. Si $p=0,5$ alors la probabilité est d'environ 20% (0,1875). Si $p=0,9$ cette probabilité de réussite est très élevée pour un petit nombre de lanceurs comme 5. Cela explique la tentation d'augmenter le nombre de lanceurs pour améliorer la surviabilité si la probabilité p est élevée. Il n'empêche qu'avec la multiplication du nombre de lanceurs, les risques de tirs accidentels ou par inadvertance augmentent.

La Figure 3 représente, sous forme de graphique, la probabilité de détruire plus qu'un nombre donné de lanceurs pour un nombre total de lanceurs et une probabilité donnée de détecter, acquérir, poursuivre et détruire une cible. Si p est supérieur à 0,8 alors le fait de passer d'une force N de 50 à 100 lanceurs ne réduit pas beaucoup la probabilité de détruire 90% de ces lanceurs. Par contre, si la probabilité p est faible, alors la probabilité de détruire 90% des lanceurs est négligeable, même pour de très petites valeurs N .

Une probabilité p élevée peut conduire à une autre possibilité plus troublante, à savoir celle d'un responsable militaire ayant le pouvoir de décider d'une frappe qui peut ne pas être intéressé par la destruction d'un grand nombre de lanceurs de son adversaire, mais vouloir simplement provoquer un taux d'attrition tel qu'il conduise à l'interruption ou au blocage d'une attaque imminente. En effet, le commandant peut chercher à atteindre le point d'usure qui conduira son adversaire à retirer ses lanceurs. Dans une situation nucléaire, de telles actions peuvent entraîner une escalade et avoir des conséquences dévastatrices, même si la logique militaire initiale est simplement de chercher à limiter les dommages ou d'amener rapidement un adversaire à infléchir sa position.

Figure 3. Probabilité de détruire plus qu'un nombre donné de lanceurs pour un nombre total de lanceurs et une probabilité donnée de détecter, acquérir, poursuivre et détruire une cible



Pour des forces terrestres, ce taux d'attrition qui conduit au retrait d'une unité est souvent estimé entre 30 et 50%, comme le précise une étude sur les capacités américaines pour ce qui est d'intervenir et arrêter un conflit régional majeur²³.

Le Tableau 5 présente les probabilités de succès pour différentes valeurs de p (0,1, 0,5 et 0,9) en supposant qu'un taux d'attrition compris entre 30 et 50% permettrait de stopper une attaque, autrement dit que $L=15-25$ si $N=50$, et que $L=30-50$ si $N=100$.

Tableau 5. Probabilité de succès $p(x)$ pour différentes valeurs N , p et L (x supérieur ou égal à D)

	$L=15$ $N=50$	$L=25$ $N=50$	$L=30$ $N=100$	$L=50$ $N=100$
$p=0,1$	0,000074	~ 0	~ 0	~ 0
$p=0,5$	0,998699	0,556138	0,99984	0,539795
$p=0,9$	~ 1	~ 1	~ 1	~ 1

Nous voyons que la probabilité de détruire 30% des lanceurs (soit $L=15$ pour $N=50$, ou $L=30$ pour $N=100$) est très élevée si $p=0,5$. En conséquence, si la probabilité p est forte, un commandant militaire peut être tenté d'envisager une attaque qui détruit 30% des lanceurs de son adversaire dans l'espoir d'interrompre ou de bloquer une attaque imminente. Si p est très faible, le commandant n'a aucune chance de réussir une telle attaque. Dans ce cas, la stabilité de la crise est renforcée.

Conclusions

Nous pouvons résumer les conclusions de la façon suivante :

- Une forte probabilité p de détruire tout lanceur et un petit nombre total de lanceurs N représentent une situation instable.
- Si la probabilité p est forte, il faudrait que N soit élevé pour qu'il y ait stabilité. Il n'empêche que la probabilité de détruire une grande partie de N ne sera jamais négligeable si la probabilité p est forte, et un grand nombre N multiplie les risques de tir par accident ou par inadvertance.
- Si p est faible, alors la probabilité de détruire une grande partie de N sera toujours négligeable, même si N est très petit. Autrement dit, un petit nombre de lanceurs N est possible avec une faible probabilité p et représente une situation plus stable.

Avec une forte probabilité p , l'agresseur sera toujours tenté de profiter de l'avantage qu'il peut tirer d'une attaque en premier, à savoir la probabilité non négligeable d'anéantir un grand nombre de lanceurs. Si p est faible, la probabilité de détruire un grand nombre de lanceurs est négligeable, ce qui limite la tentation d'envisager une telle frappe.

Dans le cas d'un commandant militaire qui ne cherche pas à détruire un grand nombre de lanceurs de son adversaire, mais juste un nombre suffisant pour aboutir au point de rupture qui conduira cet adversaire à renoncer à lancer une attaque, la tentation de frapper en premier est encore plus grande.

Il est bien évident que si l'Inde et le Pakistan décidaient de définir un régime de retenue, et de ne pas chercher à améliorer constamment leurs capacités pour détecter, localiser, poursuivre et détruire des cibles, ils pourraient s'assurer un niveau relativement élevé de surviabilité avec un plus petit nombre de lanceurs. Dans l'idéal, si les deux pays ne peuvent détecter, localiser et poursuivre avec une très forte probabilité de succès ne serait-ce qu'un seul des lanceurs de l'autre pays, la probabilité de détruire ne serait-ce qu'un seul des lanceurs de l'autre camp devient très faible. Chaque pays peut alors se contenter d'un plus petit nombre de lanceurs et avoir confiance dans la surviabilité de ses forces. Ce type de situation est plus stable. Cette analyse montre qu'augmenter ses forces nucléaires

n'est pas la panacée pour garantir la surviabilité de ses forces. Si p est élevé, la probabilité de détruire une grande partie des forces adverses est élevée même si le nombre total de lanceurs visés est important. La probabilité de détruire une part importante des forces adverses est négligeable seulement si p est très faible. Un régime de retenue est donc nécessaire pour garantir une faible probabilité p . C'est particulièrement vrai pour les missiles à courte portée équipés d'ogives nucléaires qui utilisent des lanceurs mobiles. Si les possibilités de localiser et viser de tels lanceurs diminuent, la probabilité de détruire ne serait-ce qu'une petite partie des forces de l'adversaire est si proche de zéro, qu'aucune première frappe ne peut être envisagée.

L'Inde et le Pakistan pourraient envisager un régime de retenue qui limiterait la mise au point de systèmes de détection et les infrastructures connexes de communication et d'analyse nécessaires pour détecter, localiser et poursuivre de petites cibles mobiles en tenant compte des vulnérabilités de leurs lance-missiles mobiles. Ils pourraient, en outre, limiter les améliorations apportées à leurs missiles en terme d'erreur circulaire probable (ECP) en limitant, par exemple, le nombre d'essais de missiles qu'ils réalisent. Une telle mesure permettrait de réduire la tentation d'utiliser des missiles contre des cibles antiformes. Enfin, sachant que les missiles à courte portée sont des cibles vulnérables, ils pourraient purement et simplement décider de les éliminer. Leurs forces de dissuasion seraient alors des missiles à longue portée dissimulés sur une partie nettement plus grande de leur territoire. Les missiles à plus longue portée ont généralement une ECP plus grande, ce qui revient à dire qu'ils sont moins précis. Leur fabrication et leur entretien coûtent, en outre, plus cher. L'utilisation de ces systèmes comme armes du champ de bataille serait donc moins intéressante tout comme l'idée d'une éventuelle frappe préemptive.

Notes

1. Gouvernement indien, Press Information Bureau, 2003, « Cabinet Committee on Security Reviews Progress in Operationalizing India's Nuclear Doctrine » (communiqué de presse), New Delhi, Press Information Bureau, 4 janvier.
2. G.S. Jones, 2000, *From Testing to Deploying Nuclear Forces: The Hard Choices Facing India and Pakistan*, RAND Issue Paper, disponible à l'adresse < www.rand.org/publications/IP/IP192/#fn31 > .
3. En anglais *splendid strike*, expression généralisée par Herman Kahn.
4. A. Tellis, 2001, *India's Emerging Nuclear Posture: Between Recessed Deterrent and Ready Arsenal*, New Delhi, Oxford University Press, p. 477 à 671.
5. Ibid., p. 311 et 312.
6. Par exemple, un article paru dans le journal pakistanais *Daily Jang* précise que des responsables militaires pakistanais surveillaient les initiatives hostiles de la part de l'Inde qui consistaient à augmenter leurs escadrons aériens et leurs navires militaires en vue d'une attaque classique préemptive contre le Pakistan. Voir Aslam Khan, 2002, « Pakistan Says India Planning Pre-Emptive Strikes », *Daily Jang* (Karachi), 30 septembre.
7. Z. Mian, A.H. Nayyar et M.V. Ramama, 1998, « Bringing Prithvi Down to Earth: The Capabilities and Potential Effectiveness of India's Prithvi Missile », *Science and Global Security*, Londres, vol. 7, n° 3, p. 333 à 360.
8. Pour une définition de ces termes, se reporter à la section « Évaluer p » de cet article.
9. Pour connaître la probabilité pour le cas où x est supérieur ou égal à L , il suffit de multiplier chacune des probabilités pour $L <= x <= N$. Si $x = N$, autrement dit si tous les lanceurs sont détruits, alors $p(x)$ équivaut tout simplement à $p(x = N) = p^N$.
10. N.K. Jaiswal, 1997, *Military Operations Research: Quantitative Decision Making*, Norwell, MA, Kluwer Academic Publishers, p. 13 à 53.
11. Aaron Karp, 1996, *Ballistic Missile Proliferation: The Politics and Technics*, New York, Oxford University Press.
12. Mian, Nayyar et Ramama, op. cit., p. 338.
13. Données de la Federation of American Scientists, disponibles à l'adresse < www.fas.org/man/dod-101/navy/docs/es310/warheads/Warheads.htm > .
14. Appelons d_w le rayon dans lequel la surpression est de 5 psi. Alors, $d_w = d_o (W)^{1/3}$, sachant que $d_o = 4$ m, la distance sur laquelle 1kg d'équivalent TNT entraîne une surpression de 5 psi, et que W est la puissance équivalente d'une arme en kg de TNT.

15. La probabilité d'anéantir un missile peut être calculée grâce à la formule suivante proposée par J.S. Przemieniecki, 1990, *Introduction to Mathematical Methods in Defense Analyses*, Washington DC, American Institute of Aeronautics. $P_a = 1 - \exp[-0.693147(d_w / CEP)^2]$.
16. S.A. Hovanessian, 1988, *Introduction to Sensor Systems*, Norwood, MA, Artech House Inc., p. 231.
17. Jaiswal, op. cit., p. 18.
18. M.A. Richardson, et al., 1997, *Surveillance and Target Acquisition Systems: Land Warfare*, 2^e éd. (Brassey's New Battlefield Weapons Systems and Technology Series, vol. 4), Londres, Brassey's Ltd., p. 171.
19. Major-General Durrani Mahmud Ali (c.r.), 2001, *Enhancing Security Through a Cooperative Border Monitoring Experiment: A Proposal for India and Pakistan*, Cooperative Monitoring Center Occasional Paper no. 21, Albuquerque, Sandia National Laboratories.
20. Jaiswal, op. cit., p. 22 et 23.
21. Federation of American Scientists Space Policy Project, Imagery Intelligence, à l'adresse suivante : < fas.org/spp/military/docops/operate/ds/images.htm#N_307_ > .
22. Lieutenant-General Gordon Fornell, commandant de la United States Air Force Electronic Systems Division.
23. Paul K. Davis, Richard Hillestad et Natalie Crawford, 1997, « Capabilities for Major Regional Conflicts », dans David Ochmanek et Zalmay Khalilzad, *Strategic Appraisal 1997*, Santa Monica, Rand. Voir < www.rand.org/contact/personal/pdavis/chapters/MR826.ch6.html > .

Repenser le désarmement et la sécurité dans une Asie du Sud nucléarisée

Iftexhar ZAMAN

L'Asie du Sud est une région de contrastes et de conflits. Cette région est celle qui connaît la plus forte concentration de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté. C'est aussi là que se trouvent certaines des forces de défense les plus importantes et les plus puissamment armées au monde. Les relations entre les deux principaux États de la région, l'Inde et le Pakistan, ont été marquées par des affrontements, des conflits et des guerres. En 1998, en s'autoproclamant des États nucléaires, ils firent de l'Asie du Sud la seule région au monde où des hostilités opposent deux pays disposant d'armes nucléaires. La liste des difficultés de l'Asie du Sud, qui était déjà longue, s'est aggravée lorsque la région s'est retrouvée en première ligne de la guerre contre le terrorisme après le 11 septembre 2001.

Les bonnes nouvelles en provenance de l'Asie du Sud sont rares. L'année 2004 a toutefois débuté différemment. À la suite d'une série de gestes de réconciliation de part et d'autre, l'Inde et le Pakistan sont convenus, en marge du sommet organisé en janvier par l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), d'engager un processus qui permettrait de rétablir la paix dans la région. De nombreux analystes voudraient croire cette fois à la détermination des dirigeants des deux pays, le Premier Ministre indien Atal Behari Vajpayee et le Président pakistanais, le général Pervez Musharraf. D'autres observateurs n'oublient toutefois pas que la région a connu récemment de nombreuses initiatives de ce type, peut-être pas de la même ampleur, et que leurs espoirs ont toujours cédé le pas à la déception.

Quoi qu'il en soit, ces nouvelles avancées interviennent dans un contexte difficile pour la paix avec les crises qui se sont multipliées et les conséquences potentielles de la nucléarisation de la région qui demeurent. Les aveux du héros pakistanais du nucléaire A.Q. Khan concernant les secrets nucléaires qu'il a communiqués à l'Iran, à la Libye et à la Corée du Nord pourraient bien n'être que la partie émergée d'un iceberg qui serait un véritable cauchemar en matière de non-prolifération. Cet article entend analyser, dans ce contexte, la problématique du nucléaire en Asie du sud en présentant les possibilités de désarmement nucléaire global et une nouvelle logique de sécurité en Asie du Sud.

Depuis le 11 septembre 2001

L'ordre international, qui était fluide au début du *xxi*^e siècle, est depuis le 11 septembre 2001 plus imprévisible et instable. Le carnage terroriste de ces attaques et les événements qui suivirent en

Iftexhar Zaman est le directeur exécutif de la Bangladesh Freedom Foundation (Dhaka). Il était auparavant le directeur exécutif du Regional Centre for Strategic Studies (Colombo) et directeur de recherche du Bangladesh Institute of Strategic Studies (Dhaka).

Afghanistan puis en Iraq ont mis en évidence la nature complexe et inextricable des nouvelles sources de menaces contre la sécurité régionale et internationale. Même si la guerre contre l'Afghanistan a été conduite par l'unique superpuissance avec d'autres acteurs internationaux majeurs, comme la Fédération de Russie et la Chine, et une majorité d'autres pays, il était évident qu'une telle coalition ne pouvait constituer une base durable pour la stabilité et la paix internationales. Ce fut encore plus évident dans le cas de l'Iraq. La guerre contre le terrorisme réussit à imposer l'apparence d'une transformation en Afghanistan et en Iraq, alors que l'objectif réel de lutte contre le terrorisme international se déroulait toujours.

L'idée selon laquelle la fin de la guerre froide permettrait d'éliminer progressivement le risque d'anéantissement nucléaire fut gravement remise en question par les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan en 1998. D'autres événements allaient suivre. Les attaques terroristes de septembre 2001 furent une chance pour les acteurs chargés du nucléaire en Inde et au Pakistan. Les craintes des États-Unis concernant la nucléarisation de l'Asie du Sud, et notamment la capacité nucléaire du Pakistan, fut inversée après les attaques du 11 septembre 2001. Tandis que les craintes de Washington concernant la prolifération et le risque de voir des engins nucléaires tomber entre les mains de terroristes ou de « groupes hostiles » s'accroissaient, le Gouvernement américain renonça clairement à sa position qui était d'amener l'Inde et le Pakistan à signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). En outre, l'importance qu'accordent les États-Unis à la mise au point de nouvelles capacités militaires, et notamment des armes à grand pouvoir de pénétration, rend plus étrange que jamais leur plaidoyer pour la non-prolifération en Asie du Sud. Selon certains observateurs, le fait que les États-Unis ont approuvé la décision du Président Musharraf d'accorder son pardon à A.Q. Khan signifie qu'un acte flagrant de prolifération peut être passé sous silence en toute impunité, selon les personnes qui le commettent ou qui en bénéficient¹.

En raison de ces différents éléments, les responsables politiques et militaires de la région sont de plus en plus réticents à faire face aux réalités quotidiennes. La course aux armements se poursuit, même si c'est illogique vu la situation sociale, économique et politique de la région. Les doctrines militaires de l'Inde et du Pakistan s'articulent aujourd'hui autour de leurs stratégies nucléaires. Pendant ce temps, la pauvreté, le dénuement et l'exclusion sociale ne cessent de s'aggraver et les communautés les plus exposées se heurtent à des dangers et des menaces toujours plus graves. Les conflits et les tensions sociales ont connu une augmentation sans précédent due à l'intolérance, à l'extrémisme et au fondamentalisme. Certaines valeurs fondamentales de la démocratie, comme les libertés publiques, les droits de l'homme, la laïcité et le pluralisme, sont plus que jamais menacées dans cette région.

Une stratégie de la corde raide

La situation politique et stratégique de l'Asie du Sud, qui ne cesse d'évoluer, est un facteur décisif pour la paix dans la région. Elle est, en outre, fortement influencée par les relations indo-pakistanaïses². L'Inde comme le Pakistan sont engagés dans une stratégie dangereuse de corde raide. Ces deux pays ont confirmé leur chauvinisme nucléaire en procédant coup sur coup à des essais de missiles. Le conflit de Kargil a été l'un des affrontements les plus intenses entre les deux pays, même s'il n'a pas débouché sur une guerre ouverte. Quelques mois après ces essais, l'Inde annonçait sa doctrine nucléaire : une triade terrestre, navale et aérienne doit permettre au pays de s'assurer une « dissuasion minimale crédible » en déployant, au cours des trois prochaines décennies, entre 350 et 400 armes nucléaires³. Il était évident que la réaction du Pakistan irait aussi dans le sens d'une escalade⁴. Le Pakistan n'a pas officiellement annoncé de document qui précise sa doctrine nucléaire. Il n'empêche que l'élément majeur de la stratégie du Pakistan est de se réserver la possibilité d'un recours en premier, ce qui lui

permet essentiellement de contrebalancer la supériorité de l'Inde au niveau de ses forces nucléaires mais aussi classiques. Le programme nucléaire du Pakistan vise essentiellement l'Inde. Le Pakistan refusera donc de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et le TICE, à moins que l'Inde ne le fasse. Il semble aussi que les vecteurs pakistanais d'armes nucléaires seront essentiellement aériens et terrestres.

La plupart des réactions internationales qui ont suivi les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan se fondaient sur l'idée reçue selon laquelle le problème nucléaire en Asie du Sud est lié au conflit qui oppose ces deux ennemis jurés. Ces essais sont aussi considérés comme une suite de la rivalité sino-indienne. Il n'empêche que la décision de l'Inde n'était qu'en partie seulement une riposte à ce qu'elle percevait comme des menaces de la part de ses voisins immédiats – la Chine et le Pakistan. Ces essais visaient aussi à affirmer la détermination de l'Inde à s'immiscer dans le « cercle fermé » des États dotés d'armes nucléaires et à s'imposer comme une puissance influente aux niveaux régional et mondial. L'Inde a suivi la règle d'adhésion au cercle : *la force prime le droit*. Le Pakistan a répliqué pour donner la preuve de son ambition à être à égalité avec son grand rival.

Les aspirations nucléaires de l'Inde comme instrument lui permettant de réaliser son vieux rêve d'être une puissance importante au niveau mondial ne sont pas nouvelles. Nehru déjà avait formulé le rôle de grande puissance que devait jouer l'Inde. Bien qu'il fut un fervent partisan du désarmement nucléaire, il a inspiré plusieurs générations de dirigeants politiques trop fiers pour accepter pour l'Inde un statut inférieur à celui de pays dont l'Inde s'estime être l'égal. Il semble aussi que le programme nucléaire de l'Inde bénéficie d'un large soutien de l'opinion⁵. Le Premier Ministre Vajpayee s'est d'ailleurs inspiré de la détermination de Nehru à faire de ce pays une grande puissance pour la déclaration qu'il a faite de sa propre initiative devant le Parlement :

L'Inde est désormais un État doté d'armes nucléaires. C'est une réalité qu'on ne peut nier. Ce n'est pas un statut que nous avons cherché à nous faire accorder, car nul ne peut l'octroyer. C'est un don fait à la nation par nos scientifiques et nos ingénieurs. *C'est ce qui est dû à l'Inde, qui représente un sixième de l'humanité*⁶ [non souligné dans l'original].

Même si les cinq puissances nucléaires reconnues ne l'ont jamais admis ouvertement, le statut lié à la possession d'armes nucléaires ne peut être sous-estimé. Selon Robert O'Neill :

Nous ne pouvons nier que les États dotés d'armes nucléaires exercent une plus grande influence dans le système international en raison précisément de ces armes dont ils disposent. Ils suscitent une plus grande attention ; ils se prennent réciproquement plus au sérieux ; leurs institutions de défense se considèrent avec plus d'attention ; et ils forment un cercle distinct, dont les membres sont les pays avec lesquels les autres nations souhaitent avoir des rapports étroits ou dont elles souhaitent attirer l'attention. C'est aussi un cercle auquel on n'adhère pas par cooptation. C'est aux impétrants qu'il incombe d'adopter un comportement digne du cercle. Les autres membres n'ont alors d'autre choix que de les reconnaître⁷.

Il convient de noter que la doctrine nucléaire de l'Inde ne désigne pas de sources précises de menace nucléaire. Sa stratégie vise toutes les puissances nucléaires, et pas seulement le Pakistan et la Chine. Il est clair que l'Inde déploiera ses armes contre « tout État ou entité » qui la menacerait. Par conséquent, sa dissuasion « minimale » et « crédible » concerne tous les États qui possèdent des armes nucléaires. Presque personne occupant un poste à responsabilités en Inde ne pourrait admettre l'emploi de telles armes contre l'une de ces puissances ; ce qui motive la politique indienne c'est plutôt la volonté d'accéder à un statut d'égalité avec ces pays. Quant à la stratégie du Pakistan, qui est axée contre l'Inde, elle consiste à acquérir le nombre d'ogives « nécessaire » non seulement pour exercer une action dissuasive sur l'Inde, mais aussi pour être efficace dans le cas où le pays déciderait de frapper en premier. En conséquence, le nombre jugé nécessaire sera toujours susceptible de changer.

La menace terroriste

Comme nous l'avons dit précédemment, les attaques terroristes contre les États-Unis en 2001 ont relancé les craintes au sujet de la prolifération des armes de destruction massive, et notamment des armes nucléaires. Même s'il n'existe pour l'heure aucune preuve irréfutable, de nombreux analystes et experts stratégiques soupçonnent des organisations terroristes, comme Al-Qaida, de pouvoir se procurer, ou d'avoir déjà à leur disposition, des armes de destruction massive. Si c'était le cas, les conséquences pourraient être encore plus dramatiques que celles du 11 septembre 2001 – une bombe nucléaire rudimentaire pourrait tuer en un instant jusqu'à 100 000 personnes, et exposer plusieurs milliers d'individus plus vulnérables à une mort lente due aux rayonnements. Selon certains rapports, Al-Qaida aurait l'intention de perpétrer aux États-Unis une catastrophe semblable à Hiroshima. Les documents selon lesquels certains anciens scientifiques nucléaires pakistanais auraient été en contact avec Al-Qaida sont tout aussi inquiétants. Même si les experts s'accordent généralement à dire que les armes nucléaires sont difficiles à voler et que les possibilités sont minces que des organisations terroristes se procurent des engins nucléaires prêts à être utilisés, la nécessité de renforcer la sécurité et le contrôle des capacités et des arsenaux nucléaires sont plus urgents que jamais.

Tout aussi inquiétant est le risque d'une attaque radiologique meurtrière. Des terroristes pourraient facilement fabriquer une bombe radiologique (ou bombe sale) et utiliser des explosifs pour disperser des matières radioactives. Il est, en effet, plus facile de se procurer les matières radioactives nécessaires pour une bombe sale que de l'uranium ou du plutonium. Une bombe radiologique n'aurait pas des effets aussi dévastateurs qu'une bombe nucléaire, mais tuerait des milliers de personnes selon la densité de population de la zone touchée. L'explosion d'une telle bombe rendrait impossible toute vie dans cette zone pendant plusieurs mois et entraînerait un risque majeur de cancers pendant des décennies.

L'objectif premier est donc d'empêcher la prolifération, les vols et l'acquisition, sur le marché noir, de matières nucléaires ou radioactives. Pour s'attaquer à ce problème au niveau régional, l'Inde et le Pakistan pourraient conclure des accords de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Leurs installations et leurs capacités nucléaires – civiles et militaires – devraient alors se conformer au système de garanties renforcé de l'AIEA. L'Inde et le Pakistan devraient, par ailleurs, s'engager à adopter des mesures rigoureuses de contrôle des exportations. Il est aussi très important de garantir la protection physique et des mesures de sécurité pour les installations et les matières nucléaires conformément aux recommandations et aux directives de l'AIEA. C'est impératif pour empêcher les transferts de matières et de technologies à des acteurs non étatiques. La façon dont l'Inde et le Pakistan ont réitéré leur engagement de ne pas attaquer leurs installations nucléaires respectives montre qu'un accord de coopération est envisageable en matière de sûreté et de sécurité nucléaires conformément aux normes de l'AIEA. Quant au Bangladesh – qui dispose, pour des activités civiles, d'une petite capacité nucléaire ne pouvant être utilisée à des fins militaires –, il doit lui aussi renforcer rigoureusement ses mesures de sûreté et de sécurité pour éviter tout événement dangereux.

Vers le désarmement nucléaire

Si les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan sont une indication pour l'avenir, il faut en conclure que le régime actuel de non-prolifération nucléaire ne pourra être préservé si aucun progrès n'intervient dans le domaine du désarmement nucléaire. L'engagement fondamental qui sous-tend le régime international de non-prolifération, en particulier le TNP et un certain nombre d'initiatives comme le TICE, le Traité d'arrêt de la production de matières fissiles (FMCT) et les zones exemptes d'armes nucléaires, est celui d'élimination totale des armes nucléaires, conformément à l'Article VI du TNP.

Selon le rapport de la Commission de Canberra :

Les armes nucléaires sont détenues par une poignée de pays qui font valoir que ces armes procurent des avantages uniques sur le plan de la sécurité, mais se réservent exclusivement le droit d'en posséder. Cette situation hautement discriminatoire est instable et ne peut continuer. La possession d'armes nucléaires par un pays ne peut qu'inciter d'autres États à chercher à s'en doter⁸.

Les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan illustrent parfaitement cette affirmation. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ), se référant à l'Article VI du TNP, invite les parties à conclure un accord de désarmement nucléaire général et complet : « Il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. »⁹. Aucune avancée significative n'a été enregistrée dans ce sens. Si les États-Unis et la Fédération de Russie ont pris des mesures pour réduire leurs arsenaux nucléaires, ils conservent un avantage considérable sur les autres États dotés d'armes nucléaires. Il est d'ailleurs peu probable que ces derniers décident de mesures concrètes de réduction de leurs armements nucléaires tant que les stocks américains et russes ne seront pas ramenés à des niveaux comparables aux leurs – ce qui est également peu probable. D'où le cercle vicieux. L'objectif d'une véritable non-prolifération ne pourra être atteint tant que les puissances nucléaires « reconnues » ne manifesteront qu'un intérêt de pure forme pour les engagements pris en vertu de l'Article VI du TNP.

L'objectif d'une véritable non-prolifération ne pourra être atteint tant que les puissances nucléaires « reconnues » ne manifesteront qu'un intérêt de pure forme pour les engagements pris en vertu de l'Article VI du TNP.

Il convient de saisir la différence entre ce qui est souhaitable et ce qui est réalisable. S'il est évidemment souhaitable (mais peu probable) que l'Inde et le Pakistan reviennent, de leur propre gré, à la situation qui prévalait jusqu'en 1998, il est toutefois possible d'étudier comment empêcher la situation de s'aggraver. Un scénario de retour en arrière est peu probable car le Pakistan ne renoncera pas à l'option nucléaire si l'Inde ne fait pas de même, et l'Inde ne le fera pas tant que la Chine et les autres États dotés d'armes nucléaires n'avanceront pas clairement dans le sens d'une élimination complète des armes nucléaires. Si le programme nucléaire du Pakistan est une réponse directe à celui de l'Inde, les ambitions nucléaires de cette dernière ne visent que partiellement les menaces d'un pays en particulier et sont davantage liées au problème global des armes nucléaires. L'Inde a bien fait comprendre que la situation actuelle d'asymétrie nucléaire qui lui est défavorable est inadmissible.

Une possibilité serait que l'Inde et le Pakistan gèlent leurs programmes nucléaires à leurs niveaux actuels et renoncent à fabriquer et à déployer des armes pendant une période déterminée, tandis que les cinq États dotés d'armes nucléaires pourraient s'engager et prévoir un plan d'action pour un calendrier progressif de désarmement nucléaire universel. Tous les États dotés d'armes nucléaires pourraient convenir d'une limite maximale pour le nombre de dispositifs explosifs nucléaires disponibles à une date déterminée. Selon cet accord, ils s'engageraient ensuite à réduire, en plusieurs temps, leurs arsenaux respectifs pour atteindre un jour le niveau zéro.

Cela peut sembler ambitieux, voire irréel, car jusqu'à présent aucun État doté d'armes nucléaires ne s'est intéressé sérieusement à l'élimination des armes nucléaires. Il n'empêche que la nucléarisation de l'Inde et du Pakistan a clairement montré que le mouvement de non-prolifération et le TNP sur lequel il repose ne se justifient que si les États dotés d'armes nucléaires s'acquittent des engagements qu'ils ont pris dans le sens de l'élimination complète des armes nucléaires. En conséquence, si le processus d'examen du TNP veut être plus qu'un simple rituel, et si la Conférence d'examen de 2005 veut être constructive, il ne faut pas seulement empêcher la prolifération en dehors des États dotés d'armes nucléaires, mais s'intéresser plus précisément à l'Article VI du Traité pour définir un plan qui permettra l'élimination complète des armes nucléaires.

Entre-temps, l'Inde et le Pakistan, qui ne peuvent être considérés comme des États dotés d'armes nucléaires dans le cadre actuel du TNP, pourraient peut-être signer un protocole par lequel ils accepteraient les obligations du TNP, y compris les garanties et les contrôles des exportations. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud pourrait être aussi envisagée ; elle couvrirait les territoires des sept pays sud-asiatiques – le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka – avec la possibilité d'étendre cette zone à l'Afghanistan, à l'Iran et à d'autres pour réaliser la zone exempte d'armes nucléaires proposée pour l'Asie centrale.

Si le Pakistan s'inquiète des capacités d'armement nucléaire de la Chine, l'Inde est aussi inquiète à l'égard de la Chine que des autres puissances nucléaires reconnues. L'idée d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud a été avancée. Il faudrait toutefois que les États dotés d'armes

Si le Pakistan s'inquiète des capacités d'armement nucléaire de la Chine, l'Inde est aussi inquiète à l'égard de la Chine que des autres puissances nucléaires reconnues.

nucléaires s'engagent à respecter dans un délai précis les dispositions de l'Article VI du TNP pour que les pays d'Asie du Sud, et notamment l'Inde, acceptent de geler leurs programmes, d'y renoncer, voire, de créer une zone exempte d'armes nucléaires. Nonobstant leur statut de pays ayant procédé à des essais, l'Inde et le Pakistan pourraient convenir, avec d'autres membres de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud, de ne pas mettre au point, fabriquer, stocker, déployer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ni chercher à contrôler de telles armes ou de tels dispositifs explosifs en quelque lieu que ce soit. Les États parties pourraient aussi s'engager à respecter rigoureusement leur engagement de ne pas effectuer d'essai nucléaire ou d'autre explosion nucléaire, et de ne pas aider d'autres États à en réaliser. Ils pourraient convenir de ne pas autoriser d'autres États à procéder à l'évacuation de déchets radioactifs en quelque lieu du territoire de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.

Rien de tout cela ne sera possible si la défiance qui existe entre l'Inde et le Pakistan ne cède le pas à une plus grande confiance. Les instruments qui existent aujourd'hui ne sont pas suffisants pour instaurer la confiance, établir des canaux de communication et favoriser la transparence de l'information entre les deux voisins particulièrement hostiles. De surcroît, très peu de ces instruments ont été dûment appliqués. En réalité, l'Inde et le Pakistan sont loin d'avoir trouvé un schéma pacifique et efficace susceptible de tenir compte de leurs griefs respectifs liés à la partition du sous-continent en 1947. Il convient de poursuivre les initiatives engagées à Islamabad, en janvier 2004, pour trouver des solutions politiques et diplomatiques aux différends qui subsistent entre les deux pays. Des mesures visant à promouvoir les relations économiques et commerciales entre les deux pays pourraient aussi favoriser l'apparition d'intérêts communs et servir de base à l'instauration d'une confiance réciproque. L'Inde et le Pakistan pourraient aussi engager un dialogue ouvert pour se tenir informés des possibilités et des problèmes concernant les questions clés dans une optique plus positive qui favoriserait une meilleure compréhension entre les deux pays. Les moyens d'informations – qu'ils soient imprimés ou électroniques – ont un rôle important à jouer, s'ils renoncent à la tradition qui consiste à diaboliser l'autre et optent pour une stratégie davantage tournée vers l'avenir. Les mesures de confiance au niveau bilatéral devront être complétées par des mesures régionales. La perspective d'un nouvel élan pour l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) à la suite du sommet d'Islamabad est de bon augure dans ce contexte ; il importe donc d'agir de concert pour aller de l'avant.

Les expériences indiennes et pakistanaïses en matière d'essais nucléaires soulignent la nécessité de multiplier les initiatives internationales dans le sens d'un instrument international juridiquement contraignant pour donner aux États non dotés d'armes nucléaires des garanties de sécurité complètes et précises. Les réactions modérées des plus petits pays de la région suite à ces essais nucléaires s'expliquent essentiellement par le fait qu'ils ne peuvent ou ne veulent s'aliéner l'Inde ou le Pakistan, surtout qu'ils craignent d'être pénalisés au niveau de leurs relations bilatérales. Leurs réactions furent modérées aussi par le fait qu'il n'existe pas d'instrument international juridiquement contraignant qui

définisse de garanties de sécurité contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires. L'absence d'un tel instrument est injustifiée surtout après l'Avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice.

Repenser la sécurité

Les stratégies et doctrines nucléaires de l'Inde et du Pakistan cadrent mal avec la réalité. L'Inde envisage de créer une triade de forces terrestres, navales et aériennes. Or, l'idée de cette triade – et les vecteurs complexes qu'elle implique – ne se justifie non pas tant par une étude poussée qui l'aurait déterminée comme le moyen pour l'Inde de garantir sa sécurité et sa stabilité, que par la volonté de rivaliser avec les plus grandes puissances nucléaires.

En ne précisant pas ce qui constitue un « niveau minimum de dissuasion » et en préconisant une force de riposte énergique et opérationnelle, cette doctrine a ouvert la voie à une augmentation sans fin des capacités. Il se trouvera toujours quelqu'un pour juger qu'un nombre x d'armes est insuffisant. Ajoutons que les forces indiennes ne seront pas les seules à se multiplier. Le Pakistan réagira, et la Chine peut-être aussi, ce qui conduira l'Inde à renchérir, et ainsi de suite. Les surenchères se multiplieront, au nom d'une sécurité accrue, entraînant en réalité une plus grande insécurité.

Plus important encore, cette doctrine ne cadre pas avec les connaissances actuelles de la problématique de sécurité nationale. Elle néglige toute une série de facteurs pour ne s'intéresser qu'aux aspects qualitatif et quantitatif de la dissuasion nucléaire. L'Inde et le Pakistan n'ont pas besoin de doctrines nucléaires, mais de stratégies de sécurité nationale qui tiennent compte des différents aspects de la sécurité, autrement dit des questions politiques, sociales et économiques, ainsi que de défense. Les discours de l'Inde et du Pakistan en matière de sécurité, et des autres pays d'Asie du Sud, ont toujours été faussés parce que l'accroissement des forces militaires et de défense est considéré comme un moyen de s'imposer et comme un élément de statut et de pouvoir. Cette vision est erronée et dépassée. Les pays d'Asie du Sud doivent adopter des stratégies de défense non offensives et renoncer à considérer l'état de préparation des forces de défense comme un instrument de projection de puissance, afin d'éviter les relations extérieures et de sécurité conflictuelles.

L'Inde et le Pakistan n'ont pas besoin de doctrines nucléaires, mais de stratégies de sécurité nationale qui tiennent compte des différents aspects de la sécurité, autrement dit des questions politiques, sociales et économiques, ainsi que de défense.

Le débat sur la nature de l'ordre mondial ne devrait donner aucun résultat pendant encore quelque temps. La logique internationale classique en matière de sécurité a cédé le pas à une nouvelle réflexion. Envisager les intérêts des hommes d'un point de vue purement géopolitique revient à limiter les relations internationales à celles qui existent entre les États, ce qui conduit souvent à ignorer le point de vue des personnes. Le discours axé sur les États est très incomplet et insuffisant vu le nouveau contexte. Les questions à l'ordre du jour sont toujours plus nombreuses et comprennent, d'une part, des problèmes transnationaux, comme le terrorisme international et, d'autre part, toute une série de questions de développement, comme la démocratisation et la stabilité politique interne, les problèmes liés aux conflits intérieurs notamment dans les sociétés multiculturelles, les droits de l'homme, la protection de l'environnement et d'autres questions connexes. Tous ces sujets remettent en question les capacités de l'État. Ils ont engendré l'apparition de nombreux acteurs non gouvernementaux qui exercent le pouvoir, poursuivent des objectifs politiques, cherchent à servir les intérêts des populations et à influencer les politiques et pratiques des États, y compris en matière de politique étrangère.

Une nouvelle société civile transnationale s'intéresse peu à peu à la politique mondiale et pourrait entraîner des changements considérables. Elle comprend les nouveaux mouvements sociaux qui

défendent les droits de l'homme, les libertés publiques, la justice sociale, la protection de l'environnement, le règlement des conflits et la paix en dehors des structures politiques classiques. Certains éléments laissent à penser que ces mouvements vont jouer un rôle toujours plus important pour ce qui est d'influencer le comportement des États et, partant, le système international.

Le discours des relations internationales a ainsi évolué, passant d'une attitude classique, de discours exclusifs et élitistes de hauts responsables politiques axés sur les États, à une position plus large où les points de vue et les préoccupations des citoyens et des acteurs non étatiques, comme les organisations de la société civile, sont pris en compte. Il importe de repenser la politique étrangère et la sécurité selon le point de vue des citoyens, et d'envisager les intérêts et les préoccupations des acteurs non étatiques comme des éléments essentiels et non pas secondaires pour définir les objectifs et les stratégies de la politique étrangère et de la diplomatie.

À cause de leur nucléarisation, l'Inde et le Pakistan – et partant le reste de l'Asie du Sud – sont aujourd'hui moins sûrs qu'avant. Peu importe la raison du déploiement de ces armes, ce qui est certain c'est qu'elles ne permettront pas de résoudre les problèmes de sécurité des personnes qui vivent dans cette région, ni de favoriser la stabilité, le développement et la coopération au niveau régional. Dans cette situation, il convient de renforcer les mouvements régionaux de la société civile. Les ONG et les autres acteurs de la société civile sont de plus en plus présents et efficaces. Les organisations de la société civile et les ONG peuvent jouer un rôle important, en mobilisant par exemple l'opinion publique pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud. Les ONG peuvent essayer de convaincre les gouvernements que la sécurité aura plus à gagner de l'élimination globale des armes nucléaires que de leur existence.

La société civile peut aussi prendre l'initiative de mettre en évidence les énormes difficultés qu'ont les pays d'Asie du Sud, y compris l'Inde et le Pakistan, à développer l'économie de leurs pays et à favoriser le changement social. La nucléarisation de la région et l'augmentation des dépenses militaires mobilisent des ressources, ce qui ne peut qu'affaiblir leur capacité à engager des politiques économiques et sociales judicieuses. Dans cette région, l'opinion publique doit être informée des risques cataclysmiques qu'implique la nucléarisation. Les organisations de la société civile devraient faire pression sur les gouvernements pour qu'ils renoncent aux risques de relations conflictuelles et favorisent la stabilité et la paix nécessaires pour le développement et le changement social. Les mouvements de la société civile pourraient déjà exiger une plus grande transparence et un véritable débat public sur le sujet des dépenses de défense, et insister plus particulièrement sur les coûts d'opportunité. Les initiatives civiques ne réussiront peut-être pas à libérer la région des armes nucléaires dans un avenir prévisible, mais elles peuvent au moins soutenir les initiatives visant à repenser la sécurité et à favoriser un discours davantage axé sur les personnes.

Notes

1. Le Secrétaire d'État américain Colin Powell a déclaré : « C'est une affaire qui concerne M. Khan, qui est un citoyen pakistanais, et le Gouvernement de ce pays. » Il a ajouté : « La décision qu'il [Musharraf] a prise est ce qu'il a jugé approprié, et il a expliqué en détail sa position », *The Daily Star* (Dhaka), 8 février 2004.
2. S'agissant des questions politiques et stratégiques majeures, voir Iftekhar Zaman, 1998, « South Asian Security: Multi-Dimensional Concern and Approach », dans Paul Stares (sous la direction de), *The New Security Agenda: A Global Survey*, Tokyo, Japan Center for International Exchange et Brookings Institution Press.
3. Outre les projets de fabrication et de déploiement d'armes visant à garantir une dissuasion minimale crédible, le projet de doctrine nucléaire de l'Inde – considéré par beaucoup comme un instrument électoral – comprend l'engagement, auquel les médias ont fait largement écho, de ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire et celui

de ne pas utiliser de telles armes contre des États non dotés d'armes nucléaires. Le nombre d'armes indiqué a été donné par Bharat Karnad, membre du Conseil consultatif national de sécurité qui a préparé le projet de doctrine, cité dans *The Daily Star* (Dhaka), 23 août 1999.

4. Kanti Bajpai, 1999, « A Flawed Doctrine: Undermining India's Nuclear Posture », *The Times of India* (New Delhi), 7 septembre.
5. Voir, par exemple, Amitabh Mattoo, 1999, « India's Nuclear Policy in an Anarchic World », dans Amitabh Mattoo (sous la direction de), *India's Nuclear Deterrent: Pokhran II and Beyond*, New Delhi, Har-Anand, p. 11 à 18.
6. Déclaration du Premier Ministre Shri Atal Bihari Vajpayee devant le Parlement, le 27 mai 1998, par. 10, distribué par la Indian High Commission au Sri Lanka.
7. Robert O'Neill, 1998, « The Problem of Nuclear Weapons Proliferation », p. 8. (présentation lors de la Conférence on Urgent Actions on Nuclear Non-Proliferation and Disarmament, organisée par le Japan Institute of International Affairs et le Hiroshima Peace Institute, Tokyo, 30-31 août 1998).
8. Commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires, 1996, *Report of the Canberra Commission on the Elimination of Nuclear Weapons*, Canberra, p. 7, à l'adresse < www.dfat.gov.au/cc/cchome.html > .
9. Cité dans Jayantha Dhanapala, 1996, « A Strengthened Review Process for the NPT » (présentation lors d'un séminaire international organisé à Kyoto en décembre 1996).

Le programme d'aide à la réduction des armes légères et de petit calibre au Cambodge : les résultats après quatre années d'action sur le terrain

En décembre 1998, les États membres de l'Union européenne convinrent d'une action commune et décidèrent de contribuer à la lutte contre la prolifération et l'accumulation déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre. Le Gouvernement royal cambodgien, qui avait déjà engagé son propre programme de collecte d'armes, fut l'un des premiers pays à faire part de sa volonté d'engager, avec l'Union européenne, un vaste programme de réduction des armes légères et de petit calibre. Le Programme de l'Union européenne d'aide à la réduction des armes légères et de petit calibre au Cambodge (EU ASAC) débuta en mars 2000.

Le 15 novembre 2001, le Conseil des ministres de l'Union européenne reconduisit le projet pour une deuxième année, en précisant que d'autres mesures pourraient être décidées après une évaluation. Les conclusions de l'évaluation réalisée en mai 2002 firent état de résultats clairement positifs. En novembre 2002, sur une demande du Gouvernement royal cambodgien, le Conseil de l'Union européenne prolongea pour une année supplémentaire le projet. Les résultats de ce programme très remarqué conduisirent, en novembre 2003, à une troisième reconduction pour une année.

Les éléments du programme

Le programme EU ASAC comprend aujourd'hui six éléments qui ont évolué depuis la conception initiale du projet en 1999 :

- Une loi sur les armes et des textes d'application ;
- L'enregistrement et le stockage dans des conditions sûres des armes des forces de police et militaires ;
- La sensibilisation de l'opinion publique et le renforcement des capacités des organisations de la société civile pour lutter contre les dangers des armes et de la violence ;
- Des projets de restitution volontaire des armes, ainsi que des mesures d'incitation pour le développement des communautés, la formation et le soutien des forces de police et le renforcement des capacités des conseils de communes ;
- La destruction des armes (collectées et en surplus) ;
- Le repérage et la destruction des caches d'armes dans les zones retirées.

LA LÉGISLATION SUR LES ARMES

L'avant-projet de loi sur les armes préparé par le Gouvernement royal cambodgien entre juin et août 2000 vise à remplacer le sous-décret 38 adopté en avril 1999 et la loi contre les armes à feu de 1993 de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge¹. Il a fait l'objet d'un large débat au sein du gouvernement et de la société civile, avec le soutien du programme EU ASAC. Le texte a été approuvé par le Conseil des ministres, le 16 mai 2002, puis transmis à l'Assemblée nationale du Cambodge, le 10 octobre 2002 par le Premier Ministre Hun Sen. Les projets de textes d'application ont été soumis au Ministère de l'intérieur et au Ministère de la défense nationale, en avril 2002. Après une longue pause due aux élections nationales de juillet 2003 et les négociations qui ont suivi pour la formation d'un nouveau gouvernement, il faut espérer que la loi sera adoptée en 2004 et qu'un accord sera ensuite trouvé très rapidement pour les textes d'application.

L'ENREGISTREMENT ET LE STOCKAGE DES ARMES DES FORCES DE POLICE ET MILITAIRES

Les armes qui sont prêtées, utilisées ou vendues illégalement et celles qui sont volées des stocks officiels d'armes collectées ou en surplus représentent la principale menace qui pèse sur la sécurité au Cambodge. Réduire ces « fuites » est une priorité absolue pour tout programme complet de gestion des armes.

Depuis 2001, l'enregistrement des armes est informatisé, les armes militaires sont stockées dans des conditions sûres dans deux régions militaires, et deux dépôts nationaux ont été en partie rénovés. En août 2003, EU ASAC a conclu un accord sur l'extension du projet à une autre région militaire. Au cours des trois prochaines années, le Gouvernement royal cambodgien entend assurer la sécurité du stockage des armes dans les trois autres régions militaires et au sein de la gendarmerie royale, de la marine et de l'armée de l'air. En quatre ans, le programme EU ASAC a fourni des installations sûres de stockage pour plus de 90 000 armes militaires qui vont permettre au Gouvernement royal cambodgien de connaître, pour la première fois, le nombre exact d'armes et de munitions qui se trouvent sous son contrôle et où elles se trouvent.

L'enregistrement des armes et leur stockage dans des conditions sûres est aussi une priorité pour la police nationale. Dans le cadre d'un projet pilote du programme EU ASAC, le Ministère de l'intérieur dispose, depuis 2003, d'un dépôt national pour le stockage des armes à long terme et trois provinces (Phnom Penh, Kandal et Kampong Speu) bénéficient de petits dépôts de stockage à moyen terme et de systèmes informatiques d'enregistrement. Les postes de police de ces trois provinces ont été équipés de dispositifs permettant un stockage sûr des armes à court terme.

SENSIBILISER L'OPINION PUBLIQUE ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Au Cambodge, les organisations locales de la société civile² sont encore à un stade élémentaire, à l'exception de celles liées aux pagodes bouddhistes. Depuis 1998, le processus Seila³ a favorisé la création de comités de développement des villages dans la plupart des 24 provinces du pays. Il existe aussi, au niveau local et national, de nombreuses ONG actives et efficaces qui découlent d'initiatives individuelles khmères ou qui reflètent l'influence d'un donateur.

Chacun de ces groupes a quelque chose à apporter à la société cambodgienne. Le programme EU ASAC travaille à tous les niveaux pour s'assurer une large collaboration. Comme il

est préférable qu'un grand nombre de voix s'élèvent pour favoriser la prise de conscience de l'opinion et le respect du droit, toutes les composantes de la nation ont un rôle à jouer. En ce sens, le partenariat entre le projet EU ASAC et les principales ONG nationales est particulièrement efficace⁴.

Fin 2003, EU ASAC a lancé un programme pilote axé sur les conseils municipaux⁵ dont le but est de développer les capacités des institutions civiles pour traiter les questions de sécurité. En raison du climat politique troublé, les conseils municipaux n'ont pas encore réussi à définir des normes de sécurité ni à imposer leur autorité pour ce qui touche aux forces de police. Progresser dans ce sens est une priorité immédiate en raison notamment du danger généralisé que représentent, au niveau local, les armes, les explosifs et les mines terrestres. C'est la raison pour laquelle EU ASAC a engagé un partenariat avec le Centre cambodgien de déminage – le programme officiel de déminage du Gouvernement royal cambodgien – afin d'élaborer des directives pour les conseils municipaux et les forces de police.

DES PROJETS DE RESTITUTION VOLONTAIRE DES ARMES

Les programmes de restitution volontaire des armes impliquent généralement des mesures d'incitation. EU ASAC a proposé des projets de développement pour les communautés en échange d'armes, autrement dit des projets « armes contre développement ». En 2000, une étude de faisabilité fut réalisée pour trois provinces : Kracheh⁶ et Pursat⁷ étaient celles qui présentaient les meilleures chances de succès. Deux projets pilotes furent réalisés entre février 2001 et novembre 2002. Les zones concernées furent choisies selon les priorités du Gouvernement royal cambodgien, le niveau local d'insécurité, la coopération des autorités provinciales, la disponibilité de partenaires professionnels pour le développement et la volonté des communautés locales de remettre volontairement les armes aux autorités⁸.

Ces deux projets suivaient une démarche parfaitement intégrée qui se fondait sur quatre éléments interdépendants : la sensibilisation de la population, le programme proprement dit, le soutien à la police locale, et des mesures d'incitation pour le développement des communautés. La destruction des armes figurait aussi dans l'accord conclu avec chaque gouverneur de province. Des directeurs locaux kmers ont supervisé les deux projets pilotes qui ont convaincu les communautés locales de remettre aux autorités locales environ 6 000 armes et 20 000 munitions.

Une amnistie totale sur toutes les armes remises aux autorités (à condition que celles-ci ne soupçonnent pas la personne ou l'arme en question d'avoir été impliquée dans un crime grave) est une condition essentielle à la réussite de tout programme de restitution volontaire.

À cause de l'inquiétude généralisée de la population civile s'agissant de la capacité des forces de police locales à garantir la sécurité, les armes illégales ont été largement conservées. Le renforcement des capacités de la police par une formation et des équipements de base (comme des radios, des motos, des vélos, ou du matériel de bureau) est devenu un élément incontournable des mesures prises dans le cadre du programme EU ASAC. La formation vise à améliorer les qualités professionnelles ainsi que la communication et les relations entre les forces de police et la communauté. En octobre 2003, un programme de formation a débuté dans neuf provinces ; il concerne les officiers de police au niveau des communes et des districts et a été organisé conjointement par le Ministère de l'intérieur, le programme EU ASAC et trois ONG nationales⁹.

Dans les provinces de Kracheh et de Pursat, des aides financières ont été versées aux familles des policiers pour réduire les risques de corruption. Cette expérience est également tentée dans la province de Preah Vihear où les familles des policiers bénéficient d'une éducation en matière de nutrition et de potagers grâce à un partenariat entre Helen Keller International, EU ASAC, Japan Centre for Conflict Prevention et les autorités locales.

En 2002 et 2003, des projets plus petits ont été réalisés dans certains districts de neuf provinces où les combats avaient été particulièrement violents. Les activités de sensibilisation de l'opinion menées par les ONG locales et nationales ont permis d'insister sur l'illégalité des armes, de renforcer la confiance dans les compétences croissantes de la police et de s'assurer que la police rurale et les communautés concernées avaient bien compris l'amnistie sur les armes. De petites quantités d'armes ont été collectées dans ces zones.

Le réseau associatif est faible dans la société khmère. Les réseaux constitués dans le cadre de ce programme mettent davantage l'accent sur les questions de « sécurité humaine » que sur une acception plus étroite de la « sécurité physique ». Tous les acteurs de la communauté, y compris les autorités politiques et de sécurité, la société civile et les villageois participent aux réunions qui sont généralement la première occasion qu'ont les communautés d'évoquer, avec la police et les autorités locales, les questions de sécurité.

Des munitions non explosées telles que des munitions d'armes légères et de petit calibre, des grenades, des roquettes, des mortiers et des mines, sont remises en très grandes quantités aux forces de police au Cambodge. Le programme EU ASAC associe certaines de ses activités de sensibilisation avec celles des organismes de déminage¹⁰. Ce qui est particulièrement inquiétant c'est l'état des installations de stockage dont disposent les forces de police locales pour les armes, les explosifs et les munitions, et la nécessité pour les communautés locales de se protéger.

LA DESTRUCTION DES ARMES

Le programme de destruction d'armes du Gouvernement royal cambodgien a débuté le 5 mai 1999, date à laquelle le Premier Ministre a assisté à la destruction publique d'environ 4 000 armes à feu. En mars 2000, la priorité accordée par le Gouvernement royal cambodgien à cette question diminua progressivement après que 36 505 armes eurent été détruites. Le programme de destruction reprit avec le soutien du projet EU ASAC pour une « Flamme de la paix » symbolique à Pursat en février 2001.

En avril 2001, 8 471 armes furent détruites lors d'une Flamme de la paix organisée dans la province de Kompong Thom. Cet événement fut un catalyseur pour des négociations dans d'autres provinces. Au 30 septembre 2003, le programme EU ASAC avait aidé le Gouvernement royal cambodgien à détruire un total de 74 656 armes, lors de 24 cérémonies organisées dans 13 provinces. Le Gouvernement royal cambodgien a donc détruit 112 170 armes à feu depuis 1999. En décembre 2002, David de Beer, aujourd'hui directeur de programme, remettait au Vice-Premier Ministre et Co-Ministre de l'intérieur, S.E. Sar Kheng, la 100 000^e arme détruite.

Les cérémonies de Flamme de la paix organisées au Cambodge ont rassemblé des milliers d'habitants ainsi que des représentants des administrations nationales et provinciales. Ces cérémonies publiques aident les gens à croire dans la paix et la sécurité à long terme et à renoncer à leurs propres armes à feu. Les Flammes de la paix ont été largement couvertes par les médias khmers et internationaux et le fait que le Vice-Premier Ministre Sar Kheng ait été souvent présent est le signe d'un soutien politique de haut niveau pour ce processus.

Les événements de destruction d'armes sont des indicateurs de succès importants pour un programme de consolidation de la paix. Dans l'idéal, la destruction publique des armes détenues illégalement par des civils à l'endroit où elles ont été collectées devrait renforcer la confiance dans le processus de paix, mais certaines considérations d'ordre pratique ou politique peuvent entrer en ligne de compte. Il faut parfois mélanger les stocks d'armes, car il faut un feu qui dégage une chaleur suffisamment élevée pour déformer les armes. Le feu est une méthode de destruction efficace à partir de 2 000 armes.

Les processus politiques se déroulent rarement sans encombre. La destruction des stocks d'armes excédentaires du Ministère de la défense passe par des négociations délicates avec le responsable de la région militaire concernée. Quant à la destruction des armes illégales collectées auprès de la population civile et qui sont détenues par le Ministère de l'intérieur, elle implique aussi des négociations avec les gouverneurs de province et les commissaires de police des provinces. Aucun de ces deux ministères ne veut procéder à des destructions conjointes. Pour pouvoir détruire des armes, il faut obtenir une autorisation de la part de la Commission nationale pour la réforme et la gestion des armes et des explosifs, créée par le Gouvernement royal cambodgien avec l'aide du programme EU ASAC dans le but de centraliser les informations nécessaires pour les discussions interministérielles sur les questions de gestion des armes légères. Malgré les efforts de la Commission nationale, des considérations politiques et l'emploi du temps des hauts représentants de l'État retardent souvent la date des cérémonies de destruction.

LA DESTRUCTION DES CACHES D'ARMES

Alors que la paix se stabilise au Cambodge, les caches d'armes représentent une menace grave pour la stabilité locale et nationale. Dans les années 90, la plupart de ces armes furent dissimulées par les différentes factions en guerre dans des zones montagneuses retirées. Le programme s'est fixé comme priorité de les découvrir et les détruire. Comme elles se trouvent dans des zones éloignées et à cause de la présence de pièges, de mines et de munitions non explosées, EU ASAC doit étudier de nouvelles méthodes de destruction sur place. Un atelier mobile a été créé, pour permettre la destruction des armes là où elles sont collectées quand les anciens combattants révèlent leur emplacement. Le 21 mai 2003, EU ASAC a conclu un accord avec le Gouvernement royal cambodgien pour débiter ce programme sur les caches d'armes.

Inscrire les projets « armes contre développement » dans un cadre plus large de développement

Comment évaluer un projet de micro-désarmement ? Les premiers indicateurs sont une plus grande sécurité physique et une meilleure sécurité humaine ; ils dépendent du nombre d'armes détruites, du recul des infractions violentes et d'une reprise du développement économique. Près de quatre ans après le début des travaux sur le terrain, le projet EU ASAC est assez satisfait des résultats obtenus en matière de destruction d'armes. Les tendances de la criminalité et de l'investissement économique sont moins faciles à évaluer et ne dépendent pas uniquement des activités du projet EU ASAC.

Les améliorations au niveau de la sécurité humaine doivent être jugées selon des indicateurs économiques et sociaux. Selon la doctrine de la « sécurité d'abord », les conflits violents provoquent de graves perturbations économiques. La violence freine le commerce et réduit la production agricole et industrielle, elle détruit les infrastructures et entraîne des déplacements massifs de population. Pour relancer l'activité économique, il faut d'abord restaurer la sécurité. Lorsque la sécurité est renforcée, l'ampleur de la reprise de l'activité économique peut être un indicateur intéressant.

La présence d'armes légères et de petit calibre dans la population civile complique la tâche de la lutte contre la pauvreté, qu'il s'agisse du financement ou de l'élaboration d'un programme, ou de sa mise en œuvre, de son contrôle ou de son évaluation. L'usage illégal des armes légères peut affecter la répartition de l'aide au développement entre l'aide humanitaire et les secours d'urgence et fausser les priorités d'un programme et d'une communauté¹¹.

Le programme EU ASAC n'est pas un organisme de développement. Nous avons encouragé des organisations comme Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit, CARE Australia, Church World Services, the Lutheran World Federation, United States Agency for International Development, Swedish International Development Agency, le Programme alimentaire mondial de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement, Seila et d'autres à inscrire dans leurs programmes de développement des activités de prévention des conflits et de réduction des armes légères et de petit calibre. C'est un objectif clair du programme EU ASAC depuis 1999 qui découle directement de l'impératif développement-sécurité de l'Union européenne. La sensibilisation aux dangers des armes et des munitions non explosées doit être présentée par tous les projets de développement au Cambodge comme un impératif et un critère d'évaluation. Il viendra un jour où le programme EU ASAC ne jouera plus aucun rôle au Cambodge, mais où les explosifs et les armes à feu illégales resteront une menace grave pour la santé publique. Les communautés locales doivent prendre en charge la responsabilité des programmes de restitution volontaire des armes. Même s'il a été admis que la gestion des armes légères doit être une priorité, pour l'heure nos activités sont à peine plus que des « appendices aux programmes existants » ; nous n'en sommes pas encore au stade où les « préoccupations en matière d'armes légères s'inscrivent dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation »¹². En cherchant à intégrer la question du contrôle des armes légères dans les programmes qui existent dans les communautés, le programme EU ASAC entend l'inscrire dans la durée.

Les enseignements tirés de nos activités au Cambodge

- La réduction des armes légères et de petit calibre nécessite un programme aux multiples aspects, fortement soutenu par le gouvernement national. Le désarmement et la consolidation de la paix sont avant tout des actions politiques.
- L'attribution de fonds sur une base annuelle limite l'efficacité et la portée d'un programme. Les donateurs devraient fixer des objectifs et allouer les fonds nécessaires pour trois à cinq ans, et poser comme condition de leur renouvellement une évaluation des progrès réalisés.
- Chaque pays doit avoir un cadre juridique clair et équitable – renforcé par des dispositions d'application cohérentes – pour tout ce qui concerne la possession et l'utilisation d'armes légères et de petit calibre. Cela permet de renforcer la confiance entre le gouvernement et la population. Les lois doivent être rédigées selon les principes juridiques fondamentaux, aux niveaux régional et international, pour tout ce qui a trait aux armes.
- Pour faire avancer les choses, il est important d'avoir au niveau du gouvernement un coordonnateur chargé de ces questions.
- La formation et le renforcement des polices locales, et l'amélioration des rapports qu'elles entretiennent avec la communauté permet d'encourager les citoyens à remettre volontairement des armes illégales.
- La mobilisation de la société civile est un facteur important pour le succès des programmes de restitution volontaire des armes. Les armes sont un problème de sécurité et de santé publique. Les communautés locales doivent être responsables des questions de sécurité physique et humaine, car les armes, les mines et les explosifs seront un problème pendant encore de nombreuses années.
- La sécurité humaine (développement) est tout aussi importante que la sécurité physique (réduction de la violence) et tout programme de consolidation de la paix doit chercher à améliorer l'une et l'autre.

- L'approche « sécurité d'abord » devrait être considérée comme un coût de développement. Améliorer la sécurité dans des zones jusqu'alors dangereuses permet de relancer l'activité économique, favorise le commerce et l'investissement et permet aux organismes de développement d'intervenir là où leur action est le plus nécessaire. Des indices économiques qui repartent sont la preuve d'une meilleure sécurité et d'une plus grande confiance des gens dans la paix.
- Un système efficace de gestion, avec l'enregistrement et un stockage sûr de toutes les armes et munitions des forces de police et militaires est indispensable pour enrayer l'approvisionnement d'armes pour les criminels et les trafiquants d'armes. Cela permet aussi d'améliorer le contrôle des armes collectées auprès des soldats démobilisés et facilite la destruction des armes et munitions collectées auprès des civils et les excédents des stocks de l'armée.
- La destruction publique d'armes illégales et en surplus permet de donner confiance aux gens que les armes restituées ne seront pas vendues ni recyclées dans des activités criminelles. Les armes collectées sont une mesure de désarmement majeure et le nombre d'armes détruites est un indicateur de succès plus fort encore.
- Un programme réussi de consolidation de la paix doit chercher à ce que tous les acteurs sociaux, y compris le gouvernement national, participent à la sécurité de leurs communautés.

Robin-Edward Poulton, Seng Son et Neil Wilford

Robin-Edward Poulton est maître de recherche à l'UNIDIR et conseiller « armes contre développement » pour le Programme de l'Union européenne d'aide à la réduction des armes légères et de petit calibre au Cambodge (EU ASAC) ; Seng Son est directeur local des projets « armes contre développement » du programme EU ASAC pour Pursat, Battambang, Pailin, Kompong Chhnang et Kompong Speu ; Neil Wilford est administrateur de projet pour le projet « armes contre développement » du programme EU ASAC à Phnom Penh. Une description du programme avait été publiée dans le *Forum du désarmement*, n° 2, 2001, p. 75 sous le titre « Le programme ASAC de l'Union européenne : micro-désarmement et consolidation de la paix au Cambodge ».

Notes

1. L'APRONUC fut créée pour assurer l'application de l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991. Le mandat de l'APRONUC prit fin en septembre 1993 avec la promulgation de la Constitution pour le Royaume du Cambodge et la formation du nouveau gouvernement.
2. La société civile comprend toutes sortes de groupes d'intérêts, d'organisations non gouvernementales et d'organisations communautaires, y compris des comités de développement des villages.
3. Le projet Seila a été créé par le Gouvernement royal cambodgien avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement et vise à décentraliser l'administration rurale pour tout ce qui touche à la planification et aux prestations de développement. Le mot khmer *seila* signifie « la première pierre ».
4. Parmi les principales ONG engagées dans la sensibilisation de l'opinion et la formation pour les droits de l'homme, citons nos partenaires suivants : Working Group for Weapons Reduction in Cambodia, Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC), Cambodian Institute for Democracy and Human Rights, et Cambodian Human Rights Task Force.
5. Des conseils municipaux ont été élus pour la première fois au Cambodge en février 2002. Comme ils sont élus et disposent d'un certain « pouvoir », ils sont plus une composante de la vie politique qu'un élément de la société civile.
6. Kracheh se trouve dans la partie Est du Cambodge, à la frontière avec le Viet Nam ; cinq communes sont concernées dans le district de Snuol.

7. Pursat se trouve dans la partie Ouest du Cambodge, à la frontière avec la Thaïlande ; cinq communes sont concernées dans le district de Bakan.
8. Le projet de Kracheh a été financé par les Gouvernements néerlandais et canadien, et celui de Pursat par les Gouvernements allemand et japonais, avec dans les deux cas l'aide du Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies et un appui global de l'Union européenne.
9. Il s'agit de : ADHOC, Cambodian Human Rights Task Force et Cambodian Institute for Human Rights and Development. Ce programme est financé par Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit.
10. Le Centre cambodgien de déminage et le programme EU ASAC ont déjà des activités communes dans les provinces de Pailin, Battambang et Banteay Meanchey. Le programme EU ASAC conduit des négociations avec des ONG de déminage comme Mine Action Group, Handicap International et Halo Trust pour coopérer dans les provinces de Preah Vihear et de Pursat.
11. Small Arms Survey, 2003, *Small Arms Survey 2003*, Oxford University Press, p. 149.
12. Ibid., p. 151.

Préserver l'espace pour tous : la sécurité et les utilisations pacifiques

Les 25 et 26 mars 2004, l'UNIDIR, le Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international, le Simons Centre for Peace and Disarmament Research, Project Ploughshares Canada, le Henry L. Stimson Center et l'Union of Concerned Scientists ont organisé un séminaire intitulé *Safeguarding Space for All: Security and Peaceful Uses*. Ce séminaire a été financé par la Simons Foundation et le Gouvernement canadien.

Ce séminaire visait à susciter une communauté d'intérêts afin de préserver les bienfaits globaux des activités pacifiques dans l'espace. Les orateurs ont traité différentes questions et notamment l'utilisation pacifique actuelle de l'espace extra-atmosphérique par toute une série d'acteurs, y compris le secteur privé, les utilisateurs civils, l'armée et la communauté scientifique. Les utilisations actuelles ont été évaluées en fonction des dernières avancées technologiques et de leurs répercussions sur les activités pacifiques. Les participants ont envisagé des moyens de garantir la sécurité spatiale. Différentes solutions pour réduire ou régler les menaces ont été évoquées et notamment les déclarations de non-déploiement en premier, les mesures de confiance, les codes et règles de conduite, la minimisation des débris spatiaux, et d'autres normes pour les pays menant des activités spatiales.

Le groupe sur les positions juridiques internationales et le rôle de la Conférence du désarmement (CD) a étudié le régime juridique qui régit aujourd'hui l'ensemble de l'espace extra-atmosphérique. L'objectif était d'identifier les lacunes actuelles afin d'envisager les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de l'espace. Les participants ont aussi évalué le rôle joué par différentes instances pour ce qui est de définir des normes et d'améliorer le cadre juridique pour les activités spatiales. Enfin, le séminaire a examiné des mesures de confiance éventuelles et la question de la vérification. Les participants ont également abordé les problèmes pratiques de la vérification du respect des instruments juridiques internationaux et la possibilité d'utiliser des dispositifs spatiaux pour s'assurer que les mesures de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement sont respectées.

Plus d'une centaine de personnes venues des missions permanentes auprès de la CD, d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche ont assisté au séminaire et au déjeuner au cours duquel Heather Couper, astronome britannique, écrivain et journaliste, a lancé un vibrant appel pour que l'espace reste pacifique pour être exploré par les générations futures.

Un rapport de ce séminaire sera publié ultérieurement.

Dans cette rubrique, nous mettons en avant une activité pour en présenter la méthodologie, les dernières avancées ou les résultats. Nous vous proposons également une description détaillée d'une nouvelle publication de l'Institut. N'oubliez pas que toutes les activités de l'UNIDIR sont présentées sur notre site web, avec les coordonnées des personnes responsables, et des extraits de nos publications, que vous pouvez commander en ligne < www.unidir.org > .

Pour plus de précision, veuillez vous adresser à :

Nicolas Gérard

Coordonnateur du programme de recherche et organisateur de conférences

Tél. : + 41 (0)22 917 11 49

Fax : + 41 (0)22 917 01 76

E-mail : ngerard@unog.ch

***L'absence d'armes de destruction massive en Iraq :
quelles incidences sur l'avenir de la non-prolifération ?***

Pendant plus de 10 ans, l'Iraq fut largement considéré comme l'argument parfait contre le régime multilatéral de non-prolifération, l'exemple flagrant prouvant que des inspections même très intrusives ne pouvaient empêcher des proliférateurs décidés à commettre de graves fraudes. L'absence de preuves accablantes sur le programme iraquien d'armes de destruction massive remet en question cette position. Il n'empêche que si ce mystère remet en cause les idées de ceux qui sont sceptiques à l'égard de la maîtrise des armements et de la non-prolifération, ceux qui seraient tentés de dire que les mécanismes classiques de non-prolifération ont ainsi fait la preuve de leur efficacité ne devraient pas être trop confiants, car les problèmes majeurs du système demeurent et sont toujours aussi graves. L'expérience iraquienne ouvre aussi la voie à une éventuelle reprise de la coopération internationale pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive.

Le régime multilatéral de non-prolifération a été gravement compromis depuis plus de dix ans. Avec les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan en 1998, l'évolution de la situation en Corée du Nord et les activités nucléaires extrêmement douteuses de l'Iran, le régime de non-prolifération reste en place comme un verre de sécurité brisé qu'un simple coup pourrait faire voler en mille morceaux. Les morceaux tiennent encore ensemble, mais pour combien de temps ?

Le cas de l'Iraq est le seul élément encourageant dans ce contexte catastrophique. La débâcle de la dictature de Saddam Hussein et partant celle de sa volonté d'utiliser des armes de destruction massive pour faire de l'Iraq la puissance dominante au Moyen-Orient a non seulement renversé un proliférateur déterminé, mais a aussi envoyé un message très clair aux autres pays « délinquants » : les activités illégales et clandestines ne seront plus tolérées. Ce message signifiait clairement la détermination des États-Unis à ne pas laisser les proliférateurs exploiter les mécanismes officiels du régime multilatéral de non-prolifération pour éviter de subir des conséquences graves pour leurs actions.

Cet essai, écrit par un ancien fonctionnaire du Département de la défense des États-Unis, examine les conséquences de l'absence d'armes de destruction massive en Iraq pour le régime international de non-prolifération et soulève des questions importantes sur la validité et la légitimité d'actions spéciales pour régler les problèmes de prolifération.

After Non-Detection, What?

What Iraq's Unfound WMD Mean for the Future of Non-Proliferation

Michael Friend

Disponible uniquement en anglais
UNIDIR, 2003
23 p.